

Devant les exigences  
des autorités saoudiennes

# DIFFICILE HADJ POUR LES ALGÉRIENS

P. 2



Médéa

Six morts dans un accident  
de la circulation

P. 5

## Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN



Chakib Khelil

## L'ALGÉRIE FAVORABLE À UNE OPEP DU GAZ

P. 3

Contentieux avec les douanes espagnoles

## SONATRACH OBTIENT GAIN DE CAUSE

P. 3


L'équipe nationale  
effectuera son stage en Italie

## SAÂDANE IMPOSE LE HUIS CLOS

P. 29



Publicité



**Chevrolet  
SPARK**

La **5** places à petit prix

à partir de  
**595.000 DA TTC**  
Taxe sur véhicule neuf non incluse

**Chevrolet Assistance 24H/24 : 021 98 00 61**


**DIAMAL**  
Concessionnaire Officiel

**GARANTIE 2 ANS**  
OU 100 000 KMS

Showroom Principal Ksar Ezzouar et Service Rapide: Bab Ezzouar. Par Autoroute Sortie Bab Ezzouar 3 Tél : 021 24 90 00 - Fax : 021 24 58 01  
Showroom Les Annassers : CW N°31 - Les Annassers - Bir Mourad Rais - Alger Tél : 021 44 96 00 à 05 - Fax : 021 54 09 18  
Showroom Dely Ibrahim : Rue Ahmed Ouaked à côté de Djedzy. Tél. : 021 36 71 83 - Fax : 021 91 73 37  
L'Étoile d'Oran : Zone Showrooms RN N° 4 Es Senia Tél : 041 49 91 11 à 14 - Fax : 041 49 91 00

SPARK

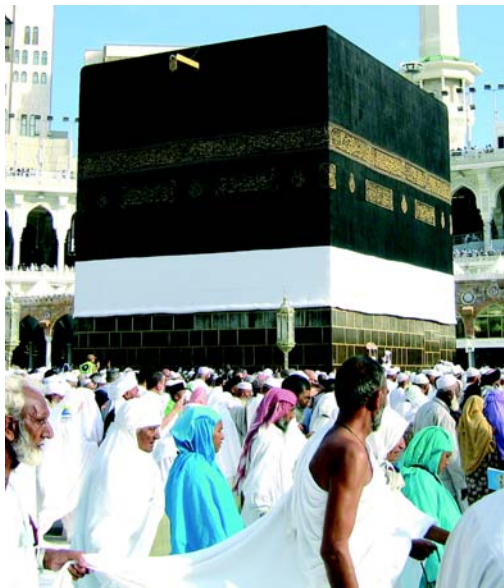
L'étoile Chevrolet  
veille sur vous.



Devant les exigences  
des autorités saoudiennes

## Difficile Hadj pour les Algériens

Le directeur de l'Office national du Hadj et de la Omra, Cheikh Barbera, a tenu à rassurer les pèlerins, en précisant que l'Algérie a pris les mesures nécessaires pour le départ dans les meilleures conditions de tous les pèlerins aux Lieux saints de l'Islam.



M. Aziza

Et pour éviter tout amalgame, le premier responsable de l'Office national du Hadj, contacté hier par téléphone, a précisé que le refus de l'aviation civile saoudienne d'accorder une autorisation pour l'atterrissage des avions algériens à La Mecque «est purement technique». Il a tenu à souligner que ces mesures sont applicables à l'ensemble des pays du monde sans exception. «Il ne s'agit pas d'une disposition qui concerne l'Algérie seulement», a-t-il précisé en ajoutant que «les autorités saoudiennes ont été obligées de diriger les avions vers Djeddah et Médine pour des raisons purement techniques, l'incapacité de recevoir à l'aéroport de La Mecque en provenance des quatre coins du monde». Et d'ajouter que «les vols d'Air Algérie reçoivent chaque jour des autorisations de la part des autorités saoudiennes».

Les précisions du directeur de l'Office du Hadj et de la Omra sont venues conforter les propos du ministre des Affaires religieuses tenus avant-hier, lors du départ du premier groupe de hadjis algériens vers les Lieux saints de l'Islam. Le ministre Bouabdallah Ghoulamallah a soutenu que le problème est purement technique et concerne tous les pays. Certes, le problème est purement technique, mais les exigences de l'aviation civile saoudienne se sont avérées très contraignantes. Le PDG d'Air Algérie, Abdelwadi Bouabdallah, n'a pas

caché son désarroi et les difficultés rencontrées par la compagnie nationale pour la programmation du Hadj cette année. Le PDG d'Air Algérie a exprimé avant-hier, sur les ondes de Radio Bahja, son embarras quant aux exigences de l'aviation saoudienne. Le PDG a fait état de l'insuffisance des salles d'embarquement au niveau des aéroports de Djeddah et Médine. «Elle sont passées de 14 à 8 à Djeddah et de 8 à 5 à Médine».

Le PDG d'Air Algérie a également signalé que les autorités saoudiennes avaient refusé de délivrer une autorisation d'atterrissage aux avions d'Air Algérie qui ont transporté le premier contingent de hadjis en raison de la surcharge. L'autre fait surprenant, toujours selon le PDG d'Air Algérie, est la diminution du nombre de vols.

«Les autorités saoudiennes ont exigé d'Air Algérie 86 vols alors que dans l'accord initial, il a été question de 108 vols», a-t-il affirmé. Le PDG d'Air Algérie a affirmé que sa compagnie avait autorisé des vols à partir de villes de l'intérieur du pays de Chlef, de Tébessa, de Jijel et Béjaïa sur des avions d'une capacité de transport de 150 passagers. Il poursuit «mais même cette solution a été rejetée car les autorités saoudiennes ont exigé des avions gros-porteurs, dont l'Algérie ne dispose pas». Le patron d'Air Algérie a également regretté le fait que l'aviation civile saoudienne est revenue sur son engagement qui consistait à prendre en charge 14.000 pèlerins algériens.

Ils attendent de la tutelle la reprise du dialogue

## Les praticiens de la santé maintiennent leur grève

Salah-Eddine K.

Le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) se mettra en grève à partir du 23 novembre, si d'ici là la tutelle n'engage pas un dialogue à même de désamorcer la situation.

Le président du SNPSP a déclaré hier, lors d'une conférence de presse tenue en son siège à Alger, qu'un cycle de grèves de 3 jours reconductibles toutes les semaines sera engagé, et ce à partir du 28 novembre prochain. Le président du SNPSP impute la responsabilité de cette situation de blocage à la tutelle qui a fermé la porte du dialogue depuis la dernière réunion tenue le 22 juillet dernier au ministère de la Santé avec Saïd Barkat.

La continuité du dialogue «n'a pas eu lieu et le ministère s'est mis depuis dans un mutisme total», a déclaré le président du syndicat, Lyès Merabet. Paradoxalement, souligne le confédéré, au ministère de la

Santé on continue à parler de dialogue ; en attestent les sorties du ministre dans les médias où il fait toujours référence aux vertus du dialogue. «Nous rappelons que le SNPSP n'est pas un syndicat qui opte si facilement pour le débrayage, conscient de nos missions. Nous userons de tous les moyens pour ne pas parvenir à la grève comme ultime recours pour faire aboutir nos droits», a expliqué Merabet. Ce dernier a rappelé : «Pourtant, le ministre lui-même nous a promis lors de cette réunion (22 juillet) qu'il se pencherait sur les dossiers qui lui ont été soumis. Mais depuis cette date, aucune nouvelle sur ce qui est supposé être fait et nous ne sommes au courant de rien», a encore expliqué le président du syndicat.

Le SNPSP dit ne pas reconnaître le statut particulier et le régime indemnitaire qui seraient actuellement à l'étude au niveau de la chefferie du gouvernement. «Notre syndicat n'acceptera pas

un statut et un régime indemnitaire fait unilatéralement par le ministère de la Santé».

La question du statut particulier (mouture cosignée avec le ministère en mars 2008) et l'ouverture des négociations sur le régime indemnitaire figurent parmi les principales revendications des praticiens de la santé publique. La question de passage d'un grade à l'autre et le plafonnement des primes et salaires sont aussi cités.

L'entrave aux libertés syndicales constitue également un chapitre qui fâche. Le SNPSP revendique aussi «l'élargissement au profit des praticiens généralistes de la santé le droit à la procédure de cessibilité du logement de fonction, à l'instar des autres corps de la Fonction publique». Ils réclament aussi un week-end comme édicté par la loi. Actuellement, se plaignent-ils, «nous n'avons droit au repos que le vendredi, alors que nous travaillons le jeudi et le samedi».

## ANALYSE

Kharroubi Habib

### L'Algérie, ce géant aux pieds d'argile

Selon les statistiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Algérie est le 42e exportateur mondial et le 56e importateur. Doit-on se réjouir que notre pays soit dans le peloton de tête pour ces deux raisons ? Certainement pas. Car, dans le premier cas, son classement l'Algérie ne le doit qu'à ses hydrocarbures qui constituent plus de 90% de ce qu'elle exporte, et, dans le second, au volume de ses importations qui est la preuve de l'insignifiance de ses capacités propres à répondre aux besoins multiformes de son marché intérieur. Il n'y a pas lieu par conséquent de pousser de «cocorico» triomphaliste, comme l'a fait notre télévision nationale qui, une fois n'est pas coutume, a aussitôt répercuté le classement dont l'OMC a gratifié le pays, mais en faisant tout de même l'impasse sur celui concernant ses importations.

Il y aurait eu de quoi se réjouir que l'Algérie soit dans le «top» cinquante des plus grands exportateurs, si la performance était due à des productions industrielles et agroalimentaires, dont les qualités et les quantités font qu'elle se taille une place enviable dans le circuit commercial mondial. Avec des exportations hors hydrocarbures qui peinent à atteindre la modique et pour tout dire insignifiante valeur de deux milliards de dollars l'an, le pays est en réalité inexistant dans le circuit international des échanges. Même le paramètre des services, comme l'ensemble des activités des transports, des voyages et autres services commerciaux, que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) intègre dans les statistiques ayant été la base de son classement, ne réduit pas de

beaucoup la prépondérance des hydrocarbures dans les exportations de notre pays.

Etre également dans le peloton de tête des pays importateurs n'est pas aussi motif à satisfaction pour notre pays. Car cela dénote tout simplement qu'il consacre l'essentiel des recettes financières que lui procurent ses exportations à nourrir sa population et à satisfaire ses autres besoins. En tant que pays importateur, il aurait été beaucoup plus valorisant que l'Algérie soit située dans les profondeurs du tableau. Car cela aurait signifié qu'elle dispose de capacités substantielles à répondre à une partie de ses besoins internes.

Les deux classements dont il est question sont les révélateurs de la problématique à laquelle l'Algérie est confrontée. Celle de sa dépendance à l'exclusive exportation de ses ressources d'hydrocarbures. Le mal est pourtant connu. Manque la stratégie qu'il faut mettre en oeuvre pour en avoir. Celle dont il est question dans le discours officiel peut constituer la solution. Il n'est pas certain qu'elle fasse l'unanimité, voire consensus dans la classe dirigeante en charge des affaires de la nation. D'où la valse d'hésitations, d'allers-retours et de «bricolages» dans sa mise en application.

Subsidiairement, nous ferons remarquer que l'ENTV s'est gardée de répercuter l'autre classement international rendu public au même moment que celui fait par l'OMC. Lequel met la meilleure université algérienne, celle de Bel-Abbès, au 4116e rang dans le monde. Ce qui, il est vrai, n'est pas du tout valorisant pour notre système universitaire.

## L'eau devant la commission de l'APN

Le ministre des Ressources en eau, M. Abdelmalek Sellal, a présenté hier un exposé sur le bilan des réalisations et des programmes tracés pour le prochain quinquennat du secteur devant la commission des finances et du budget de l'APN, réunie dans le cadre de l'examen des budgets sectoriels contenus dans le projet de loi de finances 2010.

Le ministre a présenté un bilan chiffré sur les réalisations effectuées de 2005 à 2009, les projets en

cours ainsi que les programmes tracés pour le prochain quinquennat 2010-2014, selon un communiqué de l'APN. Sellal a abordé les grands axes que le secteur des Ressources en eau se propose de réaliser par la mise en place des opportunités d'investissement et de renouvellement des ressources hydriques, la modernisation et l'entretien du réseau hydrique au niveau des grandes et moyennes villes, l'opération d'assainissement des eaux et d'approvisionnement

du secteur agricole en eau et de bonne gestion de l'eau.

Au regard du défi qu'impose l'approvisionnement des citoyens en eau et la satisfaction de la demande croissante sur cette ressource dans les domaines économique, industriel et agricole, M. Sellal a affirmé, selon la même source, la nécessité d'exploiter toutes les ressources hydriques du pays qu'il s'agisse des eaux superficielles et souterraines ou du dessalement de l'eau de mer et des eaux traitées».

Tirage du N°4533  
164.781 exemp.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Éditée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 148.156.200,00 DA

Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

Direction - Administration  
Rédaction centrale  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.32.63.09  
32.72.78 / 32.91.34  
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

Fax Pub: 041.32.69.06  
Fax et Rédaction  
041.32.51.36/32.69.06

Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : SIMPRAL  
Constantine : S.I.E.  
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

Rédaction Algéroise  
Tél. : 021.74.96.39 - Fax : 021.74.71.57

Rédaction Constantinoise  
Tél. : 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80

Diffusion : Ouest: SEDOR Tél.: 041.41.94.31/41.65.31  
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS



Chakib Khelil

## L'Algérie favorable à une Opep du gaz

Amine L.

Après avoir longtemps campé sur une position de réserve quant à l'idée de création d'une Opep du gaz, l'Algérie change de cap. «Nous sommes favorables à la création d'une Opep du gaz». C'est ce qu'a soutenu, avant-hier, le ministre de l'Energie et des Mines, M. Chakib Khelil.

«Le Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) devait fonctionner non pas comme une entité politique mais plutôt comme une organisation économique, à l'image de l'Opep», a précisé le ministre dans un entretien au journal russe Expert Magazine. Le ministre répondait à une question relative à la position du gouvernement algérien concernant le projet de création d'une Opep du gaz.

A signaler que la Russie et le Qatar soutiennent désormais ce projet. A rappeler aussi que ce dernier pays avait adopté des mêmes réserves avant de changer de position. Il faut dire que la rigidité du marché gazier, dont les ventes s'effectuent généralement via des contrats à long terme et par des gazoducs, rend peu utile une telle organisation. Chakib Khelil a d'ailleurs soutenu que «la création d'une telle organisation sera très compliquée car tant l'Algérie, la Russie que le Qatar sont signataires de contrats à long terme. Certains pays, dont l'Algérie, revendiquent la fin des contrats gaziers à long terme et militent pour des contrats de court et moyen termes, pour pouvoir adapter le prix du gaz à la demande du marché.

Interrogé sur les cours actuels du gaz, le ministre a jugé le prix sur les marchés internationaux «injuste». M. Khelil s'est dit «favorable» à une redéfinition des méthodes de calcul de ces prix par les pays producteurs. «Le prix du gaz devrait se situer à un niveau deux fois plus élevé que son cours actuel», a soutenu M. Khelil.

Questionné sur les critiques formulées par l'Opep à l'encontre de la Russie pour sa non-implication dans les efforts de stabilisation du marché pétrolier, le ministre n'a pas été tendre avec Moscou: «La Russie prétend à des relations particulières avec l'Opep qui impliquent le respect de certains engagements. La Russie devra respecter ses engagements et ne pas se comporter comme elle le fait actuellement».

Sur le plan de la coopération entre les deux compagnies publiques Sonatrach et Gazprom, M. Khelil a évoqué «des difficultés rencontrées par le groupe algérien pour investir en Russie. «Gazprom a obtenu l'exploitation du

bloc El-Assel. On aurait souhaité avoir, nous aussi, des opportunités similaires en Russie (...), mais investir en Russie c'est difficile», a-t-il relevé.

Quant à la coopération énergétique avec l'UE, M. Khelil a dirigé des flèches à l'encontre de l'Europe: «Après les «décisions bizarres» prises par certains pays européens, l'Algérie «va réfléchir à deux fois avant de réaliser de nouveaux projets en Europe», citant à ce sujet la décision du gouvernement espagnol d'imposer une taxe sur le gaz qui va transiter par le Medgaz. Par ailleurs, le ministre de l'Energie et des Mines, qui était en visite lundi dernier à Tissemsilt, a affirmé que l'Algérie présidera l'année prochaine le club des pays producteurs et exportateurs de gaz naturel. Le ministre a souligné que l'Algérie souhaite abriter une réunion de ce club en 2010.

Dans la même année, l'Algérie accueillera la 16e édition de la conférence internationale du gaz liquéfié (LNG 16), une réunion prévue en avril prochain à Oran. Le club des pays producteurs et exportateurs de gaz se réunira le 9 décembre prochain à Doha (Qatar), pays qui abritera le secrétariat général du club. Créé à Moscou, ce club se donne pour mission de coordonner entre les pays producteurs et exportateurs du gaz et milite pour une meilleure stabilité du marché du gaz.

A rappeler que l'Algérie a ratifié l'accord de fonctionnement du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG), selon un décret présidentiel publié au Journal officiel en juillet dernier. Cet accord a été conclu le 23 décembre 2008 à Moscou entre la Bolivie, l'Egypte, la Guinée Equatoriale, l'Iran, la Libye, le Nigeria, le Qatar, la Russie, Trinidad et Tobago et le Venezuela. Les pays signataires invitent le Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, la Norvège, le Turkménistan et les Emirats Arabes Unis à signer l'accord et rejoindre le FPEG. L'accord conclu à Moscou donne au Forum «un statut juridique international et jouit des capacités juridiques nécessaires à la réalisation de ses objectifs et à l'exercice de ses fonctions. Les pays exportateurs de gaz discutent depuis plusieurs années de l'opportunité de créer une structure sur le même modèle que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) pour pouvoir peser sur le marché mondial du gaz, réguler les prix et éviter la concurrence entre les pays producteurs. Le développement du gaz naturel liquéfié (GNL) devrait à terme permettre aux pays gaziers de vendre directement et librement leur gaz sur le marché, d'une façon plus flexible.

### Contentieux avec les douanes espagnoles

## Sonatrach obtient gain de cause

Le tribunal économique et administratif de la région de Catalogne a rendu un jugement en faveur de la Sonatrach Gas Comercializadora (SGC), dans le contentieux relatif au paiement d'une taxe sur les importations du GNL algérien, l'opposant à la direction générale des Douanes de Barcelone, a appris hier l'APS de source proche du dossier. La décision du tribunal porte sur «le remboursement à Sonatrach du montant de la taxe payée ainsi que des intérêts générés au titre de la rétention abusive», a indiqué la même source.

Filiale de Sonatrach, SGC a été créée en 2006 pour commercialiser le gaz algérien directement sur les marchés espagnol et portugais. Sonatrach avait livré en avril 2008 une première cargaison de 30.000 m3 de GNL à SGC au niveau du terminal de regazéification de

Barcelone, marquant le lancement effectif des activités de cette filiale. SGC avait ainsi entamé l'approvisionnement en gaz naturel de son premier client «Hidrocarbónico Energía» sur le marché espagnol. Pour Sonatrach, la création de SGC s'inscrit dans le cadre d'une stratégie d'intégration de l'aval gazier européen et répond au souci d'une meilleure valorisation de son gaz en captant des marges additionnelles tout le long de la chaîne gazière et surtout de développer une expertise dans les ventes directes au client final sur les marchés de destination. Ce déploiement de Sonatrach dans l'aval international s'inscrit aussi dans le contexte des évolutions des marchés énergétiques et «doit être perçu comme une contribution additionnelle pour la sécurité d'approvisionnement de l'Europe en gaz naturel».



**Raïna Raïkoum**

Mahrez Ilias

### L'année du mouton

**L**es amateurs de grillades vont la sentir passer cette année : le mouton, en effet, va vendre chèrement sa peau, et il compte bien battre quelques records, surtout en matière de prix. A presque un mois de l'Aïd El-Kébir, tous les clignotants du marché aux bestiaux sont au rouge : l'ovine coûte cher depuis le début de l'automne. Au gros ou en détail, la viande ovine a battu quelques records depuis la fin de l'été, passant à plus de 950 da/kg. Et, depuis les pluies de septembre, les pires inquiétudes des acheteurs et chevilleurs se sont avérées justes : le mouton se vend cher, très cher de l'avis de nombreux bouchers. Et, avec la disponibilité des aliments en vert, des pâturages bien arrosés et de la baisse des prix des fourrages, les maquignons comme les éleveurs ne mettent sur le marché qu'une petite quantité d'ovins. Assez pour faire monter les prix de la viande ovine et, surtout, annoncer la couleur des prix du mouton de l'Aïd qui vont s'afficher dans quelques jours partout dans le pays à travers les marchés improvisés.

Une certitude : cette année, un mouton «moyen» de 20 kg ou un peu plus dépassera les 18.000 à 20.000 dinars, alors qu'un beau bélier, avec de belles cornes bien effilées et toutes en cercles, dépassera les 40.000 dinars. Quant au mouton moyen, les prix devront tourner entre 25.000 et 30.000 da, assez en tout cas pour mettre à rude épreuve la bourse des Algériens.

C'est un peu un scénario difficile à admettre, mais le prix du mouton va cette année connaître une hausse insupportable pour les bas salaires, au moment où les dépenses des ménages sont un tel point comprimées que la pauvreté est aux portes de millions

d'Algériens. Bien sûr, presque toutes les familles algériennes vont accomplir le devoir sacro-saint de sacrifier le mouton de l'Aïd, mais à quel prix ? Au prix d'énormes sacrifices, et la spirale de l'endettement des ménages ne fera qu'augmenter. D'autant que le coût de la vie a encore augmenté à la fin du mois de septembre, passant à 5,7%.

Autrement dit, dans une période de forte inflation, la fête de l'Aïd El-Adha va encore aiguïser les problèmes sociaux et économiques des Algériens, obligés de faire face à plusieurs périodes de fortes dépenses «incompressibles», alors qu'en face le gouvernement assiste sans broncher à cette traditionnelle saignée sociale des Algériens.

Est-ce un hasard que les discussions pour une augmentation du SMIG au sein de la tripartite interviennent après la fête de l'Aïd El-Adha ? A-t-on à ce moment la liberté de penser que cela obéit à une stratégie pour amener la centrale syndicale à accepter une proposition d'augmentation du SMIG de moindre ampleur que celle prévue, rien que pour calmer le front social ? Non, quand même !

Mais il reste que la détérioration de la situation sociale des Algériens, comblée à une surchauffe des principaux indicateurs économiques, ne semble pas pour le moment éveiller ni susciter un plus grand intérêt d'un gouvernement qui a le regard perdu dans les cieux, et refuse de voir la pointe de ses chaussures. Parce que la misère sociale n'est ressentie que par ceux-là mêmes qui en sont victimes. Quant au mouton de l'Aïd, même avec quatre, voire dix cornes, il sera quand même sacrifié par les Algériens, prêts à tous les défis. Comme d'habitude !

### Justice

## 1.614 médiateurs désignés depuis avril

**L**e directeur des Affaires civiles et administratives au ministère de la Justice, M. Ahmed Ali Salah, a affirmé mardi à Alger, que 1.614 médiateurs judiciaires avaient été désignés depuis l'entrée en vigueur du nouveau code de procédures civiles et administratives le 25 avril 2009.

Dans une rencontre au siège du quotidien El-Moudjahid, M. Ali Salah a affirmé que «les

demandes de médiation sont en constante progression», précisant que «des parties en litige dans 1.520 affaires ont accepté de recourir à la médiation judiciaire pour régler leurs litiges». Qualifiant ces chiffres d'«importants», le responsable a affirmé que la médiation judiciaire «est bénéfique pour la magistrature et la société» vu le nombre extrêmement élevé d'affaires à trai-

ter par la Justice. Le code de procédures civiles et administratives, adopté en mars 2005 et entré en vigueur en avril 2009, prévoit la médiation judiciaire comme voie alternative de règlement des litiges. Le juge propose la médiation après l'introduction de la procédure judiciaire, ce qui n'est pas le cas dans la médiation traditionnelle où la justice n'intervient pas.

## Sahara occidental Les Etats-Unis défendent le statu quo



M. S.

« Il est important pour moi de réaffirmer, ici au Maroc, qu'il n'y a pas eu de changement dans la politique des Etats-Unis ». La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a répondu très clairement, lundi, à Marrakech, à la question de savoir si la nouvelle administration américaine soutenait, comme la précédente, le plan d'autonomie marocain. Mme Clinton ne s'est cependant pas trop étendue sur le sujet. Elle s'est contentée d'assurer le minimum attendu par ses hôtes marocains sur la question du Sahara tout en les encourageant, trop lourdement, au sujet des progrès démocratiques... Mme Clinton a indiqué que les Etats-Unis ont « regardé avec beaucoup d'admiration les progrès que le Maroc a accomplis » sous la direction du Roi Mohamed VI, en particulier « les réformes qui ont accordé de nouvelles libertés aux femmes ». Tant pis si, le Maroc, comme le reste des autres pays maghrébins, connaît une glaciation et des régressions qui sont aux antipodes de la démocratie... Mme Hillary Clinton confirme que dans sa fonction, elle exprime le retour « au réalisme », c'est-à-dire, une correction drastique des velléités de changement de politique de Barack Obama. On l'a vu sur le Proche-Orient où, après avoir exigé un gel des colonies, l'administration américaine

s'est mise à censurer le gouvernement de Benjamin Netanyahu, de manière tellement indécente que même les chefs d'Etat arabes « amis » ont eu un hoquet d'indignation. Sur le Sahara occidental, il faut bien admettre que l'administration Obama n'a pas émis de message significatif indiquant qu'elle allait changer d'attitude par rapport à l'administration précédente.

Ce sont plutôt des interprétations de certains journaux espagnols et algériens qui ont cru percevoir un changement d'optique de l'administration américaine. Ce qui a poussé des journaux madrilènes c'est qu'une lettre adressée par Barack Obama au roi du Maroc, en juillet 2009, évoquait pour la première fois la question du Sahara occidental, sans mentionner, comme cela était le cas de l'administration précédente, l'offre d'autonomie marocaine. Dans cette lettre, le président Obama souhaitait que Christopher Ross, l'émissaire de l'ONU pour le Sahara occidental, puisse parvenir à « promouvoir un dialogue constructif ». « J'espère que Christopher Ross, un diplomate chevronné ayant une large expérience de la région, pourra promouvoir un dialogue constructif entre les parties ».

### DE JÉRUSALEM À MARRAKECH

C'était effectivement la première fois que le président américain évo-

quait la question du Sahara. Il l'a fait de manière très générale. Tellement générale que des journaux madrilènes ont cru percevoir une possibilité de changement avec l'administration Bush, qui ne ratait pas une occasion d'encenser le plan d'autonomie marocain. Les Marocains eux-mêmes ont semblé s'en inquiéter. Des journaux algériens, à partir de cette base ténue, ont cru percevoir un changement de position des Etats-Unis. La déclaration de Mme Hillary Clinton à Marrakech montre que les Etats-Unis ne sont pas sortis de la coalition occidentale (Paris, Madrid...), qui cherche à imposer le plan marocain comme un substitut à l'exercice effectif du droit à l'autodétermination. Pour autant, il ne faut pas s'attendre à ce que les Américains deviennent plus « actifs » dans un Maghreb qui continue à ne pas faire partie de ses priorités. Mme Clinton a été volontairement concise sur la question du Sahara. Elle satisfait bien entendu les responsables marocains... Mais elle ne va pas se mettre à exercer des pressions sur l'Algérie, comme ils le souhaitent. Tout comme pour le Proche-Orient, Mme Clinton rétablit « l'ordre » perturbé par les discours d'Obama. Les Etats-Unis ne cherchent pas à changer les choses, mais à maintenir le statu quo. C'est le sens des messages qui ont été transmis à Jérusalem et Marrakech.

## L'immigré clandestin: un étrange destin

De notre bureau de Bruxelles:  
M'hamed Bouzina Med

Après l'expulsion par la France et l'Angleterre, sous les feux des caméras, de 27 Afghans la semaine dernière, le Conseil européen du 30 octobre a décidé d'organiser des vols charters pour rapatrier les immigrés clandestins. A court de projets politiques pour ses citoyens, l'Europe vieillissante cède aux démons de la xénophobie. L'Organisation internationale des migrations (OIM) de l'Onu cite, pour l'année 2008, le chiffre approximatif de 3 millions d'immigrés clandestins dans les pays de l'UE. Soit environ 1,6% de la population globale de l'Union qui frôle, elle, les 500 millions. C'est autour de ces trois millions d'êtres humains qui vivent « cachés » au sein des 27 Etats membres de l'UE que se cristallise aujourd'hui le discours politique en Europe, se construisent les batailles électorales et vivent les médias à sensation. Effet de loupe, même si le problème de l'immigration clandestine est vrai, réel et sensible tant il est par-dessus tout humain. Les chefs d'Etat et de gouvernement viennent de décider, lors du Conseil européen du 30 octobre, d'organiser des vols communs pour le rapatriement des clandestins. Le

Conseil s'engage pour « une réponse européenne déterminée, fondée sur la fermeté, la solidarité et la responsabilité partagée, conformément au Pacte européen sur l'immigration et l'asile », est-il énoncé dans le point 37 du communiqué final. C'est la suite logique du pacte sur l'immigration, proposé par la France, et adopté en décembre 2008 par le Conseil sous présidence française. La Commission européenne est chargée par le Conseil d'élaborer des propositions concrètes (juridiques, techniques et de financement) dès le début 2010, soit dans deux mois. Quant à l'agence de protection des frontières extérieures de l'UE, FRONTEX, il lui est demandé de mettre en place des propositions opérationnelles (moyens matériels, techniques, humains...).

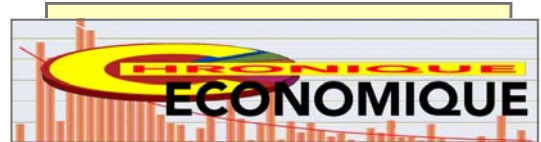
En gros, la politique de lutte contre l'immigration clandestine se résume, pour l'Europe, en la mise en place de mesures protectionnistes à ses frontières externes et d'organisation de vols charters communs pour ceux qui seront interceptés à l'intérieur de ses frontières. Cette « stratégie » mise en place par l'Europe n'est pas en soi exceptionnelle. Elle y est pratiquée depuis bien longtemps par certains Etats. Ce qui interpelle, c'est la persistance de l'approche du problème d'abord et surtout sous l'aspect sécuritaire et

policière. Ensuite, l'absence d'une concertation franche et sérieuse avec les pays pourvoyeurs et de transit des flux migratoires.

Dans le communiqué final du Conseil européen du 30 octobre, il est fait référence à un seul pays: la Libye. Le Conseil « invite la présidence et la Commission à intensifier le dialogue avec la Libye sur la gestion des flux migratoires et sur les mesures à prendre... y compris la coopération en mer, le contrôle aux frontières et la réadmission » (point 40 alinéa 3). La Libye est avec le Maroc les deux seuls pays de la rive sud Méditerranée qui ont accepté d'installer chez eux des centres de rétention financés par l'UE (5 millions d'euros). La question de la concertation franche et juste avec les pays sud Méditerranée est inévitable tant les instruments institutionnels, accords et autres conventions existent. En plus des accords d'association, il existe le cadre de la fameuse Union pour la Méditerranée (UPM), voulue et lancée par la France de Sarkozy, c'est-à-dire le pays qui est à l'origine du pacte sur l'immigration et depuis le 30 octobre derrière les vols charters communs. Autrement dit, la France de Sarkozy qui a vanté les avantages partagés de l'UPM comme cadre de négociation avec les pays du Sud, l'ignore lorsqu'il le faut. Et, y a-t-il de

plus stratégique, politique, économique et humain que la question de l'immigration entre le Nord et le Sud aujourd'hui pour être traitée du seul point de vue de l'Europe ?

Depuis les années 70, l'immigration est au centre des négociations et de la diplomatie entre l'Europe et les pays du Sud, et depuis ce temps elle est traitée sous le seul angle de vue européen en fonction de ses seuls intérêts. Le résultat est aujourd'hui catastrophique d'abord pour les pays du Sud. En Europe, l'immigration est devenue, en plus d'une machine économique à bon marché et d'un bonus démographique, un enjeu électoral pour tous les partis politiques. Dans quelques mois, vont se tenir des forums, conférences, débats... sur l'urgence pour l'Europe au rajeunissement de sa population (main-d'œuvre plutôt). L'Italie a déjà annoncé qu'il lui faut « importer » 350.000 immigrés par an jusqu'à 2050 pour, juste, maintenir son équilibre démographique (et économique) d'aujourd'hui. L'Allemagne, la France, l'Espagne et l'Angleterre sont dans le même besoin. Alors, 3 Afghans dans un avion renvoyés vers un enfer, c'est pas sérieux ! Et même 100 avions par an pour mille clandestins ne donneront pas plus de sécurité aux citoyens européens, ni plus d'emploi ou de joie de vivre.



Akram Belkaïd, Paris

## Le dilemme américain

Le malade est, dit-on, sur la voie de la guérison, donc toujours convalescent, mais voilà que les esprits les plus raisonnables se demandent s'il n'est pas en train de couvrir une nouvelle maladie. La semaine dernière, on apprenait ainsi que le produit intérieur brut des Etats-Unis a progressé de 3,5 % en rythme annualisé pour la période allant de juillet à septembre. C'est la première fois depuis un an que la machine économique américaine affiche de telles performances dues essentiellement à une reprise des dépenses de consommation des ménages.

### COMMENT ACCOMPAGNER LA REPRISE ?

Les économistes, qui ont commenté les chiffres du Département américain du Commerce, sont optimistes pour la suite et tablent pour une croissance significative pour le dernier trimestre de l'année. En clair, la reprise serait donc de retour même si l'importance du chômage (près de 10 % de la population active) constitue un facteur d'inquiétude. Mais ce n'est pas tant le risque d'une croissance sans emploi qui fait débat aux Etats-Unis et par ricochet en Europe et au Japon. La véritable question concerne la manière dont va être gérée la sortie de crise en termes de politique monétaire. On le sait, les taux de la Réserve fédérale américaine, les Fed Funds, sont actuellement à des niveaux historiquement bas - entre 0 et 0,25 % - ce qui est compréhensible lorsque l'activité économique est en panne. Par contre, le redémarrage de l'activité peut générer de l'inflation ce qui oblige actuellement la Banque centrale américaine à s'interroger sur l'opportunité de relever ses taux. Et cette question divise ses instances dirigeantes.

Contre l'avis de plusieurs membres du Conseil monétaire de la Fed, son président Ben Bernanke veut maintenir cette situation de taux faibles au moins durant deux années pour ne pas casser la reprise. De fait, cette politique favoriserait la croissance mais, dans le même temps, elle risque de contribuer à l'émergence d'une nouvelle bulle spéculative. On le sait aujourd'hui, l'argent injecté depuis plus d'un an, par la Fed et le gouvernement américain dans les circuits financiers, a en effet largement alimenté le marché des actions et celui des obligations d'Etat au détriment de la sphère économique. Continuer, pour la Fed, à proposer de l'argent « gratuit », c'est-à-dire à taux d'intérêt faible, pourrait générer un nouveau déséquilibre macro-économique qui déboucherait fatalement sur une nouvelle crise financière. Un risque que reconnaissent Bernanke et ses partisans, mais ces derniers estiment que le rôle de la Réserve fédérale est d'abord de défendre la croissance économique fusse au prix de l'apparition régulière de bulles financières.

### LA QUESTION DU DOLLAR

L'une des conséquences de la politique de taux faibles de la Réserve fédérale est la faiblesse du dollar. Si le repli du billet vert vis-à-vis des autres devises (euro, franc suisse, yen...) est difficilement supportable par les Républicains du Congrès - qui y voient le signe de la baisse d'influence des Etats-Unis - la Réserve fédérale est loin d'y être opposée. Bien au contraire, dans une conjoncture où les ménages se remettent à épargner (et donc à moins consommer), l'une des manières de relancer l'économie est de doper les exportations. Et quoi de mieux qu'un dollar faible pour y arriver... Seul problème : la faiblesse du billet vert risque à terme de détourner les investisseurs internationaux des obligations américaines. Or, croissance ou pas, l'Amérique aura longtemps besoin quotidiennement de près de 2 milliards de dollars de flux financiers étrangers pour boucler ses fins de mois.

## Mission du FMI à Alger La «contrainte» des 51%, les IDE et l'informel

*La disposition obligeant les investisseurs à ouvrir leur capital aux nationaux à hauteur de 51% devrait être revue à la baisse.*

Ghania Oukazi

C'est ce que suggère le FMI par la voix du chef de la mission qu'il a envoyée en Algérie du 21 octobre au 3 novembre dernier. Une mission menée dans le cadre des consultations annuelles au titre de l'article 4 des statuts de l'institution de Breton Wood et dont le rapport sera discuté par son Conseil d'administration début 2010.

Appelé, en effet, à apprécier les dispositions de la LFC 2009, ce chef de la division département Moyen-Orient et Asie Centrale, Joël Toujas-Bernaté, a ainsi estimé entre autre que «certaines affectent le climat des affaires, avec notamment la contrainte des 51% imposée aux investisseurs étrangers». Pour lui, «c'est une décision qui ne semble pas aller dans le bon sens et n'est pas répandue à travers le monde». Il précise que «les autorités algériennes nous ont expliqué que c'est une mesure qui profite au mieux aux IDE et est en ligne avec les stratégies de développement nationales parce qu'elle permet d'avoir les retombées des dividendes et le savoir-faire».

Les responsables algériens la justifient ainsi par le fait qu'avant, des investisseurs étrangers n'ont pas fait profiter le pays de ces retombées et du transfert de leur savoir-faire. Mais, souligne le chef de la mission du FMI, «même si les investisseurs étrangers gardent la gestion de leur investissement et ont latitude pour négocier les partenariats, la mesure pose problème». Parce que, dit-il, «il n'est pas clair que les opérateurs privés soient en mesure de participer à 51%, même s'ils se mettent à plusieurs. Il faudrait alors faire appel au partenariat public qui n'est pas toujours le partenaire naturel pour les investisseurs étrangers».

La décision d'obliger à l'augmentation du capital des banques privées est, cependant, bien vue puisque, dit-il, «c'est une base plus élargie pour que ces banques contribuent au financement de l'économie». Ceci étant dit, le conférencier estime qu'il est «trop tôt pour voir les effets de la LFC - s'il y en a - sur l'économie algérienne : ils ne seraient perceptibles qu'à moyen ou long termes. On n'est pas en mesure d'apporter un jugement sur ces mesures. Mais il faudrait suivre de près pour voir si ça demande des améliorations ou des changements».

Ses prévisions de croissance pour 2010, «+2,5% de croissance hydrocarbures pour un prix du baril qu'on prévoit à 76 dollars, bien meilleure que celles des années passées, où en 2009 elle a été entre -6 et -7% à cause de la baisse de la demande mondiale et d'un problème technique lié à l'endommagement du gazoduc Algérie-Italie». «Celle hors hydrocarbures, de 9% en 2009, elle va se ralentir pour s'établir entre 5 et 6%. Ce qui donne l'année prochaine une croissance globale du PIB entre 4 et 5%».

Autre inconvénient, le taux de

chômage des jeunes, qu'il estime à 25%. Un taux, dit-il, «qui reste élevé et qui n'a pas beaucoup varié durant les deux dernières années. Il est préoccupant et appelle à des stratégies du secteur privé hors hydrocarbures». On s'attend, ajoute-t-il par ailleurs, «à un léger surplus au niveau de la balance courante».

En réponse à l'éventuel achat d'obligations du FMI par l'Algérie, le chef de la mission indique que «la décision revient aux autorités algériennes. Elle serait tout à fait envisageable, la situation confortable de ses réserves de change (146 milliards de dollars à fin septembre) lui permet de diversifier leur utilisation». Ceci, rappelle-t-il, «parce que le FMI a un fort besoin d'augmenter ses ressources jusqu'à 750 milliards de dollars. Il pourra le faire par une diversification de financement à laquelle plusieurs pays souhaiteraient contribuer».

La recommandation du FMI pour freiner les dépenses publiques est justifiée par le fait, explique-t-il, «qu'il y a toujours des risques de gaspillage qui appellent à des contrôles plus stricts. Il y a eu un contrôle au niveau du budget de fonctionnement par le ministère des Finances. Le programme d'investissements publics a aussi été contrôlé par l'Agence nationale de l'économie et du développement (CNED). Pour celui de 2010-2014, elle pourra contribuer à toutes les étapes, à la maturation des projets, leur suivi et leur évaluation. C'est un mécanisme très important et très positif pour s'assurer que les dépenses atteignent les objectifs fixés».

Il refusera d'évaluer ce nouveau programme quinquennal parce que, note-t-il, «il est prématuré et difficile de le faire puisqu'il n'a pas été bien défini et dans le détail. Il n'y a pas encore eu de décisions pour ce qui est des secteurs prioritaires». Le plus important pour le FMI, précise-t-il, est «qu'il ait plus d'impact sur les équilibres macroéconomiques». Il estime qu'il y a «une attitude très prudente des autorités algériennes qui est totalement appropriée».

Interrogé sur l'impact du change parallèle sur l'économie nationale, le représentant du FMI a répondu qu'il est très difficile d'appréhender ce qui passe par le circuit parallèle (...). Dans tous les pays du monde, il y a toujours des transactions qui se font en dehors des circuits légaux. Mais l'Algérie tente d'assainir par exemple par l'imposition du crédit documentaire qui permet d'établir toutes les informations».

Réformer la gouvernance du FMI signifie à ses yeux «donner une voix plus importante pour les économies en développement et celles émergentes». C'est donc le consensus de Washington qui doit être, selon lui, «un petit peu amendé». Il en est sorti un consensus au sein du G20 «qui est un progrès très important» pour donner, indique-t-il, «à l'horizon 2011 un apport plus important aux économies les plus dynamiques, à savoir celles de la Chine, de l'Inde et du Brésil».

## Les recommandations du FMI

Ghania Oukazi

L'Algérie enregistre cette année son premier déficit budgétaire de la décennie, qui pourrait atteindre 8,4% du PIB contre un surplus de 8,1 en 2008», estime le FMI.

Cette affirmation est de la mission du FMI qui a séjourné à Alger pendant deux semaines (du 21 octobre au 3 novembre 2009) et qui a clos hier son séjour par une conférence de presse à l'hôtel El Djazair. Ses membres estiment que s'il en est ainsi, «c'est parce que «sa position budgétaire a été fortement affectée par la chute des recettes des hydrocarbures tandis que le niveau des dépenses est resté élevé». Il est dit cependant que «le secteur des hydrocarbures devrait connaître une amélioration de son activité en 2010 grâce à la reprise de la croissance mondiale et pourrait contribuer positivement à la croissance globale pour la première fois depuis plusieurs années». Toujours dans le sens de l'optimisme, le FMI pense que «les perspectives restent favorables à moyen terme même si l'activité hors hydrocarbures pourrait se ralentir quelque peu, avec la stabilisation des dépenses d'investissements publics et un secteur privé qui ne semble pas encore être entièrement en mesure de prendre le relais comme moteur de la croissance».

La forte dépendance de l'économie nationale des fluctuations de prix des hydrocarbures fait dire au FMI que «la crise économique internationale actuelle souligne l'impératif de diversification de l'économie algérienne». Il recommande que «l'objectif principal de la politique budgétaire en 2010 devrait être de soutenir l'effort d'amélioration des

infrastructures tout en continuant à améliorer la maîtrise et le ciblage des dépenses». Pour lui, «après une phase d'accumulation de ressources dans le fonds de régulation des recettes au cours des dernières années, il est maintenant justifié d'utiliser ces ressources pour financer le PIP qui dynamise le secteur hors hydrocarbures et préserve ainsi l'emploi (...)». Il indique aussi «d'affirmer les règles gouvernant le financement des dépenses budgétaires par les ressources d'hydrocarbures et de rationaliser davantage les dépenses publiques et poursuivre la mobilisation des recettes hors hydrocarbures, ceci dans le but de réorienter la politique budgétaire vers une trajectoire de viabilité à long terme des finances publiques».

Autres recommandations du FMI, «l'orientation dominante de la politique monétaire en 2010 devrait être de contrôler l'excès de liquidité et des pressions inflationnistes tout en communiquant de manière plus large le but et les instruments de cette politique». Et «la Banque d'Algérie continue à maintenir le taux de change effectif réel proche de son niveau d'équilibre». Il est important pour l'Algérie, est-il souligné, qu'en cette période de reprise économique modérée au niveau mondial, «d'élaborer une stratégie bien orchestrée et concertée de mise en place de politiques favorisant l'émergence d'un secteur privé dynamique et compétitif».

Il est noté que la mission du FMI a porté sur les politiques et perspectives économiques à court et moyen terme «dans le contexte actuel d'incertitude sur la conjoncture mondiale». En plus de ses discussions avec les ministres des Finances et du

Commerce ainsi que le gouverneur de la Banque d'Algérie, la mission a aussi pris langue avec des représentants des secteurs économiques et financiers et d'autres de la société civile. Elle en est sortie avec le satisfait habituel relatif «à la bonne tenue de la croissance hors hydrocarbures, la maîtrise du taux d'inflation et la réduction du chômage». «Grâce à des politiques financières prudentes des réserves extérieures et une épargne budgétaire confortables ont été constituées et l'endettement extérieur a été maintenu à un niveau très faible», est-il rappelé. L'on compte 146 milliards de dollars de réserves de change à fin septembre 2009. Par contre, «le solde courant a fortement baissé en raison de la baisse des prix des hydrocarbures et d'importations élevées», est-il par contre affirmé.

Le FMI estime ainsi que «les performances macroéconomiques restent robustes en 2009». Il est fait état d'une croissance hors hydrocarbures de plus de 9% «grâce à des récoltes céréalières exceptionnelles et une bonne performance des secteurs tirés par le programme d'investissements publics (PIP)». Le taux de croissance du PIB global risque cependant d'être revu à la baisse «à environ 2% en raison de la réduction sensible de la production des hydrocarbures». Il est souligné une hausse de l'inflation de 5,8% «en raison d'une forte augmentation des prix des aliments frais». Sinon hors aliments frais, l'inflation, est-il dit, «demeure faible, de l'ordre de 1,4%, grâce à une politique monétaire prudente, un soutien aux prix de certains produits alimentaires de base et le contenu élevé en importations des dépenses publiques».

Médéa

## Six morts dans un accident de la circulation

Six personnes sont mortes et trois autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu lundi après-midi, dans la localité de Chahbounia, au sud de Médéa, a-t-on appris hier de la Protection civile. Selon cette source, quatre personnes, parmi les neuf occupant d'un véhicule touristique, sont mortes sur le coup, tandis que deux des cinq blessés, évacués vers l'hôpital de Ksar-el-Boukhari, sont décédés peu de temps après leur admission. Les trois autres blessés ont pu regagner le soir même leur

domicile après avoir reçu les soins nécessaires, a indiqué le directeur de cette structure hospitalière. D'après les premiers éléments de l'enquête de la gendarmerie, le conducteur du véhicule aurait perdu, pour une raison inconnue, le contrôle de son véhicule qui a fait plusieurs tonneaux avant de s'immobiliser sur le bas-côté de la chaussée.

Treize personnes avaient trouvé la mort le 30 septembre dans un accident de la circulation survenu dans cette même localité de Chahbounia. Cet accident a éga-

lement fait 63 blessés, lorsque deux bus de transport de voyageurs sont entrés en collision.

Neuf personnes sont mortes et 37 autres ont été blessées dans 20 accidents de la circulation, survenus lundi, à travers l'ensemble du territoire national, indique hier un communiqué de la Gendarmerie nationale. Ces accidents ont aussi occasionné des dégâts matériels «importants» à 25 moyens de locomotion mis en cause, dont 18 véhicules de tourisme, 4 camions, 2 autocars et une motocyclette, ajoute la même source.

Boumerdès

## Deux terroristes abattus

Naïf Ali H.

Agissant sur la base de renseignements faisant état de mouvements d'individus suspects dans la région, les forces de sécurité ont neutralisé hier matin, peu avant 10 heures, deux terroristes près du village Boudhar dans la localité de Si Mustapha, 20 km à l'est du chef-lieu de la wilaya de Boumerdès, a-t-on appris de sources sécuritaires. Selon nos sources, les forces de sécurité ont tendu une souricière aux deux terroristes qui s'apprê-

taient à s'approvisionner en denrées alimentaires. Ils ont tenté de riposter aux tirs des forces de sécurité mais en vain.

Leurs deux armes, des kalachnikovs, ont été récupérées suite à cette opération. Dans l'après-midi, l'identification des deux corps a révélé qu'il s'agit de K. A., alias Zakaria Abou El Moundhir natif de Si Mustapha et R. G. tous deux montés au maquis de l'ex-GSPC en 2006. Les deux terroristes ont été à maintes reprises condamnés par la justice dans plusieurs

affaires liées au terrorisme. Ils sont considérés parmi les éléments les plus actifs de la série Al Arkam qui écume les maquis situés entre les localités de Zemouri, Legata à l'est de Boumerdès. C'est la troisième élimination de terroriste dans la région après celle enregistrée avant-hier à Ammal, plus au sud de la wilaya de Boumerdès.

Selon nos sources, la reddition d'éléments de l'organisation de Droukdel serait à l'origine des nombreux revers subis par l'ex-GSPC.



**ENTREPRISE «CONSTRUCTION DE MATÉRIELS AGRICOLES»**

Société par Actions au Capital de 2.379.440.000 DA  
Tél & Fax: 048-56-80-94

# Avis d'Appel d'Offres National N° 01/09

L'Entreprise Publique Economique de Construction de Matériels Agricoles (EPE - CMA) - SBA lance un avis d'appel d'offres national pour l'engagement d'un bureau d'études en génie civil et bâtiment relatif au:

Projet: Travaux de réhabilitation des bâtiments industriels et administratifs ainsi que l'aménagement d'une zone destinée aux stockages des déchets industriels. Le présent avis d'appel d'offres s'adresse aux bureaux d'études ayant une qualification en génie civil et bâtiment, les bureaux privés doivent être agréés par un organisme certificateur.

Les offres sont à déposer ou à envoyer par voie postale en cinq (05) exemplaires et en langue française sous double pli cacheté au plus tard (40) jours délais de rigueur à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux.

L'enveloppe extérieure ne doit comporter que les mentions suivantes:

**EPE - CMA - Route de Mascara BP 38  
- Sidi Bel Abbès -  
A.O.N. 01/DIP/09  
OFFRE A NE PAS OUVRIR**

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction Gestion des Investissements et du Patrimoine (DIP) contre le paiement de la somme de: Deux Mille Cinq Cents Dinars (2.500 DA).

Le cahier des charges peut faire l'objet d'une transmission par Email, après confirmation du virement ou versement du montant affiché ci-dessus au compte de CMA, BADR, Agence 00763 sise Rue Place 1er Novembre Sidi Bel Abbès, compte N° 00300763300176300075.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date limite de dépôt des offres.

La Direction

ANEP N° 004215 - 04/11/2009

République Algérienne Démocratique et Populaire  
Ministère de l'Habitat et l'Urbanisme  
Office de Promotion et de Gestion Immobilière  
08, Place Boudali Hasni - Oran

# Avis aux Créanciers Communiqué

Dans le cadre de l'assainissement de la nomenclature des clôtures financières des programmes de logements publics locatifs, l'OPGI d'Oran lance un **dernier avis** aux créanciers (entreprise, bureaux d'études... etc.) n'ayant pas encore déposé leurs facturations DGD et RG, que la date limite de dépôt de leurs situations (travaux, notes d'honoraires, factures) est fixée à quinze (15) jours à compter de la **première** parution du présent avis dans la presse écrite.

Le dépôt des situations doit parvenir par bordereau au niveau du secrétariat du département technique de l'OPGI d'Oran sis à 08, place BOUDALI Hasni - Sidi El Houari - Oran. Les créanciers sont tenus de respecter la date limite de dépôt de leurs situations.

Passé ce délai, aucune réclamation ne sera prise en considération.

\* Nomenclature des programmes à clôturer financièrement

Programme	Date d'inscription	Tranche	Nbre	Observation de logs
1500 logs	1998	1ère	982/1500	518/1500 logs déjà clôturés
575 logs	1998	2ème	575 logs	En voie de clôture
1000 logs	1998	3ème	1000 logs	
1000 logs	1999	1ère	1000 logs	
1300 logs	2000	-	1300 logs	
900 logs	2001	-	900 logs	
500 logs	2001	-	500 logs	// //
1520 logs	2001	-	1520 logs	

Le Directeur Général

ANEP N° 784468 - 04/11/2009

République Algérienne Démocratique et Populaire  
Ministère de la Défense Nationale  
Troisième Région Militaire

## \* AVIS D'ADJUDICATION \*

N° 56/2009 / 3° RM/E

Le Ministère de la Défense Nationale, Troisième Région Militaire lance un avis d'adjudication pour:

L'approvisionnement en petits matériels, produits, matières et articles, suivant les lots pour l'année financière 2010:

- LOT N° 1:** Produits d'hygiène corporelle
- LOT N° 2:** Produits d'entretien courant
- LOT N° 3:** Tissus, bonneterie, mercerie et habillement personnel de services
- LOT N° 4:** Articles ménagers
- LOT N° 5:** Fournitures de Bureau
- LOT N° 6:** Articles et accessoires pour activités sportives et culturelle
- LOT N° 7:** Quincaillerie Générale

Les personnes physiques ou morales, intéressées, peuvent s'adresser pour le retrait du cahier des charges contre paiement de la somme de 5.000 DA (Cinq Mille DA), munies d'une lettre d'accréditation délivrée par le soumissionnaire, d'une copie certifiée du registre de commerce et contre paiement à:

**MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE  
La Direction Régionale des Finances  
3° Région Militaire  
(Bechar)**

Les offres techniques et financières accompagnées des pièces exigées par le cahier des charges sous la forme:

- d'une enveloppe anonyme fermée contenant l'offre technique et portant sur l'enveloppe le n° de l'avis d'appel d'offres ainsi que la mention offre technique.
- d'une enveloppe anonyme fermée contenant l'offre financière et portant sur l'enveloppe le n° de l'avis d'appel d'offres ainsi que la mention offre financière.

Les deux enveloppes sous pli fermé anonyme ne devant contenir que la mention suivante:

**ADJUDICATION  
N°: 56/2009 / 3° RM/E  
Lot N° .....  
Ne pas ouvrir**

Doit être adressé à:

**MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE  
La Direction Régionale des Finances / 3° RM  
Organe chargé de la réception des offres  
Mess régional / 3° RM  
B.P.: 8031 (Bechar) - Algérie**

Ou remis le jour de l'ouverture des plis.

Les offres doivent parvenir avant la date et l'heure d'ouverture des plis fixée par le cahier des charges ou déposées le jour de la séance d'ouverture des plis.

La date limite de dépôt des offres est fixée à **trente (30) jours** à compter de la première date de publication du présent avis au BOMOP ou aux quotidiens nationaux.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres à: **quatre-vingt-dix (90) jours**, à compter de la date d'ouverture des plis.

ANEP N° 784466 - 04/11/2009

DIRECTION GENERALE DES DOUANES  
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES CONSTANTINE  
INSPECTION DIVISIONNAIRE DES DOUANES  
DE BISKRA  
RECETTE DES DOUANES  
DE BISKRA

# Vente aux enchères publiques

Il sera procédé le: **17/11/2009** à partir de Neuf (9.00) heures au lieu dit: Recette des Douanes de Biskra à la Vente aux Enchères Publiques de divers lots consistant en:

- **Effets vestimentaires.**
- **Dentifrices.**
- **Marchandises diverses.**
- **Démodulateurs.**
- **Téléphones portables.**
- **Pièces de rechange pour véhicules.**
- **Appareils électroniques.**
- **Véhicules.**
- **Motos Cycles.**
- **Camion + Remorque.**

## CONDITIONS DE VENTE

1 / Les marchandises sont adjugées libres de tous droits et taxes au plus offrant et dernier enchérissseur, et ne sont remises que contre paiement comptant, en espèces ou par chèque de banque.

2 / Les frais d'enregistrement 2,5% ainsi que l'enlèvement des marchandises sont à la charge des adjudicataires.

3 / Les marchandises sont vendues dans l'état où elles se trouvent sans garantie de la part de l'Administration des Douanes, aucune réclamation ne pouvant être admise pour quelque cause que se soit.

4 / Les adjudicataires doivent se munir d'une copie de leur registre de commerce faisant ressortir que l'activité exercée a un rapport avec la nature des marchandises proposées à la vente.

**LES VISITES SONT AUTORISEES 48 HEURES AVANT LA VENTE  
AU DAR EL MOUALIM EL-ALIA  
BISKRA**

Le Receveur des Douanes

Le Chef d'Inspection  
Divisionnaire

A N° 782923 - 04/11/2009

## Propos sociologiques sur le progrès technique : appuyer les innovations paysannes

Par Mohamed Khiati \*

Elles se proposent simplement d'amener leurs lecteurs, les jeunes surtout, à réfléchir sur un ensemble de problèmes que l'histoire néglige avec beaucoup trop de sérénité. C'est par ces mots pleins de sens et de significations que Lucien FEBVRE entama sa réflexion sur un sujet consacré à l'histoire des techniques dans un article paru dans les Annales d'Histoire Economique et Sociale datant du 30 novembre 1935.

Aujourd'hui, 74 ans après, ce postulat d'ignorance n'a malheureusement pas tellement changé. L'histoire des techniques n'a pas été faite ou du moins n'a pas été sérieusement examinée. En Agriculture, l'histoire de l'évolution des techniques ou l'histoire des techniques agronomiques n'a jamais ou presque jamais fait l'objet d'examen et d'études par les chercheurs... agronomes ou sociologues, mis à part certaines tentatives qui restent toutefois, isolées et sporadiques inscrites dans un cadre général et générique, appelé communément « valorisation des acquis ».

Dans cet essai, nous n'avons nullement la prétention d'aborder l'histoire des techniques agricoles qui, elles-mêmes sont en vertigineuse ascension à l'échelle mondiale depuis l'avènement de la révolution verte endécadée au milieu du siècle dernier (1950), mais aborder la notion de diffusion des techniques et des innovations propres à instaurer le progrès technique dont lequel, les paysans, faut-il le reconnaître, ont joué, au cours de l'histoire, un rôle prépondérant.

A travers cet essai, nous tenterons de cerner quelques uns des contours de la problématique de la diffusion des innovations et de soumettre le sujet à réflexion pour pouvoir se consacrer à l'étude d'une approche globale technique et sociologique qui permettrait, préjugeons-en, aux agriculteurs de nouer des liens durables avec les agronomes en tant que diffuseurs du progrès technique agricole et partant, établir des réseaux permanents entre eux, susceptibles de favoriser l'essor, l'élan et le développement agricole et rural dans une arène où s'entrecroisent, les savoirs empiriques (les savoirs locaux) et les savoirs modernes.

En la matière, rares sont les études, mais à part certaines tentatives, consacrées à la sociologie rurale et à l'histoire des techniques dans le milieu rural, un milieu sociologiquement parlant, aussi hostile que promoteur pour l'avenir des pays. Le processus de transfert de technologie et les systèmes de vulgarisation opérés généralement selon un modèle de « Patch Work » pour promouvoir le monde rural, constituent certes, des références viables, mais demeurent loin de savoir, dans le détail, la logique paysanne.

Tout d'abord, parler de la diffusion du progrès technique en milieu rural, cela renvoie à décortiquer dans « leurs entrailles » les notions de transfert de technologies et celles de la vulgarisation agricole. A ce sujet, bien que les deux notions aient des caractères communs, elles divergent dans leur contenu. La différence est « qu'on a parfois tendance à identifier les termes de vulgarisation agricole au transfert de technologie, ce qui est une erreur. En effet, le terme « transfert de technologie » recouvre également les questions d'approvisionnement en facteurs de production et de responsabilité des services agricoles, alors que la vulgarisation agricole doit enseigner aux exploitants les méthodes de leurs applications ».

Aujourd'hui, la tendance procède de la diffusion du progrès technique à telle enseigne que tout le monde est unanime à dire qu'à travers les processus de communication et de vul-

*Technique: un de ces nombreux mots dont l'histoire n'a pas été faite. Histoire des techniques: une de ces nombreuses disciplines qui sont tout à créer ou presque. Les Annales n'ont pas la prétention aujourd'hui, ni d'imposer l'histoire du mot, ni de suppléer hâtivement à quelques-unes de nos plus criantes ignorances des choses.*

garisation, on tend à diffuser le savoir et les connaissances modernes en direction des populations rurales, à favoriser chez elles le transfert de technologies : un terme de plein sens pour les technocrates chargés du développement agricole et rural. Les chercheurs en font leur pain quotidien; les vulgarisateurs en assurent l'application : les agriculteurs, quant à eux, faut-il le souligner, sans précaution oratoire, subissent souvent « l'injonction » sans trop se soucier d'appliquer les recommandations car, se sentant non concernés parce que souvent, non associés, estiment-ils.

Ainsi, faute d'imagination et de conceptualisation d'une stratégie de « linkage » entre chercheurs, vulgarisateurs et agriculteurs qui devaient s'associer pour un même but de progrès, le résultat ne serait qu'un leurre et il n'y a pas là, assez à espérer à un succès de progrès technique fulgurant, lorsque les agriculteurs restreints à leurs réseaux internes, ne sont pas partie prenante de ce processus qui les concerne en premier chef. Ce qui suggère, disons le, à la profession, une pleine intégration pour s'impliquer davantage dans l'animation du monde rural. Il est entendu par profession, les organisations et les associations agricoles et rurales ou/et plus particulièrement, les chambres d'agriculture.

Pour beaucoup, la vulgarisation consiste en un processus de diffusion des innovations techniques à destination des agriculteurs en vue de les appliquer pour leur procurer rendements et partant revenus agissant, en bout de chaîne, sur l'amélioration de leur niveau de vie.

Dans ce contexte, d'énormes investissements à la fois sur fonds propres et sur fonds extérieurs ont été consentis en faveur de la promotion de la vulgarisation et de l'appui technique, de telle sorte qu'on a vu, au cours de nombreuses années se multiplier les projets de vulgarisation et se mettre en place des organismes de recherche et de développement agricole (stations de recherche et de développement, institutions spécialisées de vulgarisation...) établis généralement sur une base régionale, réalisant ainsi un « quadrillage » presque total des zones rurales. Mais, ce que l'on a constaté par le passé est que non seulement ces différents projets n'ont pas abouti à une amélioration durable de la production et de la productivité agricoles, mais que bien souvent, ils ont conduit à un « traumatisme de comportement » chez les populations concernées et que l'on s'est retrouvé en fin de projet dans une situation pire que celle qui existait avant la mise en œuvre du projet au point qu'on arrive à se demander, parfois, s'il n'y pas une corrélation inversement proportionnelle entre l'importance des sommes investies et les résultats effectivement obtenus. Cela devrait à mon sens constituer en lui-même, un axe de recherche en matière d'économie ou de sociologie rurale, pour lequel le monde scientifique devra sérieusement s'y pencher.

Alores, une chose paraît aujourd'hui certaine à la lumière des expériences passées : rien ne servirait d'investir davantage dans les entreprises d'assistance technique, dans sa vision globale, si on ne commence pas par changer les méthodes – et que toute reconversion doit tout d'abord viser la reconversion des esprits – qui eux, font appliquer les méthodes, c'est dire que la performance première est celle que recèle l'homme en lui, en premier chef

(fort heureusement que celles-ci sont actuellement en train de changer graduellement. Le sens de conscience pleinement ressenti aujourd'hui, tant au niveau des pouvoirs publics que la société civile pour la promotion de l'agriculture et de son soubassement le développement rural, offre cette opportunité de changement, d'autant plus que toutes les approches envisagées – me semblent être – basées sur la participation et donc fondées sur certains principes de rentabilité économique, d'acceptabilité sociale et de durabilité écologique, dans la mise en œuvre des programmes de développement engagés. Dès lors, le développement démocratique prend son entière signification.

Aussitôt, un virage important développerait agricole et rural, qui prése d'un avenir de pleine mesure. Aussi dans cette approche, les jalons d'une agriculture moderne apte à affronter les défis de la sécurité alimentaire du pays, semblent aujourd'hui, être réunis, mais qui appellent néanmoins, une consolidation et une poursuite des efforts avec toutefois, une « modélisation » sur le plan de l'intégration agriculture-industrie et les systèmes d'appoint à l'agriculture (ressources en eau, système de connaissance : recherche-formation et vulgarisation et autres mesures juridiques et d'intendance; les ressources humaines devront y être pleinement engagées, car faut-il se convaincre que l'homme est au centre du développement et que par ailleurs, nous devons y être pleinement impliqués dans la mesure où le développement est une affaire de tous et donc une affaire de la nation toute entière et non seulement celle des gouvernements et des pouvoirs publics. Notre devenir est dès lors, entre nos mains et l'agriculture est un trésor d'avenir.

Il faut cependant se convaincre que l'agriculture ne se pratique pas en vase clos, dont les éléments endogènes sont les variables de commande, mais fait appel à une action multisectorielle qui en gros, favorise son essor, au moment où la modalisation accrue du commerce agricole, les négociations avec l'OMC, les accords d'association avec l'UE, la baisse des ressources en sol et en eau suite à une urbanisation féroce, à une dégradation et une sécheresse qui pourrait sévir, la diminution des aides agricoles, la mise à niveau pour s'insérer au marché international demeurent autant de défis à relever pour l'agriculture algérienne au cours des années à venir. Ici, arrêtons-nous, un laps de temps pour dire, sans ambages aucun – vérifiable néanmoins sur des bases scientifiques – que le recentrage opéré tout dernièrement, traduit par la mise en œuvre de la politique de renouveau de l'économie agricole et du renouveau rural, fortement appuyé par les hautes autorités du pays, par S/E Monsieur le Président de la République en l'occurrence, prése d'une orientation vers la prospérité de l'agriculture au cours des années à venir. Ses jalons ont été annoncés au cours de la Conférence nationale sur l'agriculture, tenue à Biskra en février 2009.

Cela est d'autant plus confirmé scientifiquement dans la mesure où la stratégie adoptée se base, notons le, sur une vision (c'est-à-dire des objectifs clairs) et d'une action (mise en œuvre effective des programmes et actions) et donc un cadre logique

d'intervention, assorti de système de suivi évaluation et de contrôle permanent sur le plan de l'encadrement technique, économique et financier qui ne laisse nullement une marge de dérapage de toute nature vécue dans un passé récent.

Aussi, cette tendance de promotion graduelle de l'agriculture dont les contours demeurent, avouons-le, en somme satisfaisants est relayée par la promotion rurale qui devrait, sans nul doute, donner un souffle et un essor particulier au développement des zones rurales et à la promotion des populations qui y vivent – ce qui nous laisse imaginer en définitive que d'un mal passé pourrait sortir un bien récent, si la réduction des ressources disponibles conduirait à approfondir la réflexion sur les causes des échecs passés et les conditions à réunir pour promouvoir un réel développement agricole et un développement rural harmonieux dont la société se sent concernée. Ce faisant, voyons donc quelques uns des agrégats de l'échec, enregistrés par le passé, dans la conduite des politiques agricoles des décennies durant – notamment dans son volet encadrement –, que, croyons-nous, constituer la preuve probante des succès constatés et qui ont marqué les étapes d'évolution de l'agriculture algérienne.

L'une des raisons qui paraît devoir expliquer, croyons-nous, cette tendance à l'échec est l'insuffisante préparation des agronomes à comprendre les sociétés rurales auxquelles, s'adressent-ils et espèrent les aider à se transformer. Ce constat s'explique par la très nette insuffisance d'une formation en sciences sociales qui donnerait aux futurs agronomes, à la fois la conception et les outils pratiques leur permettant de découvrir la logique de fonctionnement des populations rurales. La réalité est telle qu'en l'absence d'une formation en sciences sociales se développe dans les institutions de formation une sociologie et une économie implicites reposant sur toute une série de préjugés « eurocentriques » faisant en sorte que les agronomes ou les futurs agronomes en subissent l'aliénation et s'inscrivent en porte à faux envers leur propre société.

La seconde raison est que de point de vue psychologique, les agronomes universitaires surtout prétendent savoir et maîtriser les techniques infiniment supérieures à celles des agriculteurs et vivent de ce fait, un complexe « d'infériorité » entaché de toute une série de préjugés scientielles et inconsciemment dressés à l'endroit des agriculteurs, lesquels sont « taxés » de peu enclins au progrès. Cette tendance au préjugé est devenue une pratique courante. En fait, il n'y a là que l'image de la partie visible d'un iceberg de préjugés que l'on porte illico à l'égard des agriculteurs qualifiés sin die d'incultes et peu enclins au progrès et à l'amélioration.

La troisième raison est que les agronomes, programmes universitaires dépourvus de modules de sciences sociales aidant, n'ont pas souvent été conscients du fait que les agriculteurs sont aussi des innovateurs dotés d'expériences (l'agriculture est elle-même une science de l'expérience et des localités), jusqu'à ce qu'on ait fini par croire que les agriculteurs ne sont que de simples producteurs agricoles, incapables d'innovations et dépendants d'agences extérieures pour la recherche, la vulgarisation et

la commercialisation. Penser ainsi dénote toute la méconnaissance de la logique des agriculteurs voire même le mode de fonctionnement qui régit leur comportement et leur manière de faire.

Dans le monde des pléthores de plaidoiries ont été consacrées à ce sujet. Elles dénotent en somme, que les agriculteurs sont restés actifs dans le processus de développement des technologies et à l'heure actuelle on s'y penche avec beaucoup d'intérêt, dans les milieux scientifiques et de recherche-développement.

### DEUX TENDANCES JUSTIFIENT CET INTÉRÊT:

D'une part, il a été constaté que la plupart des entreprises de développement dirigistes ont été vouées à l'échec, faute de concertation avec les principaux concernés par ce processus et qui sont évidemment les agriculteurs. D'autre part, les changements des systèmes politiques et économiques devaient conduire à la démocratisation du développement et donc à une participation plus accrue des artisans de ce même développement, d'autre part.

La quatrième est que la recherche conduite en vase clos, se consacrant à sa propre organisation et fonctionnement, n'a pu établir des liens durables avec les agriculteurs en vue d'identifier les véritables problèmes d'ordre technique, économique ou social auxquels, ceux-ci sont confrontés dans leur pratique quotidienne. Autrement dit, les chercheurs s'occupant de leur propre réseau ont souvent omis de lier des relations avec les agriculteurs pour lesquels, les innovations issues de la recherche sont censées être destinées. Pis encore faut-il insister ici, sur le fait que les problèmes de la valorisation des produits de la recherche et de la production de référentiels techniques, dans le cas de l'Algérie, n'ont souvent pas été résolus. Il est ainsi une vaine besogne de s'engager dans des activités de recherche, si ci celles-ci ne servent pas ses destinataires. Il existe de la sorte, un clivage entre chercheurs et agriculteurs qui ne font en définitif bénéficier, ni les uns, ni les autres des expériences acquises.

Sur le plan théorique, beaucoup de recherches ont été faites que leurs précurseurs en parlent avec emphase, mais dans la pratique on reste loin de démontrer le sens d'applicabilité de leurs résultats, jusqu'à finir par dire, pour certains, que « les chercheurs qui cherchent on en trouve et les chercheurs qui trouvent on en cherche ».

La cinquième est que l'émergence de la profession agricole (quoique relativement récente) sous-entend, dans l'arène du développement, la participation des agriculteurs aux diverses activités agricoles. Certes elle (la participation) reste d'une portée révolutionnaire, mais elle ne saurait être complète sans se décharger de sa conception linéaire favorisant les plus nantis. Se départir des vieux réflexes dans la gestion des activités agricoles, constitue également un gage pour leur réussite de concert effectif avec les populations concernées par le développement. Les organisations professionnelles telles les chambres d'agriculture, censées développer les proches de l'agriculture, n'ont pas, à l'heure actuelle, pensé leurs approches pour atteindre les objectifs escomptés.

Suite en page 8

\* Agronome Universitaire, il est auteur de trois ouvrages :

1. L'agriculture algérienne: de l'ère précoloniale aux réformes libérales actuelles paru chez l'ANEP-2008.
2. L'Essentiel de la vulgarisation agricole: théorie et pratique, édité par l'INRAA en 2007.
3. De la Communication en Général et de la Vulgarisation en particulier, éditions THALA-2009.

## Propos sociologiques sur le progrès technique : appuyer les innovations paysannes

Suite de la page 7

Le constat fait, est qu'elles (les Chambres d'Agriculture) s'inspirent encore des modèles dirigistes fondés sur des principes bureaucratiques, sans pouvoir cristalliser sur le terrain une quelconque forme mobilisatrice des populations qu'elles sont censées les organiser dans un forum à caractère de promotion et de développement. Aussi la politique envisagée par les chambres d'agriculture s'inscrit-elle dans le général et « des généralités » sans pour autant consacrer des études centrées sur le particularisme que vivent la majorité des agriculteurs. Il est constaté dans ces chambres, une tendance qualifiée de « pessimisme méthodologique » conduisant de fait, à la réflexion pour mieux identifier les obstacles et les maux profondes auxquels peut se heurter la stratégie du développement participatif. Il s'agit de rendre explicites les critiques qui restent le plus souvent diffuses et implicites, mais qui prévalent souvent dans les milieux chargés de promouvoir la participation.

Les chambres d'agriculture ont un rôle essentiel à jouer dans ce contexte. Ces critiques concernent généralement les difficultés pratiques résultant des conflits d'intérêt, d'information insuffisante sur des contextes spécifiques, du manque de temps et des procédures administratives. C'est toujours le cas lorsque la participation en est, est considérée comme une panacée. « Estimer ainsi que sans la participation active des ruraux, notamment des groupes défavorisés, il n'y a guère de chances que les initiatives soient viables à long terme et que les injustices dans les campagnes puissent être corrigées. Ce qui demeure un pari ambitieux et une hypothèse forte auxquels nous adhérons complètement ». Pis, les chambres d'agriculture ne doivent pas être en marge de l'évolution des conceptions, mais constituer elles-mêmes un forum pour pouvoir prendre en charge les préoccupations des agriculteurs et concrétiser leurs attentes. L'engagement dans des études approfondies et des analyses faites sur le monde rural constitue également une des tâches nobles dévolues aux chambres d'agriculture.

Forum de concertation et de dialogue, et une fondation pour la représentation de la profession, les chambres d'agriculture, considérées ainsi, peuvent elles aller au-delà ? Du général pour s'intégrer dans le particularisme caractérisant les plus démunis des zones rurales, lesquels attendent une promotion collective et individuelle à la fois. Dans cet ordre d'idées nombreux sont ceux qui parmi les agriculteurs voient en l'aide qu'on a tendance à apporter aux plus nantis comme une profonde « injustice ».

Dans une étude très récente consacrée à la vulgarisation et la professionnalisation de l'agriculture en Algérie, J.C DERONGS, expert français de la firme FERTILE fait remarquer que « le mouvement professionnel apparaît aujourd'hui en Algérie comme une construction très institutionnelle (la création des organisations s'appuie jusqu'à ce jour, sur l'initiative de l'Etat que sur les producteurs eux-mêmes) et de façade (la Profession est représentée à tous les niveaux de décision mais trop souvent par un cadre de l'administration détaché auprès de l'institution), pourtant d'une part, la volonté politique de voir émerger des interlocuteurs et des partenaires du développement est bien réelle et d'autre part, de nombreuses initiatives à la base, de la part d'associations, de chambres ou de coopératives démontrent que les agriculteurs ont la détermination et la capacité de construire des outils nécessaires à leur développement. » « Sur un plan plus global, le dispositif professionnel n'est toutefois pas aujourd'hui un opérateur ca-

pable d'assumer la charge de définir et de mettre en œuvre un programme de développement et de vulgarisation. La construction de ce dispositif est en cours, le chantier sera long et difficile et doit s'attacher à soutenir l'initiative organisée des producteurs autour de fonctions concrètes et basiques telles que l'approvisionnement, les services, la collecte ou la mise en marché de la production afin de consolider et d'élargir la base de ce mouvement ».

D'emblée avance-t-on une triade de postulats erronés sur lesquels, repose ce que nous avons appelé la sociologie implicite. Le premier se distingue au niveau des projets de vulgarisation, lesquels s'appuyant souvent sur des stratégies orientées vers des paysans dits de contacts ou pilotes. Le second, sur l'application de thèmes techniques simples sciemment destinés à une population cible qui doit s'exécuter et enfin, le troisième, sur un encadrement dit rapproché qui ne voit ici que le résultat direct de la sociologie implicite et ses préjugés « européocentriques » c'est-à-dire, l'application sans vraie adaptation des acquis techniques obtenus dans des milieux étrangers, surtout occidentaux.

Ainsi donc on a souvent tendance, lors d'exécution de projets à choisir des agriculteurs de contact ou pilotes auxquels on demande de se singulariser aux limites de se couper du groupe dans des communautés vivantes en pleine harmonie. Or, il semble que cette démarche génère une situation de conflits qui désintègre la cohésion du groupe, car le soutien apporté à certains individus au détriment d'autres est perçu comme une profonde injustice. Généralement les groupes d'agriculteurs s'attendent plus à une promotion collective qu'à une promotion individuelle.

S'il est vrai que les services de vulgarisation ne peuvent, dans le cadre de leurs projets, atteindre toute la communauté, il demeure néanmoins nécessaire de trouver une formule fondée sur un consensus par lequel les groupes choisissent eux-mêmes leur leader ou leur représentant. De même et dans un cadre général, n'est-il pas évident que le choix délibéré qui est fait de ne proposer que des thèmes simples ou aisément assimilables soient inopportuns, alors que dans la plupart des cas, les problèmes à résoudre sont particulièrement complexes et nécessitent plutôt, le recours à des techniques elles-mêmes plus complexes qui, dans le fond s'expliquent par ce préjugé que du fait de son analphabétisme, le paysan a des capacités intellectuelles limitées.

Quant à l'encadrement dense ou rapproché ne trouve-t-il pas sa justification dans le préjugé selon lequel, le paysan étant « naturellement conservateur ». Pour pouvoir le charger, il faut exercer sur lui une pression continue.

Le résultat de cette démarche est aujourd'hui connu : une réaction de rejet généralisée de toutes ces armades d'encadreurs par des paysans las d'être « infantilisés » et placés sous haute surveillance. En dernière analyse et dans toutes les situations, le paysan est maître de sa destinée. Il sent bien qu'il est risqué de suivre les conseils de celui qui n'aura pas à en subir les conséquences. Il tiendra sûrement, peut-être discrètement, à lancer à l'endroit des agents de développement cette phrase empruntée d'une aborigène Australienne : « si vous n'êtes venus que pour m'aider, vous pouvez rentrer chez vous. Mais si vous considérez ma lutte comme faisant partie de votre survie, nous pourrions, peut-être, travailler ensemble. »

Nous avons avancé précédemment, un ensemble de faits dénotant des préjugés non fondés sciemment portés à l'endroit des agriculteurs, « taxés » de peu enclins au progrès, hostiles à l'innovation, mais néanmoins, porteurs de ce qu'on peut appeler une civilisation culturelle voire culturelle ayant

survécu au cours de l'histoire aux péripéties multiples de l'environnement et de ses divers désagréments car les paysans ont souvent subi depuis la nuit des temps les affres des besoins fastidieuses alléguées néanmoins à l'heure actuelle par la mécanisation.

Aujourd'hui, on est en mesure, comme le soutiennent de nombreux agronomes de renommée, de dire que les agriculteurs ont depuis toujours joué un rôle actif dans le développement des technologies de production et d'alimentaire. Ce sont les paysans qui ont découvert, sélectionné les cultures principales et domestiqué les animaux. Grâce à leurs activités innovatrices, plusieurs systèmes agricoles ont vu le jour et ayant été adaptés aux conditions locales et aux ressources disponibles. En Algérie la tendance est perceptible et qui appelle son encadrement dense tout en s'appuyant sur les acquis et en développant l'esprit des capacités, les aptitudes et les pratiques de leurs précurseurs.

Dans cet ordre d'idées que l'évidence saisisable le confirme au quotidien, RHOADES (1988) pense « qu'il est possible de montrer qu'un changement de technologie introduit par le paysan ne se produit pas par accident, mais suit une forme de raisonnement qui lui est propre et que l'on pourrait comparer à la méthode scientifique de l'aborder et résoudre un problème ». Plus loin, l'auteur averti consolide ses idées et cite au passage un autre auteur GORDON Prain qui devait raconter : « qu'un paysan du village de Chiche - Vallée Montaro (Pérou) -, avait formulé l'hypothèse que des variétés exprimant une dominance apicale, produiraient moins de tubercules, mais que ces dernières seraient plus volumineuses, en conséquence, dit-il, le prix de vente serait supérieur à celui obtenu avec les variétés sans dominance apicale ».

Ce courant de pensées qui tend aujourd'hui à s'accréditer semble s'appuyer sur cette idée que les scientifiques ont la même approche que les agriculteurs : formuler les problèmes, envisager des hypothèses, les expérimenter empiriquement pour valider ou invalider les résultats. Les paysans s'appuyant sur leurs propres expériences acquises depuis des générations ont souvent été à l'avant garde du progrès réalisés à travers les âges. Sur cette idée personne ne peut en disconvenir. Leur rôle dans le développement des technologies est aujourd'hui universellement reconnu.

Comme la plupart des humains, les paysans sont curieux, de la sorte « qu'il n'est pas inhabituel de voir un paysan tenter l'expérience d'une idée qui lui est passée par la tête, comme il n'est pas forcément nécessaire que l'expérience réalisée ait un but final » disent RHOADES et BEBBINGTONS (1).

S'appuyant sur les réseaux endogènes qui leur sont propres, les paysans ont participé pleinement à la production et à la diffusion des innovations. Cela s'est produit par des événements successifs survenus aux cours de l'histoire d'une manière telle que dans une tribu humaine, un génie découvre par exemple qu'il peut lancer une pierre deux fois plus fort en la faisant tourner autour de sa tête dans une lanière. Les autres membres de sa tribu ne tarderont pas à découvrir son secret. Les communautés voisines à leur tour remarqueront les succès de cette tribu à la chasse et bientôt tout le monde fabriquera des frondes.

C'est exactement ce qui pourrait se passer avec l'introduction de nouvelles innovations et pratiques agricoles, pour lesquelles les réseaux de communication des paysans jouent un rôle déterminant. Ainsi alors, le processus de vulgarisation - qu'on est tenté de conduire en direction de la communauté paysanne - devrait aider à lier les réseaux entre les groupes eux-mêmes et entre les groupes et d'autres caté-

ries d'organisations, d'organismes et institutions. Nous pensons d'ailleurs, que le rôle de la vulgarisation est complémentaire à celui d'autres organismes responsables de la communication avec les paysans.

Mais de prime abord, on est tenté à travers ces idées, de démontrer l'importance de la diffusion des connaissances agronomiques dont certaines sont produites par la recherche, d'autres par contre et peu être la plupart sont développées dans la pratique courante par la mise à l'épreuve et l'accumulation des expériences de plusieurs générations d'hommes. Ainsi, la recherche scientifique et l'accumulation de la pratique de tous les jours sont autant de manières dont l'homme acquiert le savoir.

Voilà explicité en gros, le rôle des paysans dans le développement et la promotion des technologies nouvelles qui suggère de notre part en tant qu'agronomes et sociologues, la profondeur des idées dans une manière de réflexion qu'on tentera d'aborder en terme de courants de pensées en matière de diffusion des innovations constituant un terme générique nécessitant, ipso facto, une spécification.

Des dizaines voire des centaines d'études ont été effectuées durant la moitié du second millénaire correspondant à la mise en application de la révolution verte entamée depuis les années 1950, notamment en Amérique du nord et en Europe considérée comme « fiefs » du progrès scientifique et technique, sur l'adoption et la diffusion des innovations dont une large part a été consacrée aux recherches empiriques inhérentes principalement aux innovations introduites dans le développement agricole. Il s'en est suivi un processus de communication et de vulgarisation (extension) entre les institutions et centres de recherche agronomique, les institutions de développement et les agriculteurs (paysans).

De ces études, découlent de nombreuses expériences acquises et des connaissances enregistrées de telle sorte que des pléthores entrecroisées de plaideurs y ont été consacrées ; ils dénotent en somme que : « les agriculteurs sont restés actifs dans le processus de développement des technologies et la diffusion des innovations et à l'heure actuelle on s'y penche avec beaucoup d'intérêt ».

Une innovation telle qu'entendue est d'abord, un fait nouveau constitué par une idée, une pratique récente ou un objet perçu comme nouveau par un agriculteur, un paysan dans un sens général. Mais une innovation dans la pratique de tous les jours peut être le résultat d'une intuition aiguë d'un sujet éclairé, d'une pratique ancienne renouvelée, ou d'une expérimentation confirmée.

Cependant, on s'accorde indéfiniment à dire que la plupart des agriculteurs adoptent rarement les innovations qu'ils ont entendues ou vues pour la première fois. Le plus souvent, ils ne les adoptent pas avant de les avoir mises en application ou d'avoir discuté auparavant des conséquences escomptées avec d'autres agriculteurs qu'ils connaissent et à qui ils font confiance.

Les agriculteurs, les plus enclins au progrès se présentent généralement aux réunions et aux journées d'informations et à toute autre occasion consacrée à la démonstration au cours desquelles, ils rencontrent des agents de développement. Par contre les agriculteurs traditionnels le plus souvent majoritaires, eux obtiennent d'habitude leurs premières informations sur les innovations à partir de leurs propres réseaux ou parfois des médias, puis, ils prennent leur décision en s'appuyant sur la communication personnelle. Les circuits de vulgarisation ne sont pas les seuls à fournir ces informations ; les agriculteurs peuvent s'adresser à des sources différentes de

celles utilisées par les agriculteurs modernes et qui sont généralement plus nantis et proches des centres d'information et de décision.

De multiples recherches ont été réalisées en vue d'identifier quels sont les agriculteurs qui, dans une communauté donnée, sont les premiers à adopter les innovations qui leurs sont proposées. Il en découle que ce sont généralement les agriculteurs qui par rapport à la moyenne, ont fait des études plus longues et assistent fréquemment aux cours dispensés aux agriculteurs et ont davantage de contacts avec les agents de développement. Ceux-ci sont plus actifs dans toute sorte d'organisations non exclusivement agricoles mais aussi sociales et politiques. Un tour d'horizon dans notre environnement et on se rend compte de la véracité de ce fait. Cela considère que toute approche de formation et de perfectionnement, devra être destinée prioritairement à la population rurale (agriculteurs et éleveurs) en vue de l'inciter à être enclin au progrès en vue de s'adapter au changement et aux facettes multiples de la modernisation.

Ces agriculteurs s'aperçoivent assez fréquemment que l'agriculture est en phase de mutations et qu'en fin de compte, s'ils veulent demeurer dans cette sphère d'activités, ils doivent eux aussi changer. Ils sont ainsi constamment à la recherche d'informations qui les aideront à saisir les nouvelles opportunités et adapter leurs systèmes de production aux changements intervenus. Ceci veut dire dans un certain sens que si nous voulons encourager l'adoption des innovations, il ne suffit pas d'offrir aux agriculteurs des informations sur les innovations, mais, il est important de modifier leurs attitudes et comportements envers le changement et d'accroître leur ouverture sur le monde tout en les incitant à regarder au-delà de leur voisinage pour s'enquérir des nouveautés. La tendance au changement pourrait être obtenue au moyen d'écoles d'agriculture et par des programmes d'éducation destinés aux agriculteurs et à leur famille. Les vulgarisateurs et leur réseau peuvent ainsi jouer un rôle primordial dans l'information des agriculteurs. Les agriculteurs, si on considère seulement cette frange de la population rurale, ont souvent besoin uniquement d'orientations et d'informations. Il ne va pas sans dire que la politique du renouveau agricole et rural adoptée, par sa démarche novatrice et par les moyens financiers qu'elle recouvre constitue le fait majeur d'une politique de relance qui incite en Algérie, tous les acteurs de l'économie agricole, en premier lieu les agriculteurs et les éleveurs, les opérateurs d'appoint et d'aval, et en second lieu les institutions de recherche, de développement et de vulgarisation publiques ou professionnelles, à mieux répondre aux enjeux du renouveau de l'économie agricole et rurale tant au plan économique que social et indissociablement environnemental et avouons, sans précaution oratoire que l'agriculture algérienne à travers la mise en œuvre de la dite politique a pris un tournant décisif irréversible vers la prospérité. Celle-ci a d'ailleurs atteint un degré d'évolution significatif ce qui laisse présager d'un avenir prometteur pour l'agriculture algérienne qui constitue une branche vitale de l'économie nationale.

Enfin est-il nécessaire de dire aujourd'hui, que Dieu nous a dotés de tant d'hydrocarbures et nous devons impérativement s'impliquer pour avoir tant d'hydrates de carbone.

Mohamed Khiaïti

**Note :**  
(1). RHOADES et BEBBINGTON - Farmers who experiment : an untapped resource for Agricultural research and development, International Potato Center- Apto. 5965, Lima, Peru



# Une approche de sortie de crise en Afghanistan Pronostic de la stratégie des États-Unis dans la crise du Moyen-Orient ?

Mr Medjdoub Hamed \*  
1ère partie

La débâcle américaine au Viet Nam libère le Sud-Est asiatique à l'influence soviétique. Le « syndrome viet nam » n'est pas le seul symptôme dans le repli américain. La compétition acharnée avec l'Europe, sur le plan économique et monétaire, dès 1971, amène les États-Unis à mettre fin à la convertibilité du dollar en or. Les Européens n'entendaient plus financer les déficits publics américains. Au Proche-Orient, en octobre 1973, l'Égypte met fin au mythe de l'invincibilité d'Israël.

La montée en puissance des armées arabes amène deux stratégies. MM. Henry Kissinger et Brzezinski, tous deux de culture germanique et disciples de Clausewitz et de Bismarck, à mettre en œuvre, lors de leurs passages à la Maison Blanche, des stratégies visant à la fois l'encerclement de l'Union soviétique, leur principal adversaire, et l'affaiblissement du monde arabe.

C'est ainsi que la « réalpolitik » de M. Kissinger a permis de neutraliser par un ensemble de concessions (retrocession du Sinaï, une aide financière, etc.) l'Égypte. Quant aux autres pays arabes, la stratégie américaine consistait à créer une succession de conflits armés, telle que chaque pays arabe ait son propre conflit dans son aire respective, c'est ce qu'on a appelé, l'« arc de crises vert » de M. Brzezinski. La crise au Sahara occidental entre l'Algérie et le Maroc, la guerre au Liban et la défection de l'Égypte ont mis fin à l'unité arabe. La « révolution islamique », en 1979, en Iran a été le point culminant de la stratégie américaine. Deux pays seront déstabilisés par la révolution islamiste en Iran : l'URSS, pays socialiste, et l'Irak, pays musulman laïque. Deux guerres en seront issues, l'invasion de l'Afghanistan en 1979 par l'Union soviétique et la guerre Irak-Iran, en 1980. Ces guerres ont amené les Américains à conceptualiser une autre stratégie, la politique du « double endiguement » (dual containment), qui est pendante à l'« arc de crises ».

## 1. LA FIN DE LA POLITIQUE DU « DOUBLE ENDIGUEMENT »

En 1989, le monde connaît de grands bouleversements. Le retrait soviétique unilatéral d'Afghanistan, la chute du « Mur de Berlin » et la fin de la guerre du Golfe engageaient Washington à effectuer une réévaluation complète de sa stratégie. L'URSS, ne faisant plus contrepoids à l'hégémonie américaine, l'Iran affaibli, l'Irak apparaissait comme le seul pays capable de menacer l'hégémonie américaine dans l'« arc de crises vert ». Les relations tendues entre le président irakien et les monarchies arabes ont entraîné, le 2 août 1990, l'invasion du Koweït par l'Irak. Le 28 février 1991, le Koweït est libéré par les forces de la Coalition sous commandement américain.

Une question se pose sur cette guerre. Pourquoi les Américains ne se sont pas opposés à l'invasion du Koweït, ils auraient pu l'éviter, en tuant dans l'œuf l'opération irakienne. Par leurs moyens de détection et de reconnaissance (avions à haute altitude, satellites, etc.), il leur aurait été facile de repérer tout mouvement suspect des troupes irakiennes et, par conséquent, déjouer les plans d'invasion, en dépêchant la force de déploiement rapide au Koweït.

On ne peut oublier que, depuis 1983, les Américains, face à l'accélération des événements dans l'« arc de crises », ont transformé la force de déploiement rapide en un commandement militaire unifié régional. La Rapid Deployment Force ou R.D.F. devenait le US Central Command (CENTCOM) basé à Tampa, en Floride. Son poids vient juste derrière les troupes américaines chargées de la défense de l'Europe (EURCOM). Par conséquent, le CENTCOM, en tant que composante du commandement central américain, était en mesure de faire intervenir en quelques jours plus d'une centaine de milliers de soldats au Koweït. Sans compter les grands groupes aéro-navals qui sillonnent les mers et océans.

*La région proche et moyen-orientale, depuis la découverte et l'exploitation du pétrole, est secouée par des guerres, coup d'État et révolutions. 1953 (destitution de Mossadegh qui a nationalisé les gisements de pétrole iraniens), 1956 (crise de Suez), 1967 (la guerre des Six jours), sont des dates clés marquant l'évolution chaotique de cette région. 1973 marque un tournant définitif dans la politique d'endiguement des États-Unis en Asie.*

Au lieu de cela, il n'y eut ni préoccupation américaine ni publicité dans les médias sur cette crise jusqu'à ce que l'Irak envahisse le Koweït. Les Américains voulaient-ils entraîner l'Irak à la faute ? Si la stratégie du « double endiguement » a joué favorablement pour les États-Unis, « Chercher à amener l'Irak à la faute » est une tactique qui, non seulement, n'est pas adaptée à l'« arc de crises », mais s'avère une autre approche stratégique. Dès lors, elle remet non seulement en question le concept même de l'« arc de crises », comme il a été pensé initialement, mais elle met fin à ce jeu de bascule (la politique du « double endiguement »), qui a, pendant une décennie, endigué l'Iran. Probablement, cette remise en cause a été dictée par l'évolution de la région moyen-orientale. Les nouvelles puissances régionales, rompant l'équilibre géostratégique, obligeaient les États-Unis à une intervention directe dans l'« arc de crises ». D'autant plus que la superpuissance était déçue de son principal adversaire, l'URSS.

Cette nouvelle stratégie intègre désormais les États-Unis, comme partie prenante dans les conflits du Proche et Moyen-Orient. Vu sous cet angle, l'« arc de crises », ne jouant plus le rôle de rempart, disparaissait tout simplement. La confrontation est directe sans intercession de puissances tierces. Evidemment, cette stratégie présente bien des intérêts pour la première superpuissance. La libération du Koweït a permis des dividendes financiers substantiels de différents pays (pays monarchiques du Golfe, l'Allemagne, le Japon). Elle a permis l'ouverture de presque toutes les terres arabes aux forces militaires américaines. Jusqu'à l'Arabie saoudite, terre sacrée. Les pays monarchiques arabes s'en remettent désormais à la protection américaine sur leurs sols.

Quant à l'Irak, les Américains trouvent un substitut à moindre frais. L'imposition de l'embargo et de raids aériens massifs et fréquents sur un Irak ravagé et asphyxié peut se comparer à une autre guerre non déclarée. Les résultats sont les mêmes sinon pire, puisqu'ils participent à une mort lente d'un pays arabe souverain.

Une question que de nombreux spécialistes du Moyen-Orient se sont posés. « Pourquoi les États-Unis, si près du but, en 1991, ont renoncé d'avancer sur Bagdad ? » Cela aurait évité les coûts considérables et les pertes de vie d'un embargo taxé d'inhumain par l'opinion du monde entier. Le premier élément de réponse est certainement la crainte pour Washington que les pays arabes fassent défection à la Coalition. Car si les pays arabes avaient accepté, ils devaient eux aussi se préparer à être envahis, un jour ou l'autre. Un droit d'ingérence dans un cadre humanitaire, surtout que les pays arabes ne brillent pas de démocratie, suffirait. Un deuxième élément, quand bien même les États-Unis vaincraient l'armée irakienne, les pertes de la Coalition auraient été considérables. A cette époque, l'armée irakienne était encore imposante, le « zéro mort » devenait, par conséquent, une vue de l'esprit. Les Américains et les coalisés occidentaux (pour ceux qui restèrent), ne risquaient-ils pas un enlèvement, comme on l'a vu entre 2004 et 2007, en Irak.

Le dernier élément, les Américains, sans les pays arabes, apparaîtraient pour l'opinion publique mondiale, comme des agresseurs, avec pour seul objectif : « mettre la main sur les gisements pétroliers de l'Irak ». Faute de renverser le régime irakien, Washington a opté pour l'embargo. On comprend pourquoi l'embargo devait être poursuivi jusqu'au renversement du régime irakien. En 1995, une journaliste américaine a demandé à l'ambassadrice américaine aux Nations unies, Mme Made-

leine Albright, si le maintien des sanctions contre l'Irak valait la mort de 500 000 enfants irakiens. La réponse fut édifiante : « C'est un choix très difficile, mais nous pensons que ce prix à payer, oui, en valait la peine. »

## 2. LE MONDE ARABE. UN LABORATOIRE POUR LES ÉTATS-UNIS

Le monde arabe a traversé trois décennies particulièrement épuisantes. La décennie des années 1970 a vu son unité éclater. La « réalpolitik » de M. H. Kissinger en a fait sortir un monde arabe divisé et aigri. La décennie qui a suivi a vu un monde arabo-musulman s'entredéchirer par des guerres imputables. La stratégie de M. Brzezinski était à l'œuvre dans cette déchirure. Le monde arabo-musulman devenait un « laboratoire » où s'essayaient toutes sortes de doctrines et de stratégies. Le sommet sera atteint dans les années 1990. Des événements graves feront date durant cette décennie qui marque la fin du XXème siècle. La deuxième guerre du Golfe, l'implosion de l'Union soviétique en 1991, l'éclatement de la Yougoslavie et le conflit armé en Algérie seront des événements phares marquant la fin du « camp socialiste ».

Un espoir cependant pointait durant cette décennie, la communauté internationale posera, pour la première fois, les premiers jalons d'une solution au problème palestinien. Cela se traduira par les « accords d'Oslo » entre MM. Arafat et Rabin, en septembre 1993, qui font naître d'immenses espoirs. Même s'ils font la part belle à l'occupant israélien, ces accords ont permis l'installation de l'autorité palestinienne dans les Territoires occupés (Cisjordanie et bande de Gaza). On peut s'interroger pourquoi cet événement ? Et juste après la libération du Koweït en 1991 ? Vient-il en droite ligne du conflit qui opposa la coalition internationale à l'Irak ? Tout semble le dire, bien qu'il y avait déjà, avant le conflit, une intention des États-Unis pour trouver une solution au problème palestinien. La conférence de paix sur le Proche-Orient, à Madrid, en octobre 1991, permettait vraisemblablement d'atténuer une image très discréditée des États-Unis dans le monde arabo-musulman.

Cependant, cette ouverture sur la paix sera de courte durée. L'assassinat de l'athlète irakien, en novembre 1995, le climat de violence (attentats-suicides et représailles), l'accession de la droite israélienne au pouvoir et l'élection du nouveau Premier Ministre, M. Benyamin Netanyahou, vont ruiner les « accords d'Oslo ». Pourquoi ce revirement ? Pourquoi les Américains n'ont-ils pas mis la pression sur Israël ? Ne sont-ils pas eux qui ont parainé le projet d'Oslo ?

A dire vrai, la réponse est ailleurs. Si l'on regarde la situation géopolitique du monde arabe, dans les années 1990, on constate que, où que l'on se tourne, à l'Est ou à l'Ouest, le monde arabo-musulman est en déchéance sur le plan international. L'Afghanistan en guerre civile, l'Irak sous embargo, l'Algérie miné par un grave conflit armé. Quant à la Libye, la Syrie et l'Iran, ils sont tous menacés par l'Occident. Les autres pays, recroquevillés sur eux-mêmes, adoptaient un profil bas. Le monde arabe d'avant la guerre de 1973 n'existait plus. En proie à la désespérance, sans visibilité sur son avenir, il est devenu aphone. Mais, heureusement, qu'il s'agisse de l'hostilité occidentale (islamophobie) ou de la détresse que ce monde vit, il ne relève en fait que d'une mauvaise conjoncture qu'il traverse, et des enjeux qui se jouent sur son dos. Ainsi, on comprend pourquoi les Américains ne pouvaient faire ce que ne faisaient pas les Arabes. De là, est compréhensible pourquoi le pouvoir israé-

lien eut toute latitude pour remettre en cause le processus de paix. Tout est rejeté de l'idée d'un État palestinien, au partage de Jérusalem.

Dès 2000, nonobstant cette désespérance, un début de solution des conflits commençait à apparaître. La situation en Algérie s'étant beaucoup améliorée, le nouveau président, M. Abdelaziz Bouteflika, s'est efforcé de ramener la paix et même de redorer son blason international. En Irak, la situation a aussi évolué, des vols humanitaires de différents pays, dès l'année 2000, ont commencé à briser l'embargo aérien. En Afghanistan, grâce au soutien des États-Unis et du Pakistan, la prise de Kaboul par les Taliban a apporté, en septembre 1996, une stabilité relative, mais le refus des Taliban, pour le partage du pouvoir avec les autres factions politiques afghanes, bloquait toute solution politique.

## 3. DE « L'OPPOSITION DES GÉNÉRAUX À LA VICTOIRE DES DÉMOCRATES AU CONGRÈS AMÉRICAIN »

Deux guerres, depuis les attentats du 11 septembre 2001, ont été menées par les États-Unis. La première en Afghanistan, déclenchée le 7 octobre 2001, la seconde en Irak, le 20 mars 2003. La guerre en Afghanistan s'inscrivait dans le cadre d'une « guerre contre le terrorisme » avec pour objectif l'invasion devant permettre la capture d'Oussama Ben Laden, la destruction d'al-Qaïda et ses bases implantées dans le pays et le renversement du régime des Taliban. La guerre en Irak, sans l'aval de l'ONU, s'inscrivait aussi dans la « lutte contre le terrorisme ». Ce pays était présenté comme le commanditaire de tous les attentats qui ont eu lieu un peu partout dans le monde (navire militaire USS Cole, ambassades des USA en Afrique, y compris le 11 septembre 2001). En outre, selon Washington, l'Irak détenait des armes de destruction massives, au sein desquelles étaient particulièrement visés les programmes bactériologiques (notamment le bacille du charbon) et chimiques (gaz neurotoxiques). S'ensuivit une formidable attaque américaine dans les médias sur la capacité de l'Irak à élaborer une arme nucléaire dans un délai de deux ans, et même un an, s'il pouvait se procurer les matériaux fissiles.

La première campagne militaire a mis fin au régime des Taliban, en novembre 2001, et, la seconde, au régime Baath irakien, en avril 2003. Si, aujourd'hui, il y a une nette amélioration en Irak, la situation sécuritaire, en Afghanistan, avec la montée en puissance des Taliban, inquiète de plus en plus les États-Unis et leurs alliés. Une question se pose. « Qu'en est-il de la suite des événements, après les deux victoires des États-Unis, surtout que son armée dispose d'une suprématie écrasante, ne laissant que peu de chance à un prétendu compétiteur ? » Pour comprendre, étudions le cours des événements pour chaque pays.

D'abord les événements en Irak après 2003. Dans les jours qui ont suivi la chute de Bagdad, les forces armées américaines faisaient face à une violente guérilla lancée par la base arabo-sunnite du régime baasiste de Saddam Hussein. D'autres soulèvements encore plus menaçants des classes chi'ites pauvres des villes, s'ajoutent à l'insurrection. Pour stabiliser la situation en Irak, les États-Unis étaient forcés de passer un accord avec le clergé chi'ite pour désigner un gouvernement chargé de gérer le pays, ce qui sous-entend de mettre sur pied des forces de sécurité irakiennes pour venir à bout, aux côtés des forces de la Coalition, de la résistance irakienne. Bien que les deux principaux partis chi'ites – le parti de Dawha (du Premier Ministre Maliki) et

le Conseil Suprême Islamique Irakien (SCII) – ont collaboré avec l'occupation états-unienne, la situation sécuritaire n'était guère maîtrisée.

Pour ne citer que Falloujah, une ville martyre, elle est une preuve de l'horreur qu'a vécu sa population sunnite face aux forces américaines, tout a été utilisé pour la réduire : bombardement aériens, tirs d'artillerie lourde, bombes au phosphore blanc, napalm, etc. Et l'insurrection n'a pas pour autant faibli. La branche armée chi'ite de Moktada al-Sadr n'était pas en reste. Des mouvements armés se sont multipliés. Au fil des jours, des mois, les militaires américains voient leurs pertes s'accumuler. Au centre du cauchemar, les engins explosifs improvisés utilisés par les insurgés irakiens et que les experts de l'armée américaine n'arrivent toujours pas à contrer. Au bout de trois ans de présence militaire américaine, les soldats en sont à plusieurs tours de services, perdant progressivement de vue les objectifs politiques initiaux, luttant en Irak en pensant au Viet Nam.

L'incapacité du gouvernement irakien et de l'occupant américain à rétablir la sécurité amène le pays à un déchaînement de violence extrême, en 2006. Une brutale guerre civile confessionnelle éclate entre factions chi'ites et sunnites, durant laquelle des milliers d'Irakiens sont tués ou déplacés. Selon les informations rapportées par les médias, la situation est très grave en Irak. Les assassinats confessionnels de chi'ites et sunnites se multiplient, et les cadavres portent, souvent, des traces de tortures. Les miliciens chi'ites défient ouvertement l'autorité du gouvernement central, et infiltreront ses forces de sécurité. Il est clair que la haine envers l'occupant n'en sera que plus déterminée, car, en fin de compte, « qui a mis le feu aux poudres ? »

Des forces d'occupation, quelques éléments d'appréciation du conflit en Irak nous en donnent leur état psychologique. Le 13 octobre 2006, dans le « Daily Mail », le général Dannatt, commandant les 7200 soldats britanniques, a précisé le retrait rapide de ses forces. Ses hommes sont, depuis trois ans, affectés par une inquiétante prolifération de suicides. M. Tony Blair l'a assuré de son « soutien total », affirmant qu'il approuvait « chaque mot » de son interview.

Quant au général américain John Abizaid, commandant de l'USCENTCOM, il a déclaré, à la mi-octobre, devant une commission du Sénat : « Aucune nation au monde n'a jamais réussi à contrôler ce qui se produit au Proche-Orient. On découvre vite, sur place, que c'est le Proche-Orient qui nous manipule ». Le dernier rapport trimestriel du Pentagone au Congrès sur la guerre d'Irak, auquel le général Abizaid a contribué, faisait état du mauvais moral des troupes, et développait une analyse pessimiste.

Ceci étant, on ne peut oublier le réseau al-Qaïda qui était particulièrement actif dans ce conflit intercommunautaire. N'est-ce pas lui qui a exacerbé les divisions en s'attaquant par des attentats aveugles à la population sunnite ? Tous les jours, des dizaines de civils irakiens sont tués dans des mosquées, dans des marchés ou dans la rue. Une question se pose : « Tant qu'il s'agitait de candidats policiers, ou de collaborateurs à l'occupant, la main de la résistance était claire, mais s'agissant de civils, le spectre de la guerre civile intercommunautaire planait sur l'Irak. Qui en est l'instigateur ? » Il est clair qu'un Irak divisé aiderait beaucoup les forces d'occupation puisqu'il diminuerait les attaques contre leurs forces armées. Mais, en attisant les rivalités entre les insurgés, la tentative de diviser le pays ne pouvait que conduire à un surarmement des factions armées et entraîner un pays ingouvernable. Dès lors, la situation serait encore pire pour la puissance occupante, l'Irak, transformée en une « nouvelle Somalie », ne pourrait que pousser les États-Unis vers la voie de sortie, mettant à néant leurs desseins stratégiques sur l'Irak.

\*Chercheur  
Suite en page 10

## Une approche de sortie de crise en Afghanistan **Pronostic de la stratégie des États-Unis dans la crise du Moyen-Orient ?**

Suite de la page 09

De prestigieux généraux à la retraite comme Anthony Zinni, Wesley Clark et Paul D. Eaton, dont l'opinion est partagée par un grand nombre de militaires d'active, ont dénoncé le secrétaire d'État à la défense, M. Donald Rumsfeld, et sa gestion de la guerre en Irak. Le général Anthony Zinni, ancien commandant du CENTCOM, dans une tribune parue dans le New Time du 19 mars 2006, appela Rumsfeld à démissionner. Ses attaques sans précédents étaient motivées par l'opposition des militaires à une éventuelle attaque contre l'Iran, dont ils redoutent les conséquences pour les États-Unis et pour l'armée américaine. Son geste ouvrit ce que la presse américaine appelle «la révolte des généraux», qui influença la Commission Baker-Hamilton, créée par les Démocrates, après leur victoire aux élections mi-mandat de novembre 2006. Les Démocrates, conscients des réalités de la guerre sur le terrain et du risque que couraient les États-Unis d'un danger d'«échec catastrophique» en Irak, ont exigé le retrait des troupes à l'équipe Bush.

Mais il ne faut pas se tromper, l'administration américaine, quelle que soit sa coloration politique, républicaine ou démocrate, s'est toujours appliquée à défendre le leadership américain, par conséquent, cette réorientation par les Démocrates n'est qu'une correction tactique, la stratégie globale, en elle-même, restait inchangée. Il était impératif de trouver une voie permettant de sauver la crédibilité de la superpuissance mise à mal dans le «bourbier irakien». Des voix, dans le camp républicain même, estimaient que «l'Amérique continue un combat désespéré, sans être capable d'élaborer une stratégie permettant d'aboutir à une victoire dans ce pays déchiré, ni même dans la lutte contre l'extrémisme».

D'autres déboires à la puissance américaine sur le plan militaire renforçaient ces voix. En Afghanistan, ce n'était pas plus brillant, les Taliban sont repassés à l'offensive. Au Liban, les Israéliens ont essuyé, après 34 jours de combats, une défaite, face au Hezbollah. L'Iran, sur le plan nucléaire, restait inflexible sur son droit à l'enrichissement de l'uranium, à des fins pacifiques. La Corée du Nord a procédé à son premier essai nucléaire souterrain, en octobre 2006.

Tous ces événements couplés aux graves revers en Irak et en Afghanistan ont placé les États-Unis devant une nécessité «absolue» de changer leur politique dans l'«arc de crises» moyen-oriental. C'est ainsi, qu'au lendemain de la victoire des Démocrates au Congrès, le président américain annonça la démission du secrétaire d'État à la défense, M. Donald Rumsfeld, le 8 novembre 2006, et proposa au Sénat l'ancien directeur de la CIA, Robert Gates, pour lui succéder. En décembre 2006, les recommandations du groupe d'étude – la Commission Hamilton-Baker – sont rendues publiques : 1) désengagement graduel des forces américaines, 2) associer l'Iran et la Syrie au processus de stabilisation de l'Irak, 3) résoudre le problème israélo-palestinien et pousser Israël à restituer le Golan à la Syrie en échange d'un accord de paix.

### **4. LA PREMIÈRE ERREUR STRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS SE PRÉCISE DANS L'«APRÈS ARC DE CRISES»**

Bien qu'assortie d'un veto du président Bush en mai 2007, contre le projet de loi adopté par les deux chambres du Congrès américain, imposant le 1<sup>er</sup> octobre 2007 comme date du début du retrait des troupes américaines d'Irak et d'achever ce retrait six mois plus tard, à fin mars 2008, l'action des Démocrates aura pesé considérablement dans le cours de la guerre.

En plus de la démission de Ronald Rumsfeld, la désignation du lieutenant-général David Petraeus, le 5 janvier 2007, et la désignation de Ryan C. Crocker, le 8 février 2007, respectivement

*Qu'en est-il, aux États-Unis, de l'enlèvement des forces armées américaines en Irak ? La situation était catastrophique pour l'administration Bush. Dès 2006, la grogne au sein de l'armée éclatait au grand jour. L'armée américaine était lasse de la guerre en Irak, ne voyant aucune issue au conflit.*

commandant de la coalition militaire et ambassadeur en Irak, vont s'atteler à mettre en application les nouvelles orientations. Trois axes marquent ce tournant de la guerre en Irak. Le premier axe a été l'envoi de renforts de 30 000 soldats américains, au début de l'année 2007, portant à 160 000 hommes le contingent américain déployé en Irak. C'est ce qu'on a appelé le «surge» (le sursaut). De plus, le nombre de sous-traitants (sociétés militaires privées), a probablement augmenté, comptant plus de 100 000 hommes, et vient en appui aux forces américaines. Ce recours aux mercenaires fait apparaître clairement la crise politique et militaire à laquelle font face les États-Unis.

Le rapprochement de la communauté sunnite et des États-Unis, qui s'est accéléré dès le premier semestre 2007, a été l'œuvre du général Petraeus. S'inspirant des expériences anglaises et françaises dans les guerres de libération nationale des pays du Sud, dans les années 60 et 70, et d'un ouvrage d'un ancien officier français David Galula, intitulé «contre-insurrection : théorie et pratique», ce général a pu obtenir le ralliement des tribus sunnites dans la province d'el Anbar à soutenir les forces américaines contre al-Qaïda. Financement et armement ont joué dans ce ralliement. Comme le souligne le général Petraeus, «l'argent est une munition».

La construction de murs, séparant les quartiers chi'ites des quartiers sunnites à Bagdad, avec des groupes d'autodéfense de part et d'autre, a abouti à une diminution d'attentats et d'affrontements interconfessionnels dans la capitale irakienne. Enfin, le dernier axe a été le rapprochement des États-Unis avec l'Iran. Une série de rencontres officielles ont eu lieu à Bagdad pour faire baisser la violence. Les fruits de ces rencontres entre l'Iran et l'ambassade américaine se sont concrétisés dès août 2007, avec le cessez-le-feu unilatéral décrété par M. Moqtada al-Sadr. Bien que la contribution iranienne dans cette diminution du regain de la violence ne soit que peu reconnue par les États-Unis, ces succès placent désormais l'Iran comme un interlocuteur incontournable sur la scène irakienne.

C'est ainsi que ce qu'on croyait impossible à réaliser en 2006 en Irak, s'est concrétisé en 2008. Grâce au tournant qu'a pris la politique des États-Unis en Irak, les attaques contre les troupes américaines ont diminué de 80%, en deux ans. Si le bilan des morts diminuait pour les forces armées américaines, la population civile continuait à payer un lourd tribut. La situation était cependant, bien pire en 2006.

Ceci étant, tout concorde à dire que les nouveaux rapports entre les États-Unis et l'Iran, la mise en place d'une nouvelle stratégie de contre-insurrection et le «surge» ont porté leurs fruits. Après le départ du général David Petraeus (4 étoiles, promu en 2007), pour prendre le commandement du CENTCOM, le 23 avril 2008, son bras droit, le général Odierno, a poursuivi cette stratégie qui a obtenu un vrai succès.

Les actions de la résistance se limitent aujourd'hui à Bagdad, à la région de Mossoul et à la province de Diyala. L'Irak, que l'on disait en 2007 au bord du chaos et du démembrement, connaît un renouveau insoupçonné. Cette baisse de la violence a été attribuée par les Américains à la nouvelle stratégie, le «surge». Il est vrai que les renforts en troupes y ont contribué, mais, ils n'ont pas été décisifs. Ceux qui l'étaient réellement concernaient les Sunnites dans leur ralliement aux forces américaines et les Chi'ites qui ont décrié la trêve. Ce qui a amené la baisse des attaques contre les forces américaines et l'étouffement d'al-Qaïda.

Il ne faut pas perdre de vue que tou-

te insurrection armée contre une force occupante repose sur trois principes, qui vont catalyser les forces et précipiter l'ineffable, c'est-à-dire le «désengagement forcé de la force occupante». Ces principes sont au nombre de trois : «l'engagement du peuple au côté des insurgés, le financement et l'approvisionnement en armes et le contexte international qui doit être favorable». Ces trois principes étaient présents dans le conflit qui opposait la guérilla irakienne aux troupes américaines. Ce qui explique l'enlèvement des États-Unis en Irak, comme il l'a été en d'autres périodes, en Algérie, au Viet Nam et ailleurs. C'est en fait un stéréotype de toutes les guerres de libération. Si un des principes fait défaut, soit l'insurrection s'épuise et s'éteint, soit elle est reportée dans le temps.

Par conséquent, au vu de ces critères, et surtout que d'après-occupation » se précisait, une dynamique s'est enclenchée en Irak. En effet, la Résolution 1790 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 18 décembre 2007, suite à la demande du Premier Ministre irakien du 7 décembre, prorogeait le mandat de la force multinationale jusqu'au 31 décembre 2008. Celle-ci vient pour ainsi dire «anéantir» la Résolution 1546 du 8 juin 2004, qui légitimait de facto l'occupation puisque selon son article 2 : «2. Note avec satisfaction que, d'ici le 30 juin 2004 également, l'occupation prendra fin, l'Autorité provisoire de la coalition cessera d'exister et l'Irak retrouvera sa pleine souveraineté... ». Il est clair qu'il y a un non sens lorsque l'article 2 stipule que l'occupation «prendra fin» le 30 juin 2004, et cependant l'armée d'occupation a encore augmenté, en 2007, pour atteindre 160 000 hommes, et c'est le gouvernement irakien intérimaire qui l'a «invité». Par cette nouvelle Résolution, on ne peut que penser que, en parfait accord avec les Démocrates, l'administration Bush a décidé de «tirer un trait sur cette occupation». Car sinon l'occupation américaine aurait pu se poursuivre, puisque sur le plan juridique, «elle a cessé d'exister» (Résolution 1546).

Cette évolution n'est pas passée inaperçue pour les insurgés irakiens. Tant les Sadristes que les Sunnites ne pouvaient qu'opérer une volte face tactique, en prévision du partage de pouvoir avec le gouvernement central, la date butoir étant fixée au 31 décembre 2008. Le cas des Sunnites est le plus remarquable. La contre-insurrection américaine, en affaiblissant al-Qaïda grâce au concours des forces armées sunnites d'el Anbar, que certains appellent les Sahwas ou les «conseils de réveil», de surcroît armés et financés par les Américains, a plutôt rendu service aux Sunnites, puisqu'elle a permis un rééquilibrage de sa milice avec les milices chi'ite et kurde, qui étaient de véritables armées. En alignant une force de 100 000 miliciens (les Sahwas), les Sunnites pouvaient faire face aux 90 000 hommes chi'ites de l'imam Moqtada al-Sadr et les 90 000 hommes de la force militaire kurde, les Peshmergas. Dès lors, l'après-occupation promettait des négociations serrées, les trois communautés devaient discuter de la gestion politique et économique future du pays.

Quant à l'armée irakienne, qui compte quelques 300 000 hommes, et autant pour les forces de police, le gouvernement central n'a pas intérêt de combattre ces milices. L'expérience de mars 2008, contre les Sadristes, est, à juste titre, dissuasive. La seule posture est la négociation pour le partage politique et économique du pays, et à terme, l'intégration des milices dans l'armée ou dans d'autres secteurs économiques et administratifs.

C'est ainsi qu'on peut comprendre la baisse de violence, sans toutefois oublier que toutes les milices, surtout chi'ites et sunnites, demeurent très hos-

tiles à l'occupation américaine et à toute présence permanente de leurs troupes. Les États-Unis auraient été intéressés par une partition de l'Irak, c'est-à-dire un démembrement de l'Irak, l'Irak cesserait d'être une force montante. Mais, il a été démontré que, au-delà du clivage ethnoconfessionnel, les combats menés par le peuple contre l'occupation témoignaient d'une véritable maturité nationaliste irakienne.

Quel gain pour les États-Unis ? Une baisse de violence, cela est certain, mais la «contre-insurrection» tant vantée aux États-Unis et en Europe, n'a pas produit pas les effets escomptés, à savoir l'atteinte des objectifs politiques pour lesquels la première puissance mondiale a, depuis 1990, bâti sa stratégie. Plus grave, ils ont essuyé un revers en Irak, cette «erreur stratégique», qui se confirme dans l'«après arc de crises», est simplement en train de préparer le terrain à d'autres situations qui ne sont pas forcément positives pour la superpuissance.

### **5. LA SOFA (STATUS OF FORCES AGREEMENT), ACCORD-CADRE DU RETRAIT AMÉRICAIN D'IRAK**

Le mandat de la force multinationale, conformément à la Résolution 1790, expire le 31 décembre 2008. Après plusieurs mois de négociations, le gouvernement irakien a approuvé, le 16 novembre 2008, un accord-cadre appelé par les Américains, le «Status of Forces Agreement» (SOFA). Il doit mettre en place un cadre légal pour le maintien des troupes américaines après la date butoir du 31 décembre 2008. Que contient l'accord ? Les éléments clés : 1) l'exigence que les forces américaines doivent quitter toutes les villes et villages et remplacements par les forces de sécurité irakiennes au plus tard le 30 juin 2009. 2) toutes les troupes américaines doivent être retirées d'Irak au plus tard le 31 décembre 2011. 3) le présent accord prend effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009. 4) toutes les actions militaires doivent être coordonnées par avance avec les Irakiens et les États-Unis ne peuvent utiliser l'Irak comme une base pour attaquer des pays voisins, on doit comprendre la Syrie et l'Iran. 5) les membres des forces armées américaines ainsi que les contractuels (sociétés militaires privées) répondent à la juridiction irakienne s'ils commettent des crimes en dehors des bases américaines. 6) les États-Unis reconnaissent le droit souverain irakien de demander le retrait des troupes irakiennes à n'importe quel moment. Et l'Irak reconnaît le droit souverain américain de retirer ses troupes à n'importe quel moment. 7) les forces américaines ne sont pas autorisées à mener des arrestations, sauf si ce sont des contractuels ou des membres de leurs forces armées. Exception faite de cas où le gouvernement d'Irak le demande. 8) le 1<sup>er</sup> janvier 2009, tous les citoyens irakiens détenus par les américains passeront sous juridiction irakienne.

Que peut-on dire de cet accord-cadre ? Il montre que l'Irak a mené le jeu et qu'il a réussi à imposer ses volontés aux États-Unis, alors que cela n'était pas envisageable par l'administration Bush au début des négociations. Pourquoi ? La guerre d'abord, puis les accords (suite à la dynamique engendrée par la Résolution 1790) entre les communautés irakiennes, à savoir les deux partis chi'ites, les deux partis kurdes et le Front de l'accord irakien (d'assise sunnite), face aux Américains, qui ont pesé fortement sur les négociations. De plus, le grand ayatollah al-Sistani avait annoncé qu'il ne donnerait son aval à l'accord que s'il y avait un «large soutien», il entendait par là un solide soutien sunnite. Pour les Sadristes, il en allait de même, la stra-

tégie mise en œuvre, pour obtenir le départ des Américains hors d'Irak, passait par un accord avec les Sunnites.

Pourquoi les Américains avaient-ils accepté cet accord-cadre ? Ils n'avaient pas le choix. Sinon, les forces armées américaines entraient en situation d'«illégalité internationale», après le 31 décembre 2008. En outre, les Américains ne pouvaient s'abjurer puisqu'ils ont été les promoteurs indirects de la Résolution 1790. D'autant plus qu'en Afghanistan, la situation se dégradait gravement, les Américains cherchaient à se dégager du théâtre irakien.

### **6. LA DEUXIÈME ERREUR STRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS**

La situation en Afghanistan est différente, très différente de celle de l'Irak. Depuis 2006, les Taliban sont revenus en force, et la situation, malgré les renforts, devenait de plus en plus inquiétante pour les forces armées américaines et européennes. Si les forces américaines dans l'opération enduring Freedom (opération «liberté indestructible») et la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de l'OTAN étaient, en 2002, respectivement de 5200 hommes et 5000 hommes, elles sont aujourd'hui à 65 000 soldats américains et 39 000 hommes des pays alliés. Les chefs militaires des deux forces demandent, de nouveaux, des renforts. Quant aux Taliban, selon des estimations occidentales, ils contrôlent près de 72% du territoire afghan, et le coût de la guerre dépasse 226 milliards de dollars.

Il faut rappeler que les Taliban ont pris Kaboul, en 1996. Leur montée en puissance s'expliquait par leur appartenance aux tribus pachtones, qui constituent la majorité de la population, et au soutien des États-Unis et du Pakistan. Les raisons d'installer un régime taliban en Afghanistan par les États-Unis et leurs alliés avaient plusieurs objectifs : 1) élargir l'influence américaine sur la région, puisqu'elle offrait aux États-Unis un large espace géopolitique devant jouer de zone-tampon entre les riches gisements pétroliers du Proche et du Moyen-Orient et les deux grandes puissances, Russie et Chine. 2) l'Iran se retrouvait naturellement encerclé 3) une stratégie pétrolière devait annoncer un grand redéploiement des compagnies pétrolières américaines dans les pays musulmans de l'ex-URSS 4) la prise du pouvoir par les Taliban a une portée stratégique pour le Pakistan dans la face à face inégal avec l'Inde. La revendication du Cachemire, depuis 1947, constitue un casus belli latent avec l'Inde 5) l'Arabie Saoudite cherchait à contrer la diffusion de l'islamisme chi'ite dans le monde arabo-musulman.

Cette synergie de forces entre les États-Unis, le Pakistan et l'Arabie Saoudite sous-entendait donc des enjeux d'une portée planétaire, auxquels les puissances, telles la Russie, la Chine, l'Inde et l'Iran, ne manquaient pas d'être attentives.

De plus, la nouvelle politique de défense, formulée dans la «Quadrennial defense Review» et la «Nuclear Posture Review», en 2001, juste après l'attaque terroriste contre le World Trade Center, et mise en œuvre par le Pentagone, ne laissait aucun doute sur les intentions impériales de la superpuissance. Les États-Unis, en quête d'invulnérabilité, ne voulaient plus d'obstacles dans la conduite de leur politique extérieure. La QDR prône, en cas de conflit, que les États-Unis peuvent l'emporter simultanément sur «deux théâtres majeurs» et pouvoir conduire un nombre limité d'opérations dans des «crises de faible intensité».

En fait, ces deux théâtres majeurs visés dans la QDR ne sont que l'Irak et l'Iran, quant aux crises de faible intensité, il est clair qu'elles concernent l'Afghanistan et le Soudan. Tous ces cas de figure témoignent des frustrations qui ont suivi la guerre du Golfe.

**A suivre**  
**Mr Medjdoub Hamed**

## Plus d'un demi-siècle après son déclenchement La révolution de novembre victime du révisionnisme ?

Par Mohamed Iqbal\*

"Vous êtes à la recherche du souvenir & de ses spectres Nous, nous cherchons le spectre de l'espérance" G. Khalil Gibran

Une controverse d'autant plus préoccupante qu'elle véhicule de manière insidieuse une problématique fondamentalement inopérante (on ne peut en aucun cas refaire l'Histoire) et fortement dangereuse (la Guerre de Libération a été inutile) et qui consiste non pas à expliquer les raisons objectives et subjectives pour lesquelles les faits se sont déroulés de la sorte qu'on connaît mais plutôt à spéculer sur des alternatives «moins onéreuses» en vies humaines, en bouleversements socio-économiques et culturels et en ruptures géopolitiques et stratégiques. Bref. A bien écouter les tenants de ces alternatives, la révolution de Novembre telle qu'elle s'est déroulée et le système politico-économique et social qu'elle a engendré ont été «un fiasco total» et la situation actuelle est de loin moins bonne que celle que connaissait le pays avant l'Indépendance.

Les arguments utilisés par ce courant de plus en plus fort au sein certaines «élites» nationales n'ont d'équivalent en abjection que leur cynisme, leur mépris et leur cupidité pour tout ce qui est national. Qu'on en juge par les arguments qui sont les plus récurrents ! La Révolution de Novembre a été coûteuse en vies humaines et nous aurions pu éviter cela si nous avions opté pour la voie pacifique. Nous aurions pu aussi garder des relations privilégiées avec la France et de ce fait maintenir «nos» Pieds-Noirs et «nos» Juifs avec lesquels le pays aurait été mieux géré et donc mieux loti. La langue française, langue du rationalisme et de la science nous aurait permis de

1954 – 2009. Cinquante-cinq ans déjà ! Plus d'un demi-siècle ! C'est à la fois une éternité et une période si courte. Une éternité si on se place du point de vue des individus mais un laps de temps dans l'histoire des nations. Mais dans un cas comme dans l'autre Novembre continue d'alimenter la controverse.

nous engager de manière plus importante et plus déterminée dans la modernité. La Guerre de Libération et le régime post-indépendance ont bouleversé les valeurs culturelles et sociales... etc.

Ces arguments sont d'autant plus insidieux qu'ils procèdent d'une approche manichéenne de la réalité historique et cachent mal le désir inconscient de ces «élites» de se substituer, en terme de position sociale, aux colons d'antan alors qu'il serait peut-être plus bénéfique pour tout le monde de s'affirmer en tant que couche sociale supérieure comme cela s'est fait et se fait dans la plupart des pays du monde ! Cacher des prétentions de classes pour lesquelles il faut se battre par des spéculations honteuses sur le cours de l'Histoire relève de la plus haute immoralité ! Et pour cause. Prenons ces arguments un à un et essayons de les confronter à quelques éléments concrets de la réalité historique.

### D'ABORD LE COÛT DE LA RÉVOLUTION DE NOVEMBRE.

Même la France qui a tardivement reconnu le caractère de «guerre» à cette période jusqu'alors défini par le prudent euphémisme «événements d'Algérie» a reconnu sa responsabilité dans la tournure prise par le conflit pour n'avoir pas pris à temps les mesures économiques, sociales et politiques nécessaires du fait de la pression des lobbies coloniaux. En matière d'économie et dès 1930, les départements d'Algérie représentaient non seulement la plus grande part des déficits budgétaires mais aussi une importante balance commerciale dé-

ficitaire avec la Métropole. En matière sociale, la population algérienne qui avait le plus souffert du Krach de 1929 continuait de sombrer dans une misère sociale indescriptible malgré des financements énormes à fonds perdus dont la presque totalité bénéficiait aux colons. En matière politique et dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la France octroyait en 1944 la nationalité française à 16.000 algériens sur 9 millions et noyait dans le sang les manifestations du 8 Mai 1945 alors que les accords alliés avaient reconnu aux populations colonisées le droit à l'autodétermination.

### ENSUITE «LA PERTE» DES PIEDS-NOIRS ET DES JUIFS.

Dans la déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, le Front de Libération Nationale reconnaissait la qualité d'Algériens aux Pieds-Noirs et appelait sans ambages cette population à se joindre aux côtés de leurs concitoyens musulmans à la revendication d'indépendance de l'Algérie dans un esprit de fraternité, de liberté et de coopération avec la France. Dans le même esprit, et dans une correspondance adressée aux responsables du Consistoire Juif, le FLN reconnaissait explicitement aux populations juives l'appartenance et l'attachement millénaires à l'Algérie malgré le décret Crémieux qui les avait insidieusement coupés du reste de la population et demandait à ce titre, leur participation à la lutte du peuple algérien pour son émancipation. Dans les deux cas, seule une infime minorité des deux communautés répondirent à l'appel. Récem-

ment encore, le Président Ahmed Ben Bella rappelait que dès la première année de l'indépendance, il n'avait cessé de demander aux Pieds-Noirs de retourner en Algérie en leur apportant toutes les garanties de protection et de sécurité, demandes qui comme on le sait, restèrent sans réponse. Pour les Juifs algériens, comme d'ailleurs pour les Juifs du Maghreb en général, la création de l'État sioniste d'Israël orienta fortement les choix.

### LA LANGUE FRANÇAISE NOUS AURAIT PERMIS D'ENTRER DANS LA MODERNITÉ.

La modernité n'est pas seulement une affaire de langue. Car si tel était le cas, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Mali où la langue française est officielle, ou bien le Malawi, le Nigeria et le Zimbabwe qui ont adopté la langue anglaise comme langue officielle seraient des pays modernes. La modernité comme se le demande A. Laroui n'est-elle pas en définitive «un processus sans fin» à la conjonction de phénomènes divers, nombreux et contradictoires qui relèvent des sociétés, des cultures, des parcours historiques, des sciences, des arts, des pratiques économiques et sociales et des influences entre les nations ? Si non comment expliquer les pieds de nez que nous assènent la dure réalité actuelle caractérisée par un retour combien inexplicable et inexplicable d'un conservatisme messianique puissant représenté par l'administration républicaine US et décidément fortement implanté dans un pays à la pointe du modernisme com-

me les Etats-Unis ? Aussi faut-il se demander si à la différence de la société qui heureusement semble à la pointe du combat pour la modernité entendue comme émancipation, ce ne serait pas «nos élites» qui, dépassées, en viendraient à «revendiquer» à travers la question linguistique une sorte de statut spécial. Un peu comme les colons.

### LA GUERRE DE LIBÉRATION ET L'INDÉPENDANCE ONT BOULEVERSE LES VALEURS.

Toutes les guerres bouleversent les valeurs. C'est la paix qui permet la reconstruction des valeurs. Mais la reconstruction des valeurs se fait par la société. Et comme la société a été changée par la guerre tant du point de vue de la constitution, de la mobilité interne et externe, des conditions économiques, culturelles et politiques, la reconstruction participe aussi de la reconstitution ou non des valeurs antérieures jamais en totalité et toujours avec l'émergence de valeurs nouvelles. Ainsi va le monde et nul ne peut s'y opposer. Chaque société crée ses propres lois, non en fonction de ce qui a été vécu mais en fonction de son vécu propre et de sa perception de ses aspirations et de son devenir. C'est un processus de destruction-création. Ainsi va-t-il des relations individuelles, collectives, familiales et sociales. Ainsi va-t-il également des relations économiques et politiques. On peut admettre que l'Indépendance n'a pas été à la hauteur des attentes tant il est vrai que ces attentes se sont au fur et à mesure des années transformées en attente. En attente du social à l'avant garde duquel se situait «les élites» sociales. Celles-là mêmes qui parlent d'alternatives ! Alors ! Novembre victime du révisionnisme ? C'est d'abord aux élites authentiques de répondre.

\* Journaliste Indépendant

### Débat sur l'«identité nationale» en France

## Les dirigeants politiques actuels seraient-ils dignes de gouverner un pays comme la France ?

Par Fayçal Megherbi

En effet, le ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire a présenté une sorte de Grenelle de l'identité nationale, un «grand débat» en deux volets «identité nationale» et «apport de l'immigration à l'identité nationale»<sup>2</sup>.

Un rappel historique s'impose : Pendant la campagne présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy était accusé d'utiliser ce sujet pour récupérer une partie de l'électorat du Front national. Un tollé a été provoqué après la création inédite en République d'un ministère en charge de cette question qui semble s'être banalisée avec le temps<sup>3</sup>.

Le 27 octobre 2009, Nicolas Sarkozy visite une ferme dans le Jura, présente quelques mesures en faveur du monde agricole, et puis, il enfonce le clou en déclarant : «La France a un lien charnel avec son agriculture, j'ose le mot : avec sa terre. Le mot «terre» a une signification française et j'ai été élu pour défendre l'identité nationale française.» Il est difficile de ne pas ressentir quelques relents pétaïnistes volontairement provocateurs dans ces déclarations<sup>4</sup>. Par la suite, le gouvernement, qui suivait cette logique politique, a lancé certaines mesures telles qu'une campagne d'«instruction civique» pour les adultes ; l'obligation faite aux mineurs de «chanter la Marseillaise» ; le projet de loi contre le port de la burqa, un phénomène marginal en France, présenté comme «contraire» à l'«identité nationale» ; les expulsions massives ; la mise en place de quotas d'«immigration choisie» sur des critères économiques ; la notion de droit d'asile vidée de son sens ; et, l'insertion d'un contrat d'intégration républicaine pour les étrangers qui entrent et séjournent sur le territoire français et celle d'un «entretien d'assimilation» préalable aux naturalisations... Devant toutes ces mesures, il est légitime de se poser, aujourd'hui, la question suivante : Ou veulent-ils nous emmener ? Allons-nous vers une rupture avec l'«exception positive» française, en s'aliénant aveuglément sur tout ce qui se passe de négatif ailleurs et oubliant les acquis des droits humains qui font la réputation de ce pays ? Le gouvernement actuel explique, notamment, en justifiant les expulsions de ressortissants étrangers en situation irrégulière, en l'occurrence des Afghans, vers leur pays en guerre sur l'existence de telles reconduites à la frontière en Grande Bretagne et que la France peut aussi le faire par imitation. Etrange cet argument venant d'un gouvernement qui a décidé de lancer un «grand débat» sur l'«identité nationale». Toutes les politiques inhumaines mises

Dimanche 25 octobre 2009, la messe est dite par M. Eric Besson<sup>1</sup>, ministre de l'«ouverture», en annonçant le débat sur l'«identité nationale» et «la fierté d'être français» qui s'ouvrira, dès le 2 novembre et jusqu'en février 2010, dans les préfetures et Sous-préfetures en France.

en place par le président, Nicolas Sarkozy, et son gouvernement ainsi que le comportement indigne de certains représentants clés du gouvernement déshonorent et viol le pacte républicain français considéré comme une référence par la plupart des Etats de la Communauté internationale. La question migratoire : Le Comité Inter Mouvements Auprès Des Evacués (Cimade) a publié dans son dernier rapport<sup>5</sup> le coût de l'expulsion à un prix complètement déraisonnable (environ 27 000 euros par sans-papier «éloigné»). Cette Organisation non gouvernementale souligne aussi que 230 enfants ont été emprisonnés en 2008, au prix de troubles et traumatismes divers. Le rôle positif de la colonisation : La loi française n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés est une loi dont l'article 4 a été très contesté pour son ingérence dans l'histoire coloniale<sup>6</sup>. A la suite de l'adoption de cette loi plusieurs réactions de consternations, dans les DOM-TOM et anciennes colonies, ont été faites entendu, en Guadeloupe, Guyane, Martinique et en Algérie. Certains dirigeants politiques actuels ont-ils une éthique, une morale républicaines et respectent-ils les valeurs constitutionnelles qu'ils veulent inculquer aux immigrés vivant en France et qui sont souvent accusés d'être une réelle menace à l'«identité nationale» ? Plusieurs facteurs nous poussent à s'interroger sur cette question. En effet, les discours et déclarations litigieuses du Président Sarkozy, de certains membres de son gouvernement et ses haut-fonctionnaires ont suscité plusieurs polémiques, voire des condamnations unanimes, par les gouvernements étrangers et représentants de la société civile en France et à l'étranger. Nous pouvons rappeler le discours malheureux de Nicolas Sarkozy à Dakar<sup>7</sup>, la polémique survenue à la suite du soutien inconditionnel de Frédéric Mitterrand<sup>8</sup>, ministre de la culture, à Roman Polanski<sup>9</sup>. Sur un autre registre, nous relevons les propos controversés de Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur. Ce dernier devant «des membres [...] d'un réseau de promotion de la diversité dont fait notamment partie Rama Yade<sup>10</sup>», en racontant ce souvenir : «Cet été, sur une aire d'autoroute, je rencontre cinq personnes noires. Comme elles ont l'air de me reconnaître, je vais vers elles

pour les saluer et je leur demande : Vous êtes d'où ? De Caen - Oui d'accord, mais vous êtes d'où ? - Ben... de Caen. Heureusement, j'ai compris à temps et je n'ai pas insisté. C'est là que j'ai compris toute la profondeur de ma mission<sup>11</sup>». Le 5 novembre 2008 sur BFM, il estime que l'élection de Barack Obama avait «un côté symbolique puisque chacun sait qu'[il] est d'une famille issue de l'immigration» ; puis il ajoute : «C'est le témoignage que le défi de l'intégration peut être relevé». Sachant que le nouveau président américain est né à Hawaii, un des États de l'Union, (que sa mère est elle-même de type «caucasienne» (en reprenant la terminologie en vigueur sur les documents officiels) et qu'il n'a jamais été élevé par son père, Kenyan, qui a quitté la famille alors que son fils n'avait que deux ans<sup>12</sup>). Lors de l'émission Le Grand Journal du 24 février 2009, Brice Hortefeux a déclaré «je suis compatriote bénoîsin» en exhibant un passeport diplomatique<sup>13</sup>. Lors de l'université d'été 2009 de l'UMP, à Seignosse dans les Landes, il déclare, posant pour une photo avec un jeune militant d'origine maghrébine : «Il ne correspond pas du tout au prototype. Il en faut toujours un. Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes». La scène a été filmée par une équipe de Public Sénat qui a décidé de ne pas la diffuser. La vidéo de cet échange est exploitée par Le Monde et déclenche la polémique. Le Mouvement contre le racisme et pour

l'amitié entre les peuples a porté plainte pour injures raciales, et a demandé la démission du ministre. Sans oublier, bien sur les propos de Paul Girot de Langlade<sup>14</sup>, occupant la fonction de préfet.

### Conclusion :

Jamais la France n'a lié sa politique de gouvernement par rapport aux étrangers. Elle a toujours considéré l'apport des autres nationalités comme une chose positive. Ce «grand débat» sur l'«identité nationale» se présente comme un sujet basement électoraliste, une opération de diversion et de conquête d'un certain électorat et de re-fidéliser un électorat anciennement lepéniste, qui avait déjà massivement rallié Nicolas Sarkozy en 2007 avant de se détacher de lui progressivement au cours de ces deux dernières années avant les élections régionales. Pourtant, il y a un vrai sujet qui doit être abordé et traité par les représentants de la France officielle : les chiffres du chômage. Encore 45 000 chômeurs de plus en septembre 2009, soit 3,47 millions de personnes inscrites à pôle emploi. La France, au total, frôle les 5 millions d'exclus du travail. Désolant, aussi la demande et le défi lancé par la vice-présidente du Front national, Marine Le Pen, d'être reçue par le président Nicolas Sarkozy afin de lui présenter des propositions pour un «Grenelle de l'identité nationale». «Le président Sarkozy a lancé une proposition de débat, le FN dit «chiche», a déclaré Marine Le Pen. Selon un sondage réalisé par l'institut BVA, 64 % des Français considèrent que l'objectif principal du gouvernement avec le débat sur l'identité nationale correspond «avant tout» à une «volonté de mobiliser les électeurs de droite en vue des élections régionales<sup>15</sup>». Finalement, nous pouvons conclure que la majorité des français n'est pas dupe.

\*Responsable juridique dans une ONG à Paris

Note :  
1 Eric Besson, né le 2 avril 1958 à Marseilles (France), d'une mère, Marie-Thérèse Muss, d'origine libanaise, est un homme politique français. Il était membre du Parti socialiste de 1993 à 2007. Membre du Donatiste (Dinme) depuis 1995, il est député de la deuxième circonscription de la Drôme de 1997 à 2007 (sous l'étiquette du PS jusqu'au 21 février 2007, sans étiquette par la suite). Il démissionne de son mandat de secrétaire national à l'économie du PS le 21 février 2007 et rejoint l'équipe de campagne de Nicolas Sarkozy au soir du premier tour de l'élection présidentielle de 2007. Pour y coordonner le «pôle gauche». En septembre 2009, il est ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire du gouvernement François Fillon. Il démissionne le 15 janvier 2009.  
2 Marianne, «L'identité nationale», c'est quoi ? du 1 novembre 2009  
3 L'Express, «La «démocratie pénale»», du 28 octobre 2009  
4 Ibidem  
5 Rapport n° 9 de la CIMADE sur les Centres et lieux de rétention administrative pour l'année 2008  
6 Le 25 janvier 2006, suite aux déclarations de Jacques Chirac, le Premier ministre Dominique de Villepin a demandé au Conseil constitutionnel de constater le caractère réglementaire du décret de l'article 4 de la loi du 23 février 2005 afin de permettre sa suppression par décret et d'interdire un débat au Parlement. Le 31 janvier 2006, le Conseil constitutionnel a constaté le caractère réglementaire du décret et le 15 février 2006 le décret n°2006-160 est venu l'abroger.  
7 A l'occasion d'un colloque international sur les trajectoires à Dakar du 26 juillet 2007, Nicolas Sarkozy déclarait que «le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez éduqué dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'habileté de s'adapter à son environnement, ne connaît que l'éternel recommencement du temps d'une histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'habileté de s'adapter à son environnement, ne connaît que l'éternel recommencement du temps d'une histoire».  
8 Frédéric Mitterrand, né le 21 août 1947 à Paris, est une personnalité du milieu culturel et médiatique français.  
9 Frédéric Mitterrand, né le 21 août 1947 à Paris, est une personnalité du milieu culturel et médiatique français.  
10 Rama Yade, nom usuel de Rama Haroulaye Yade, née le 13 décembre 1976 à Dakar (Sénégal), est une femme politique française. Elle est membre de l'UMP. Elle a été secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires étrangères et des Droits de l'Homme, à partir du 19 juin 2007. Le 23 juin 2009, elle a été nommée secrétaire d'Etat chargée des Sports au gouvernement François Fillon II.  
11 D'après Le Canard enchaîné, Hortefeux a le verbe à l'écrit : «Il est le Journal du dimanche, du 11 septembre 2008.  
12 Catherine Corbelli, «Obama, modèle d'immigration ? révisé selon Hortefeux (archivé)», 6 novembre 2008, Libération (blog des journalistes). Mis en ligne le 6 novembre 2008, consulté le 11 septembre 2009.  
13 Le Matin Estival des Propos de Brice Hortefeux au cours de l'émission «Le Grand Journal» de Canal Plus du 24/02/09 «à sa compatriote bénoîsine», 26 février 2009  
14 Selon une rumeur, le 31 juillet 2009, à l'aéroport d'Orly, il aurait déclaré à un employé de sécurité de la société Securitas : «on se croirait en Afrique (...) il n'y a que des Noirs ici».  
15 Le Monde, «Le thème de l'identité nationale droite à droite comme à gauche», du 29 octobre 2009



## EXPOSITION ALGERIENNE SALLES DE BAINS et LUMIERES

Du 03 au 05 novembre 2009

Palais des Expositions  
Alger Algérie.

Les meilleures opportunités, pour vous, professionnels des cuisines, salles de bains et éclairage en quête de nouvelles affaires, elles vous sont offertes.

Les leaders des fournisseurs, les fabricants et les plus récents des derniers équipements de cuisines, salles de bains et éclairage guideront votre compagnie vers l'avenir.

Visitez l'Exposition Algérienne Cuisines,  
Salles de Bains et Éclairage

Organisez votre calendrier et projetez de visiter  
L'unique manifestation commerciale réservée  
Exclusivement à votre domaine.

Pré inscrivez vous dès maintenant pour admission gratuite au site :  
www.new-fields.com ou complétez ce formulaire et faxez le  
maintenant au : 021.82.46.95.

New-Fields

Nom: \_\_\_\_\_ Titre: \_\_\_\_\_  
Compagnie: \_\_\_\_\_  
Téléphoné: \_\_\_\_\_ Fax: \_\_\_\_\_  
E-mail: \_\_\_\_\_  
Activité: \_\_\_\_\_

LEQ-09

L'espace d'exposition disponibilité limitée. Pour des renseignements quant à  
participer à Algérie Cuisines, Salles de Bains et Éclairage Expo 2009 appelez-le :  
021.82.46.92, 0797 88 30 43, 0792 88 02 01, 0797 88 31 32, 0797 77 56 58

Produit par : New-Fields Exhibitions Dubaï, Emirats Arabes Unis.  
Tél : +971.4.268.6870 Fax : +971.4.262.4569.

### Horaires d'ouvertures

Mardi  
3 Novembre: de 10h00 à 18h00  
Mercredi  
4 Novembre: de 10h00 à 18h00  
Jeudi  
5 Novembre: de 10h00 à 18h00

## 5<sup>e</sup> exposition Algérienne EAU ET ÉLECTRICITÉ

AEW 2009

Du 03 au 05 novembre 2009

Palais des Expositions  
Alger Algérie.

Les meilleures opportunités, pour vous, professionnels de l'eau et électricité en  
quête de nouvelles affaires ; elles vous sont offertes.

Les leaders des fournisseurs, les fabricants et les plus récents des derniers  
équipements d'eau et électricité guideront votre compagnie vers l'avenir.

Visitez Algérie Eau et Électricité Expo 2009

Organisez votre calendrier et projetez de visiter  
L'unique manifestation commerciale réservée  
Exclusivement à votre domaine.

Pré inscrivez vous dès maintenant pour admission  
gratuite au site : www.new-fields.com ou complétez ce formulaire et  
faxez le maintenant au : 021.82.46.95.

New-Fields

Nom: \_\_\_\_\_ Titre: \_\_\_\_\_  
Compagnie: \_\_\_\_\_  
Téléphoné: \_\_\_\_\_ Fax: \_\_\_\_\_  
E-mail: \_\_\_\_\_  
Activité: \_\_\_\_\_

LEQ-09

L'espace d'exposition disponibilité limitée. Pour des renseignements quant à  
participer Eau et Électricité Expo 2009 appelez-le : 021.82.46.92, 0797 88 30 43,  
0792 88 02 01, 0797 88 31 32, 0797 77 56 58

Produit par : New-Fields Exhibitions Dubaï, Emirats Arabes Unis.  
Tél : +971.4.268.6870 Fax : +971.4.262.4569.

### Horaires d'ouvertures

Mardi  
3 Novembre: de 10h00 à 18h00  
Mercredi  
4 Novembre: de 10h00 à 18h00  
Jeudi  
5 Novembre: de 10h00 à 18h00

### troisième exposition

## INCENDIES, SURETE ET SECURITE

Du 03 au 05 novembre 2009 Palais des Expositions, Alger Algérie

Les meilleures opportunités, pour vous, professionnels de l'incendie, sûreté et  
sécurité en quête de nouvelles affaires, elles vous sont offertes.

Les leaders des fournisseurs, les fabricants et les plus récents des derniers  
équipements d'incendie, sûreté et sécurité guideront votre compagnie vers  
l'avenir.

Visitez Algérie Incendie, Sûreté et Sécurité Expo 2009

Organisez votre calendrier et projetez de visiter  
L'unique manifestation commerciale réservée  
Exclusivement à votre domaine.



### Horaires d'ouvertures

Mardi  
3 Novembre: de 10h00 à 18h00  
Mercredi  
4 Novembre: de 10h00 à 18h00  
Jeudi  
5 Novembre: de 10h00 à 18h00

Pré inscrivez vous dès maintenant pour admission gratuite au site :  
www.new-fields.com ou complétez ce formulaire et faxez le  
maintenant au : 021.82.46.95.

New-Fields

Nom: \_\_\_\_\_ Titre: \_\_\_\_\_  
Compagnie: \_\_\_\_\_  
Téléphoné: \_\_\_\_\_ Fax: \_\_\_\_\_  
E-mail: \_\_\_\_\_  
Activité: \_\_\_\_\_

LEQ-09

L'espace d'exposition disponibilité limitée. Pour des renseignements quant à  
participer à Incendies, Sûreté et Sécurité Expo 2009 appelez-le :  
021.82.46.92, 0797 88 30 43, 0792 88 02 01, 0797 88 31 32, 0797 77 56 58

Produit par : New-Fields Exhibitions Dubaï, Emirats Arabes Unis.  
Tél : +971.4.268.6870 Fax : +971.4.262.4569.



### FERTIAL SPA

au capital social de 17.697.000.000 DA  
RC : 0363222 B01 NIF 0001 2303 63222 09  
Usine d'Arzew

### CONDOLÉANCES

Le Directeur, le Conseil Syndical et l'ensemble des  
Travailleurs de FERTIAL Usine d'Arzew, profondément  
touchés par le décès du père de leur collègue Mlle HABIB  
MAMMAR LALIA, présentent à toute sa famille leurs sincères  
condoléances et l'assurent de leur profonde sympathie.  
Puisse Dieu, lui accorder Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir  
en Son Vaste Paradis. «A DIEU nous appartenons  
et à LUI nous retournons».

### ENTREPRISE PUBLIQUE DES TRAVAUX ROUTIERS D'ORAN

37, Avenue des Martyrs de la Révolution - EL HAMRI - ORAN  
TEL: 041 35 46 01 / 041 35 18 78 - TEL/FAX: 041 35 47 83

## Avis d'Appel d'Offres Restreint N° 04/2009...

L'Entreprise Publique des Travaux Routiers d'Oran lance un avis d'appel d'offres  
pour des travaux de fraissage de chaussées existantes dans la wilaya d'Oran sur  
une épaisseur de Quatre (04) à Six cm (06).

Les soumissionnaires peuvent retirer le cahier des charges auprès du Service Tech-  
nique de l'Entreprise moyennant la somme de 1000.00 DA.  
Les offres doivent parvenir au plus tard Huit (08) jours après la parution de cet avis.

L'enveloppe extérieure devra être anonyme et ne porter que la mention suivante:

- Fraissage de chaussées - à ne pas ouvrir  
suivant Appel d'Offres N° 04/2009.

## ORAN

P. 16 & 17

**Départ des deux premiers groupes de hadjis**

**Les étudiants de l'Institut des sciences humaines en grève**

**Réhabilitation de 50 km du réseau et 5.000 points lumineux, Oran veut voir plus clair**

**Tramway, l'axe principal d'Es-Sénia deviendra une piétonnière**

**Vente de cheptel, 58 points de vente autorisés**

**Port d'Oran, de nouveaux équipements attendus**

**Hépatite, les spécialistes déplorent l'absence d'un schéma de prévention**

**Ouverture aujourd'hui de l'année judiciaire**

## ORANIE

P. 18 & 19

**Aïn Témouchent**

**C'est parti pour le revêtement de la chaussée**

**Un mieux pour les installations sportives**

**Tlemcen**

**12 ans de prison pour trafic de drogue**

**Sidi-Bel-Abbès**

**Que devient la biennale du cinéma ?**

**Tiaret**

**512 logements sociaux prochainement distribués**

**Frenda**

**Douze blessés dans un cortège nuptial**

**Oued El-Abtal**

**20 familles relogées**

**Tissemsilt**

**Le gaz pour Boukaïd et Lazharia**

### Cinq grammes de cocaïne saisis à Oran Est

Une quantité de 5 grammes de cocaïne a été saisie dernièrement par les éléments de la brigade des stupéfiants relevant de la sûreté de la wilaya d'Oran, a-t-on appris, hier, de sources judiciaires. En effet, c'est au cours d'un contrôle routier que les services concernés ont intercepté un véhicule de marque Renault Kangoo à hauteur de l'hôtel Sheraton dans la zone Est d'Oran. Lors de la fouille, les enquêteurs ont découvert une quantité de 5 grammes de cocaïne en possession du conducteur, en plus d'une somme d'argent de 150.000 DA.

En effet, l'enquête diligentée dans ce cadre a révélé que la personne arrêtée dans le cadre de cette affaire faisait déjà l'objet de recherches par les services de sécurité. Ainsi et en attendant d'autres détails sur cette affaire, il y a lieu de noter que les investigations se poursuivent pour identifier la provenance de cette quantité de drogue dure et sa destination finale. Le mis en cause sera présenté, aujourd'hui, au tribunal de cité Djamel.

Rappelons qu'une quantité d'un kilogramme de cocaïne a été saisie, il y a une année, par les services de sécurité dans un appartement situé à la rue Khemisti, en plein coeur d'Oran. Une saisie qui vient après la prise record effectuée dans le centre du pays et où les services de la sûreté d'Alger avaient mis la main sur près de 20 kg de cocaïne.

K. Assia

### Effondrement dans un immeuble à Bel Air 21 familles dans la rue

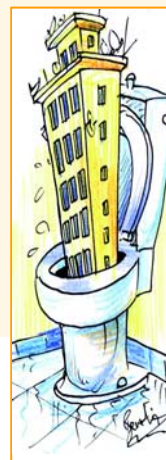


Ph.: B. H. Karim

### Tranche de Vie

Par El-Guellil

#### Moul el meïda



**I**l se demandait un jour, notre grand Blaoui El Houari, puisse Dieu nous le garder en bonne santé, pourquoi Sidi Abdelkader, le ouali, était appelé «moul el meïda». On le saura après.

Cela doit être pareil partout. Pas seulement dans ma ville. C'est du kif-kif ici et là, car la carte mentale et le disque dur sont les mêmes dans cette géographie tracée par les frontières du nimpottequisme qui s'impose à nous.

Nos cités se transforment, c'est visible à l'oeil nu. Les rez-de-chaussée des immeubles autrefois boudés, à cause du bruit et du va-et-vient incessant, ont vu leur chène augmenter. Ces appartements sont courtisés par les «investisseurs» (c'est un trop gros mot) qui les restaurent et les transforment en commerces quitte à défoncer les murs porteurs. Pour investir des créneaux porteurs. N'oubliez surtout pas que ça vole haut, même si ça a volé haut là-haut sur la montagne. La ville coule et tout est cool. Koul ya meskine. Koul ya zoufri. Koul quand tu es pressé. Il y en a pour tou-

tes les bourses et de quoi satisfaire tous les goûts. Dans les quartiers populaires, c'est la karantita ou kalandika à consommer sur place ou à emporter. C'est rien comme investissement, mais ça peut rapporter gros. C'est ce qu'on appelle les «quatre saisons».

Au centre-ville, de grands magasins, des lieux repaires de la ville deviennent repères de bouffeurs. Alors là, c'est sauce qui peut. Des pyramides de «chich kabab» aux couleurs pas très claires trônent à l'entrée. Des jeunots accoutrés de tenues voyantes, tout sourire, sont derrière les comptoirs, gros couteaux à la main servant khobza sur khobza. Ça pousse comme des champignons. Et comme les champignons, il y en a qui sont douteux. Cela doit être pareil dans toutes les villes, sur les grandes artères de la ville d'Oran, entre deux pizzerias, s'installe un «akloun khafif». Entre deux «chich kabab», une pâtisserie orientale. De la mangeaille, rien que de la mangeaille. Là, j'ai compris pourquoi Sidi Abdelkader enterré sur les hauteurs du Moudja-djo, présageant le devenir d'Oran, s'est fait appeler «Abdelkader moul el meïda».

Il manque dans ce paradis de la bouffe, un investissement qui pourrait être très rentable. Des toilettes publiques et tirons la chasse sur l'urbanisme !



### ALGÉRIE FERRIES

ORAN / ALICANTE	
DI 08- 18h00	LU 09- 07h00
ALICANTE / ORAN	
MA 03- 19h00	ME 04 - 07h00
ORAN / MARSEILLE	
ME 07- 12h00	JE 08 - 13h00
MARSEILLE / ORAN	
LU 05- 11h00	MA 06 - 14h00

### TRAINS

#### ORAN - ALGER

Départ	Arrivée
06h35	11h43
07h45	12h15
12h30	18h08
15h00	19h30

#### ALGER - ORAN

06h30	11h50
07h45	12h15
12h30	17h48
15h00	19h30

#### ORAN - SIDI BEL ABBES

#### SIDI BEL ABBES - ORAN

05h50	07h08
-------	-------

#### ORAN - TLEMCEEN

08h00	09h50
12h45	14h35
18h00	19h50

#### TLEMCEEN - ORAN

05h40	07h30
10h10	12h00
15h00	16h50

#### ORAN - MAGHNIA

12h45	16h24
16h40	20h19

#### MAGHNIA - ORAN

04h30	08h09
16h40	20h20

#### TLEMCEEN - MAGHNIA

17h00	18h10
-------	-------

#### MAGHNIA - TLEMCEEN

06h00	07h07
-------	-------

#### ORAN - CHLEF

10h45	12h51
16h10	18h18

#### CHLEF - ORAN

06h00	08h08
13h45	15h53

#### ORAN - RELIZANE

16h50	18h38
-------	-------

#### RELIZANE - ORAN

05h45	07h39
-------	-------

#### ORAN - TÉMOUCHENT

13h30	14h31
17h02	18h03

#### TÉMOUCHENT - ORAN

06h15	07h15
15h05	16h05

### TÉLÉPHONES UTILES ORAN

Ass.des consommateurs:	041 29 65 59
Algérie Télécom:	-Dérangements: 12 -Renseignements: 19
Hôpital d'Oran:	041 41 39 26 041 41 39 28
Hôpital d'El Mohgoun:	041 47 89 53 041 47 89 54 041 47 89 54
SAMU:	041 40 31 31
Protection civile:	041 41 34 00/05 14
Sûreté de wilaya:	041 32 44 70
Police secours:	17
Télégraphe:	13
Gendarmerie Nationale:	041 40 22 92
Aéroport d'Oran:	041 51 11 53 041 59 10 31/40
Air Algérie:	041 42 72 05/06/07
Sonelgaz:	041 35 30 60 041 35 30 71
Gare ferroviaire:	041 40 15 02
SEOR:	041 35 50 40 041 53 04 42
Djezzy:	777
Mobilis:	505
Nedjma:	333
Taxi Aziz services:	015.540.540 041.41.76.59/60 041.34.63.64 041.34.59.01 0555.05.55.95 0555.05.55.94
Ali Taxi	

### TÉLÉPHONES UTILES ALGER

Air Algérie:	021.50.94.98
	021.50.92.34
Air France:	021.73.16.10 021.70.27.20 021.98.04.04 www.airfrance.dz
Aigle Azur:	021.50.91.91
Gare routière:	021.49.71.51 à 54
SAMU:	021.23.50.50
Urgences Médicales:	115
Sûreté de la Wilaya:	021.73.53.50
Gendarmerie:	021.76.41.97
Centre antipoison:	021.96.49.43
Dépannage Gaz:	021.68.44.00
Dépannage Electricité:	021.15.20.23
Protection Civile:	021.71.14.11

### TÉLÉPHONES UTILES CONSTANTINE

ASS. des consommateurs:	031.96.47.65
Algérie Télécom:	- Dérangements: 12 - Renseignements: 19
Hôpital:	031.92.49.16 031.64.29.72
SAMU:	031.64.12.12 13.13 / 14.14 031.66.97.56 031.92.14.14 14
Sûreté de wilaya:	031.92.64.81
Police-Secours:	17
Gendarmerie :	031.92.64.71 031.92.80.36 / 26 031.81.01.01 / 09 031.92.70.70 031.93.14.81
Aéroport:	031.93.23.13/56
Wilaya:	031.92.92.20 031.92.79.01
Sonelgaz:	031.94.02.47/48
L'Agence des eaux:	031.82.36.69 031.82.38.50
Gare ferroviaire:	031.64.19.88

### AIR ALGÉRIE

Vol	Arrivée	Type
<b>Jeu</b>		
Alger - Oran	10h15	ATR
Alger - Oran	12h30	ATR
Alger - Oran	18h30	ATR
Alger - Oran	19h00	B736
Alger - Oran	19h15	M153
Alger - Oran	20h00	ATR
Annaba - Oran	20h30	B738
Biskra - Oran	18h00	ATR
Timimounne - Oran	13h15	ATR

Vol	Départ	Type
Oran - Alger	07h15	B736
Oran - Alger	15h15	M151
Oran - Alger	10h45	ATR
Oran - Alger	19h00	ATR
Oran - Alger	20h30	ATR
Oran - Annaba	21h20	B738
Oran - Biskra	14h00	ATR
Oran - Timimounne	07h55	ATR

Vol	Arrivée	Type
<b>Vendredi</b>		
Alger - Oran	07h45	B738
Alger - Oran	10h15	ATR
Alger - Oran	12h15	ATR
Alger - Oran	16h15	ATR
Alger - Oran	18h30	ATR
Alger - Oran	19h15	B736
Constantine - Oran	19h10	ATR
Mecheria - Oran	15h20	ATR

Vol	Départ	Type
Oran - Alger	07h15	B736
Oran - Alger	10h15	ATR
Oran - Alger	12h45	ATR
Oran - Alger	16h00	ATR
Oran - Alger	16h45	M150
Oran - Alger	18h30	M153
Oran - Alger	19h15	B738
Oran - Alger	19h00	ATR
Oran - Constantine	16h00	ATR
Oran - Mecheria	12h15	ATR

### INTERNATIONAL

Destination	Arrivées	Type
<b>Jeu</b>		
Lyon - Oran	14h00	M151
Paris-Orly - Oran	15h20	B736
Oran - Paris-Orly	08h30	B736
Oran - Lyon	08h50	M151
Oran - Jeddah	17h30	B736
<b>Vendredi</b>		
Paris-Orly - Oran	15h20	B736
Toulouse - Oran	13h30	B738
Marseille - Oran	17h30	B153
Allicante - Oran	17h45	B738
Casablanca - Oran	11h30	M153
Jeddah - Oran	06h40	B763
Oran - Paris-Orly	08h30	B738
Oran - Marseille	12h45	M153
Oran - Toulouse	09h00	B738
Oran - Casablanca	07h45	M153
Oran - Allicante	14h45	B738

### AIGLE AZUR

<b>Jeu</b>		
Marseille - Oran	11h45	A319
Paris-Orly - Oran	17h40	A321
Oran - Marseille	12h45	A319
Oran - Paris-Orly	18h40	A321
<b>Vendredi</b>		
Orly - Oran	17h20	A321
Oran - Paris-Orly	18h40	A321

الخطوط التونسية TUNISAIR	
Tunis/ Oran	Oran / Tunis
<b>Jeu</b>	
Arivée	Départ
10h50	12h30



Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage

Billets	Achat	Vente
1 USD	71,25	75,61
1 EUR	105,70	112,18
1 CAD	66,74	70,86
1 GBP	116,65	123,80
100 JPY	78,14	82,94
1 SAR	19,00	20,16
1 KWD	248,95	264,54
1 AED	19,40	20,59
100 CHF	6.988,05	7.415,98
100 SEK	1.024,59	1.088,17
100 DKK	1.420,06	1.507,00
100 NOK	1.261,38	1.341,34

Chèques de voyage	Achat	Vente
1 USD	71,97	75,61
1 EUR	106,77	112,18
1 CAD	67,42	70,86
1 GBP	117,83	123,80
100 JPY	78,94	82,94
100 CHF	7.059,00	7.415,98
100 SEK	1.034,99	1.088,17

### COURRIER EXPRESS

#### KAZI - TOUR

Alger : 021.49.70.84  
Oran: 041.58.77.56  
Mostaganem: 070.91.38.03  
Tlemcen: 070.87.96.35

#### TRANSPORTEUR SAFIR

Oran - Alger: 061.20.20.45  
Constantine: 072.45.78.62  
El Eulma: 072.90.40.89  
El Eulma - Sétif: 071.43.61.49

ANDERSON NATIONAL EXPRESS	
Groupage marchandises	
Oran :	070.32.59.29 / 070.94.69.31 / 070.92.87.28
Alger :	021.51.33.44
Fax :	021.51.47.27

### MÉTÉO

JEUDI	VENDREDI
<b>ORAN</b>	
Averses / Vent Max.24 -Min.11	Légère pluie Max.21 -Min.9
<b>MOSTAGANEM</b>	
Averses éparses Max.25 -Min.11	Averses éparses Max.21 -Min.9
<b>TLEMCEEN</b>	
Averses éparses Max.24 -Min.9	légère pluie Max.19 -Min.8
<b>MASCARA</b>	
Averses éparses Max.23 -Min.7	Averses éparses Max.19 -Min.5
<b>TIARET</b>	
Averses éparses Max.19 -Min.4	Averses éparses Max.14 -Min.2
<b>CHLEF</b>	
Averses éparses Max.23-Min.16	Averses éparses Max.20- Min.10
<b>BÉCHAR</b>	
Ensoleillé Max.27-Min.12	Ensoleillé Max.24 -Min.11
<b>ALGER</b>	
Légère pluie Max.22 -Min.8	Averses Max.19 -Min.7
<b>CONSTANTINE</b>	
Peu nuageux Max.20 -Min.8	Légère pluie Max.17 -Min.7
<b>ANNABA</b>	
Peu nuageux Max.23-Min.12	Peu nuageux Max.19 -Min.11





L'artiste peintre Said Chender expose à la galerie du siège de Sonatrach Aval

### CINEMATHEQUE D'ORAN

#### LE CINEMA ET LA GUERRE DE LIBERATION

Commémoration du 55<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale.

► 04 et 07 novembre à 14h30

#### «LES SACRIFIÉS»

De Okacha Touita. Algérie/1982.  
Avec Miloud Khetib, Christine Dejoux, Patrick Chesnais



Des militants algériens, sous De Gaulle et Papon, s'affrontent à la police française, mais également entre eux.

► 05 et 08 novembre à 14h30

#### «DÉCEMBRE»

De M.L. Hamina. Algérie/1971

#### 4 peintres de Maghnia Exposit du 1er au 12 novembre



9, rue Ho Chi Minh - Oran



- MUSTAPHA SOUDJI



- ABDELKADER ARZAZI



- ABDELKADER MAHBOUB

- AHMED HAMIDI



### THEATRE REGIONAL D'ORAN

► Mercredi 4 novembre à 15h

Après-midi poétique avec Benothmane Abdelkader Bouchikhi Cheikh Assad Amouri  
Doct. Salah Abdelkader Mekti  
Ass/Culture Promo/Fille

► Jeudi 5 novembre à 18h



Auteur et metteur en scène:  
**Ahmed Aouni**  
Troupe: Mesrah El-Youm

► Vendredi 6 novembre à 10h30

#### «Malik El-Hairan»

Auteur: Abdelkhalek Houari  
Metteur en scène: Missoum Medjahri  
T.R.O

► Samedi 7 novembre à 16h

#### «Moutazaouej fi Otlal»

Auteur: Mourad Senouci  
Metteur en scène: Samir Bouanani  
H. Boulélis

► Mardi 10 novembre à 15h

#### «En-Nahla»

Auteur et metteur en scène: Abdelkhalek Houari  
T.R.O

### Instituto Cervantes

► Samedi 7 novembre à 15h  
Calle Santa Fe (Rue Santa Fe)

Instituto Cervantes  
Film chilien sorti en 2007 de Carmen Castillo  
C'est un documentaire sur l'engagement politique, au plus près de la vérité d'une femme chilienne, Carmen Castillo, qui survit à son compagnon, Miguel Enrique, chef de la résistance contre la dictature de Pinochet, mort au combat, rue Santa Fe, dans les faubourgs de Santiago du Chili, le 5 Octobre 1974.



### CENTRE CULTUREL FRANÇAIS DE TLEMCEN

► Jeudi 5 novembre à 19h30

Au restaurant El Machouar  
Concert musique: **Maria Dolores**



Maria Dolores chante à sa manière des airs éminemment connus de Dalida (l'histoire d'un Amour), Julio Iglesias (Pauvres diables), Consuelo Velasquez (Besame Mucho), Guy Machandaux (la Passionata), que des titres moins populaires de Pink Martini (la Soledad) ou Ruckan Desh Mosh (B.O de Chat Noir Chat Blanc) arrangés «maison», le répertoire de la chanteuse fait la part belle aux Latins Lovers sur des arrangements à l'accordéon, piano, congas et contrebasse.

### C R A S C

► Mercredi 4 novembre

Au Complexe des Andalous, Oran  
Colloque international

«Aménagement urbain et développement durable. 2ème rencontre»

Organisée en collaboration par l'Université des sciences et de la technologie, Mohamed Boudiaf - Oran (USTO), en collaboration avec le Centre de Recherche en Anthropologie sociale et culturelle (CRASC) et l'Université d'Es-Sénia - Oran.

► Mercredi 11 novembre

Journée d'études

«Le Vème centenaire de l'occupation d'Oran par le cardinal Cisneros 1509-2009»

Animée par l'équipe de recherche/CRASC : «Traduction et Présentation critique d'ouvrages et sources documentaires étrangères de l'Histoire de l'Algérie (XVI-XIX Siècle)».

### CENTRE CULTUREL FRANÇAIS D'ORAN



Les chaises  
d'Eugène Ionesco  
avec Jean-Paul Schintu et Véronique Daniel  
www.jean-paul-schintu.com

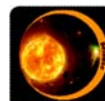
► Jeudi 12 novembre à 18h30 au CCF

► Lundi 9 novembre à 15h au Palais de la Culture - Mostaganem

Un couple de vieillards solitaires attend d'imaginaires invités auxquels il s'agit de transmettre un improbable message. Seul le nombre de chaises va croître de plus en plus vite. Pour combler le vide angoissant qui nous entoure, il faut entasser jusqu'à l'épuisement et la chute...



Humour, tendresse, regrets, angoisse de la mort, besoin d'être reconnu et de laisser une trace pour donner un sens à la vie.



Le soleil dans tous ses états

► Lundi 16 novembre à l'Université d'Oran Campus M. Taleb (ex :IGMO)



Time out trio  
Géraldine Laurent, Laurent Bataille et Manuel Marches  
http://www.christianpagard.com/lefilm.htm

► Mardi 17 novembre 19h30 au Conservatoire Municipal Ahmed Walib



Le trio propose une relecture de standards et quelques compositions pour un répertoire à la fois très accessible et très osé, la fougue de Géraldine et des deux membres du trio succédant à des moments intimes, avec comme constante, une musicalité toujours exacerbée.



Numidi-Art  
Laurent Pnx découverte CCF 2009

► Mercredi 18 novembre à 18h30 au CCF



### Effondrement dans un immeuble à Bel Air 21 familles dans la rue

K. Assia

Un véritable cri de détresse a été lancé, hier, par les 21 familles de l'immeuble vétuste situé au 27, rue Houari Belhouari, dans le quartier de Bel Air, après un effondrement partiel survenu dans deux appartements situés au deuxième étage. Pris de panique après l'évacuation au CHU d'Oran d'une femme asthmatique ayant eu un malaise, les sinistrés sont encore sous le choc et, selon eux, le pire risque de se produire dans les jours à venir. En effet, le bilan aurait pu être lourd si les enfants étaient dans la cour au moment de l'incident.

Sur les lieux, les habitants montraient des signes de panique. Les occupants du premier et deuxième étages sont restés coincés après l'effondrement du hall donnant sur la cour et séparant les entrées. Heureusement, ils ont pu

être dégagés après l'intervention des éléments de la protection civile. Ces derniers pour éviter d'éventuels blessés ont demandé l'évacuation urgente des lieux. Paradoxalement, cette mesure de prévention n'a pu être appliquée car les sinistrés n'avaient pas où aller. «Tout est en ruine maintenant, nous n'avons pas où aller», déplore une jeune habitante. Paniqués et livrés à elles-mêmes, ces familles ont peur de revivre le drame de 2004 où un père de famille est décédé dans un effondrement partiel survenu au premier étage. Ce drame ne cesse de hanter les esprits car le danger est permanent et les doléances des sinistrés n'ont jamais été prises en considération, indique-t-on.

Ainsi et tout en s'interrogeant sur le fait qu'un immeuble en ruine ait été classé en catégorie 2 au lieu de la catégorie 1, les concernés ne trouvent

pas toujours de réponse à une décision qui met en péril leur vie. «Regardez, les murs s'effritent et les toitures sont à ciel ouvert», clame un autre père de famille. Pire encore, les habitants craignent d'être ensevelis sous la bâtisse. «Nous sommes sur une grande fosse septique et les dégâts en cas d'effondrement peuvent être lourds», estiment les habitants, inquiets. Tout en dénonçant le danger qui les guette, les habitants ont précisé que toutes les démarches ont été entreprises pour faire aboutir leurs revendications, mais sans suite. En outre, les familles lancent un appel au wali d'Oran pour que la commission chargée du vieux bâti se rende sur les lieux et constate de visu ce qui se passe dans des appartements de deux pièces humides et abritant huit familles et réévalue le danger, ainsi que la classification de l'habitation.

### Les étudiants de l'Institut des sciences humaines en grève

Djamel B.

Les étudiants de l'Institut des sciences humaines et de la civilisation islamique ont entamé, hier, une grève illimitée pour protester contre ce qu'ils qualifient d'accumulation de problèmes pédagogiques qui entravent le cursus des étudiants. Selon des responsables de l'UGEL, initiateurs de cette action, les étudiants des trois départements ont répondu présent à l'appel de la grève illimitée, ceci, disent-ils, «pour inciter l'administration à prendre en charge les problèmes qui perdurent et qui ont fini par pousser à bout les étudiants». Nos interlocuteurs soulèvent à ce titre «le problème des relations entre les étudiants et les enseignants et notamment les abus d'autorité de certains enseignants, la désignation des représentants des étudiants par l'administration alors qu'en principe ces derniers doivent être élus par leurs pairs, la non consultation des représentants des étudiants, l'absence de dialogue, les problèmes de notation», entre autres.

Les représentants de l'UGEL indiquent, en outre, qu'une première action de protestation a été organisée mercredi dernier. «Nous avons entamé deux jours de grève, puis nous avons repris les études lundi, sans pour autant que nos revendications ne soient prises en charge. C'est pour cela que nous avons décidé de re-



Ph. : B. H. Karim

conduire la grève à partir d'aujourd'hui (hier, ndlr), soulignent les mêmes interlocuteurs. Tout en réaffirmant leur disposition au dialogue, les étudiants grévistes affirment qu'ils ne reprendront les cours qu'une fois leurs problèmes résolus. «L'administration doit intervenir et mettre un terme aux dépas-

sements de certains enseignants et rassurer les étudiants. Le cumul des problèmes ne fera qu'accentuer la colère des étudiants qui ont décidé de poursuivre leur protestation jusqu'à la satisfaction totale de leurs revendications», concluent les représentants des étudiants.

### Départ des deux premiers groupes de hadjis

Sofiane M.

Les deux premiers groupes de hadjis de l'Oranie se sont envolés, hier, à partir de l'aéroport international d'Es-Sénia vers les Lieux Saints sur deux vols assurés par Saudi Airlines et Air Algérie. Le premier vol programmé à 10h00 du matin a pris une heure de retard. L'avion de la compagnie saoudienne a décollé à 11h00 environ avec 171 pèlerins à bord. Un deuxième vol de la compagnie aérienne nationale avec 250 futurs hadjis était programmé à 17h00.

La menace de la grippe porcine semblait hier matin peser sur le départ du premier groupe de pèlerins vers les Lieux Saints. Dans la salle d'attente de l'aéroport, le personnel médical s'affairait à distribuer des masques et des flacons de liquide antiseptique aux pèlerins. Chaque hadji a eu droit à un

pack de 100 masques, pour un usage à raison de 3 par jour, deux flacons de liquide antiseptique et des mouchoirs en papier. Des prospectus contenant des conseils pratiques pour prévenir toute contamination par le virus de la grippe porcine ont été remis à cette occasion aux hadjis. Des vidéos publicitaires allant dans le même sens ont été diffusées à bord des avions.

Les vols vers les Lieux Saints se poursuivront jusqu'au 23 du mois en cours pour le transport de quelque 800 hadjis de la wilaya d'Oran ainsi que les 7.178 candidats au pèlerinage de six wilayas de la région Ouest. «Nous avons programmé 32 vols avec de grands porteurs à partir de l'aéroport international d'Es-Sénia pour le transport des hadjis de l'Oranie. Six autres vols sont programmés à partir des aéroports de Tlemcen et de Tiaret», confie une source de la direction régionale

de l'Air Algérie. Sur ces 38 vols à destination des Lieux Saints, seuls six vols seront assurés par des avions de la compagnie aérienne nationale. Le reste des vols, soit 32, seront pris en charge par des avions de la compagnie aérienne saoudienne affrétés par Air Algérie, précise notre source. Au total, la compagnie aérienne saoudienne va transporter quelque 5.600 hadjis de la région Ouest.

A propos du conflit apparu ces derniers jours et concernant les autorisations d'atterrissage, notre source rassure que tous les vols programmés à partir des trois aéroports de l'Ouest ont été autorisés par les autorités aériennes saoudiennes. A noter qu'en dépit des menaces de la propagation du virus de la grippe porcine, 36.000 hadjis algériens se rendront cette année aux Lieux Saints pour accomplir le pèlerinage.

### Réhabilitation de 50 km du réseau et 5.000 points lumineux Oran veut voir plus clair

Salah C.

Le projet de réhabilitation du réseau d'éclairage public s'étendant de l'aéroport d'Es-Sénia au plateau du Bel Horizon sur une distance de 43 kilomètres, de celui de Santa Cruz d'une longueur de 7 kilomètres (soit 50 kilomètres), ainsi que 5.000 points lumineux sur les 30.000 que compte la ville d'Oran, sera achevé d'ici la fin de l'année. C'est ce qu'a fait savoir hier le premier responsable de la direction de distribution d'Oran (DDO) lors d'un point de presse. Ce projet visant à mieux éclairer plus de sites consistera également à un choix d'équipements adéquats et moins dégradables comme c'est le cas du Bel Horizon, où les colonnes en acier seront remplacées par des poteaux en bois.

Le même responsable a précisé qu'en parallèle, les travaux de réalisation des 84 postes dont 54 pour la seule commune d'Oran afin de renforcer les capacités d'alimentation aussi bien de l'éclairage public que la consommation domestique, sont en cours avec un taux d'avancement dans leur partie de génie civil appréciable. Selon notre interlocuteur, 33 postes sont achevés et il ne reste que l'installation des différents équipements confiés à la filiale Kahrif. La nouveauté de ces nouveaux postes réside dans la différenciation entre l'éclairage public et la clientèle de Sonelgaz et ce selon les réseaux déjà existants. Dorénavant, les services chargés de l'éclairage public, dépendant de la municipalité, auront toute la latitude d'intervenir dans les plus brefs délais afin de rétablir le courant. Il en est de même pour les 22 postes prévus pour la commune de Bir El-Djir en cours de réalisation.

Selon M.Bensaid, l'amélioration de l'alimentation en énergie électrique qui a été prise en charge en haut lieu a permis de dégager une enveloppe financière conséquente pour le groupement d'Oran d'un montant de 75 milliards, dont 40 milliards pour le chef-lieu de wilaya. Ce projet, faut-il le rappeler, est confié aux deux directions de distribution d'Oran et d'Es-Sénia. En plus de ces postes de transformation

réalisés dans des endroits stratégiques permettant aussi bien d'alléger un réseau saturé, mais d'alimenter d'autres sites, il convient de signaler qu'aux 7 postes de transformation de l'énergie électrique de la haute vers la moyenne tension, s'ajouteront deux autres à Belgaid à proximité du nouveau pôle universitaire, ainsi qu'à Haï Yasmine.

Pour rappel, l'éclairage public au niveau de la ville d'Oran avait fait, en septembre, l'objet de deux séances de travail regroupant le wali d'Oran et les concessionnaires concernés. La réunion avait été mise à profit par le premier responsable de la wilaya pour instruire les responsables concernés d'activer les opérations de réhabilitation des points lumineux de la ville et pour avoir un exposé détaillé sur l'avancement des travaux de réfection et de réhabilitation des 5.000 points lumineux inscrits dans le cadre du congrès GNL 16. Le diagnostic présenté par les services concernés avait révélé que le réseau était défectueux et nécessitait l'installation de nouveaux postes transformateurs. Dans ce cadre, il a été décidé la réalisation de 54 nouveaux postes à Oran, 28 à Bir El-Djir et 5 à Es-Sénia. Le wali d'Oran avait, en outre, insisté pour que les travaux engagés sur les points lumineux situés sur les parcours des invités du GNL 16 soient achevés avant la fin décembre de l'année en cours. Pour les 5.000 points lumineux, tout le câblage devait être refait, les poteaux devaient également être peints avec une peinture galvanisée et des lampes de longue durée sont prévues. En somme, d'importants travaux sont engagés pour un éclairage qui doit durer dans le temps.

Il est à souligner qu'outre les 5.000 points lumineux à réhabiliter en priorité, l'opération de réhabilitation du réseau d'éclairage public concernera quelque 30.000 points lumineux répartis à travers l'ensemble des quartiers de la ville. Une enveloppe de quelque 75 milliards de centimes a été dégagée par la wilaya dans le cadre du rajout financier décidé par le président de la République lors de sa visite de travail et d'inspection à Oran, fin 2008.

### ILS NOUS ONT QUITTES HIER

**Belbachir Mohamed**, 87 ans,  
13 bd Docteur Benzerdjeb, Plateau, Oran  
**Behloul Benaouda**, 62 ans, 28 rue Pied Bastille, Oran  
**Bekhti Abdelkader**, 95 ans,  
Bt B1 n°06 Cité Mimosas, Cité Petit, Oran

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

16 dhoul el qida 1430

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h02	12h46	15h42	18h08	19h27





## Tramway

# L'axe principal d'Es-Sénia deviendra une piétonnière

Houari Barti

L'axe principal du centre-ville d'Es-Sénia pourrait devenir une artère piétonnière où seul le futur tramway aura le droit de circuler. L'idée semble fort séduisante et fait actuellement l'objet d'un examen approfondi. Selon des sources proches du groupement espagnol Tram-Nour, le comité de pilotage du projet devra en effet trancher sur la question le 12 novembre en cours.

L'idée de faire de l'axe principal du centre-ville d'Es-Sénia une artère

piétonnière s'inspire de ce qui a été fait notamment à Bordeaux, en France. Si cette option est retenue, cela pourrait complètement métamorphoser le centre-ville d'Es-Sénia, qui possède déjà un grand potentiel pour l'activité commerciale.

Pour rappel, le tramway d'Oran devra être opérationnel avant fin 2010, selon les délais contractuels. Il aura un tracé bidirectionnel étendu sur une longueur de 18,7 kilomètres, entre la commune d'Es-Sénia et la localité de Sidi Maârouf via la place du 1er Novembre, au centre-ville,

comprenant 30 rames d'une capacité de transport de 325 passagers chacune, soit 88,5 millions de passagers par an. Une extension a été décidée par la suite, du côté Est de Sidi Maârouf vers le futur pôle universitaire, et du côté Sud d'Es-Sénia vers l'aéroport. Lancé fin 2008, le projet devra coûter plus de 39 milliards de dinars. Le consortium TramNour en charge du projet est composé de l'Entreprise du Métro d'Alger (EMA), du groupe d'ingénierie espagnol Isolux Corsan et du fournisseur français de tramways Alstom.

## Vente de cheptel

# 58 points de vente autorisés



Ph. : Arch

K. Assia

Environ trois semaines de la fête de l'Aid El-Adha, les dispositions pour réglementer la vente du cheptel à travers la wilaya d'Oran viennent d'être initiées par les instances locales. En effet, quelques 58 sites ont été autorisés à travers toute la wilaya pour la vente du cheptel, a-t-on appris de sources proches des services de la wilaya.

Une commission composée des services de l'APC, de la wilaya, de l'inspection vétérinaire et de la santé a été mise sur pied pour désigner ces points de vente dont les arrêtés seront délivrés incessamment. Des arrêtés qui seront axés sur le respect de l'hygiène et définiront, par conséquent, les conditions d'exploitation

de ces espaces. Dans ce cadre, une série de mesures ont été prises pour réglementer cette activité à l'intérieur du tissu urbain et inciter l'ensemble des maquignons, venus généralement des régions intérieures du pays, à respecter les règles édictées en matière d'hygiène, de vente, de qualité et de santé du cheptel ovin. Pour ce qui est du dispatching de ces sites, celui-ci sera connu dans les prochains jours à l'issue d'une séance de travail qui regroupera les membres de la commission.

Au niveau de la direction du commerce, on apprend qu'un important dispositif est mis en place par les services pour lutter contre l'abattage clandestin. Le dispositif a été renforcé avec la mobilisation de plusieurs équipes des ser-

vices intervenants. L'action vise à se conformer aux instructions du wali d'Oran incitant l'ensemble des communes et des dairas à multiplier les contrôles et à recenser les points noirs à travers la wilaya d'Oran. Notons que les mesures initiées prévoient des sanctions qui seront prises en cas d'infraction à l'encontre des contrevenants, en plus de saisie des produits provenant de l'abattage clandestin.

Notons que cinq zones avaient été retenues, l'année dernière, pour la commune d'Oran afin d'abriter ces points de vente. Ceux-ci étaient implantés à haï Es-Sabah, la sortie Est d'Oran, les abattoirs. Neuf autres avaient été désignés pour la localité de Ain El-Turck et dans les zones d'Arzew et de Bir El-Djir.

## Port d'Oran

# De nouveaux équipements attendus

K. Assia

L'entreprise portuaire d'Oran prévoit l'acquisition de huit grues mobiles en vue d'élever le volume du trafic des conteneurs, indique une source portuaire. Ce nouveau matériel permettra à l'entreprise de promouvoir l'activité commerciale à laquelle l'EPO a consacré une enveloppe de 810 millions de dinars. Ainsi, en privilégiant l'amélioration de la cadence de manutention et du traitement rapide des conteneurs, les mêmes sources ont affirmé qu'avec ces équipements, les prévisions de l'entreprise portent sur un traitement de quelque 174.000 conteneurs par an à l'horizon 2011 et 260.000 en 2015.

D'autre part, l'EPO envisage d'investir plus de 8,6 milliards de dinars dans les quatre prochaines années. Le plus gros de ces investissements va aller aux équipements de manutention avec plus de quatre milliards de dinars et près de deux milliards de dinars pour les équipements de servitude. D'autre part, toujours dans le cadre de son programme d'investissement, l'entreprise prévoit l'acquisition de deux remorqueurs, huit chariots élévateurs de dix tonnes, quatre autres de 28 tonnes et quatre de 42 tonnes, autant d'équipements qui permettront au port d'Oran de se hisser au rang des ports économiques, nous précise-t-on.

Parallèlement à cela, un nouveau

plan d'action a été élaboré dans le cadre de l'aménagement de la gare maritime. Selon nos sources, les travaux seront lancés dans les prochains jours après que trois entreprises étrangères eurent été retenues après l'avis d'appel d'offres lancé en septembre dernier par la direction de l'entreprise. Ces travaux portent sur une extension de la gare maritime, notamment après la récupération de deux blocs. Outre le bitumage et le revêtement des terre-pleins, il est prévu la création de passerelles et de voies d'accès, ont précisé les mêmes sources, ajoutant que même les prestations de service (KMS, restaurant et cafétéria) sont prévues dans ce programme de réhabilitation et de réaménagement.

## Hépatite

# Les spécialistes déplorent l'absence d'un schéma de prévention

J. Boukrra

La prise en charge et le suivi des personnes porteuses du virus de l'hépatite étaient au centre des débats d'une rencontre régionale sur cette maladie, organisée hier à l'hôtel Phénix.

Organisé par l'association SOS hépatite Algérie, ce regroupement a vu la participation de quelque 250 médecins et spécialistes. Les intervenants ont mis l'accent sur l'absence de schéma de prévention contre cette maladie, ce qui risque d'avoir des conséquences graves sur la santé publique, surtout que les porteurs du virus de l'hépatite en Algérie sont estimés à 1,5 million et la contamination est à l'origine de 70 à 90% des cas.

L'évolution de cette pathologie risque d'être plus dramatique si la prise en charge des malades n'est pas appropriée. Les spécialistes révèlent que malgré les efforts déployés dans ce domaine, la majorité des médecins ignorent la conduite à tenir devant un malade atteint de l'hépatite B. L'absence de suivi ou d'éducation thérapeutique, qui peut réduire les risques d'infection et de complications, de prise en charge psychologique, malgré son importance dans le sens où elle aide à juguler les effets secondaires du traitement et le manque de moyens, notamment la stérilisation en milieu hospitalier et chez la majorité des chirurgiens-dentistes, constituent autant de problèmes qui contrarient la réussite du traitement. En effet, le nombre des personnes porteuses du virus de l'hépatite ne cesse d'augmenter. 115 nouveaux cas d'hépatite ont été enregistrés en 2008 à Oran, dont 35 cas de type C et 22 de type B. Cette pathologie demeure un énorme problème de santé publique.

Selon les spécialistes, l'absence de symptômes apparents et de vaccin fait de l'hépatite C une maladie silencieuse, qui se transmet principalement par voie sanguine. Avec un taux de prévalence de 1%, les porteurs du virus de l'hépatite C en Algérie sont estimés à 320.000 personnes. Ce chiffre est assez alarmant, surtout si l'on sait que cette maladie pourrait conduire la personne porteuse du virus à une cirrhose du foie, voire un cancer du foie.

Face à cette situation, le dépistage reste la solution principale à la maladie qui peut être guérie si elle est prise en charge à un stade précoce. S'agissant de la situation des malades, l'association

SOS Hépatites Algérie avait auparavant dénoncé que les moyens de lutte et de prévention sont inexistantes et le comité national de lutte contre les hépatites, qui a été installé depuis deux ans, n'est toujours pas opérationnel.

L'association tire la sonnette d'alarme quant à l'accès au traitement, notamment que des centaines de malades sont dans l'impossibilité financière de se soigner. Le malade débourse pour les frais des examens médicaux complémentaires 50.000 dinars et 50.000 autres dinars pour les examens de suivi, tandis que son traitement (pour quelques génotypes) pour une année coûte près de 160 millions de centimes. Quant à la question d'accès aux traitements, la pénurie de médicaments pour les malades porteurs de l'hépatite C, elle se pose avec acuité dans nos hôpitaux.

L'association estime que 2,5% de la population en Algérie sont « porteurs du virus B et 2,7% de l'hépatite C, soit 1,5 million d'Algériens sont atteints de l'hépatite virale. Pour optimiser la qualité de prise en charge des malades atteints de l'hépatite, la Caisse nationale des assurés sociaux s'est engagée l'année dernière à rembourser le médicament des hépatites virales et les frais des examens médicaux, et ce par la mise en oeuvre d'un système de contractualisation entre la CNAS et les hôpitaux.

Une enveloppe de 3,5 milliards de dinars a été consacrée en 2008 à la lutte contre l'hépatite, contre 3 milliards en 2007. Parmi les mesures prises, l'on cite la création, en 2005, d'une commission nationale de lutte contre l'hépatite B et C. Cette commission a été chargée de la mise en place d'un plan national (2005-2009) dont l'objectif premier serait la résorption du taux de prévalence de cette maladie, ainsi que la prise en charge qualitative des personnes atteintes, notamment par le contrôle épidémiologique et le classement de l'hépatite B et C parmi les maladies devant être obligatoirement déclarées au réseau intranet du ministère de la Santé, en sus de la création dans les laboratoires de dépistage, de fichiers relatifs à l'hépatite B et C.

La vaccination contre l'hépatite a aussi été intégrée depuis 2003 dans le livret médical de l'enfant. Une démarche qui a été élargie aux catégories sujettes à cette maladie, tels les détenus. 19 annexes de l'Institut Pasteur ont été créées à Alger pour le dépistage de cette pathologie.

# Ouverture aujourd'hui de l'année judiciaire

H. Saadiah

La cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire 2009-2010, à l'échelle de la Cour, aura lieu aujourd'hui au Palais de justice d'Oran. Une semaine après la cérémonie d'ouverture, présidée par le premier magistrat du pays, le président de la République Abdelaziz Bouteflika, organisée au siège de la Cour suprême à Alger, c'est au tour des 36 Cours du pays de marquer l'événement.

La Cour d'Oran, qui avait été, à l'instar des trois autres grandes cours du pays, reliée par duplex pour la circonstance, a suivi l'événement par visioconférence et, comme d'habitude, convié à la cérémonie d'aujourd'hui les autorités locales et les différentes Cham-

bres d'auxiliaires de justice (avocats, notaires, huissiers et commissaires-priseurs), les responsables de la police judiciaire et de l'administration pénitentiaire, ainsi que nombre d'invités d'honneur.

En marge de la cérémonie, une conférence de presse devra être animée par les chefs de cour, son président Medjati Ahmed et son procureur général Saâdallah Bahri, pour revenir plus en détail sur le bilan d'activité de l'année judiciaire écoulée, exposer le plan d'action et les perspectives du secteur de la justice au niveau local, mais également pour donner des éclairages sur différents aspects de l'action judiciaire et les affaires qui occupent le devant de la scène et défrayent la chronique judiciaire tant à l'échelle territoriale qu'à l'échelle nationale.



### AÏN TÉMOUCHENT

## C'est parti pour le revêtement de la chaussée



Ph.: Arch.

Belhadri Boualem

L'opération portant revêtement du réseau routier urbain de la cité des bains et des saints a été mise en route hier. Les citoyens sont heureux de voir la machine à l'oeuvre. C'est un tapis en béton bitumeux qui va couvrir la quasi-totalité des rues.

A la daïra de Hammam Bouhadjar, cette opération est suivie de près. Une commission multisecteur a été chargée de cette tâche. Elle gèrera des réseaux publics, autres que les travaux publics, sont directement concernés par le suivi, d'une part, pour veiller à ce que les ouvrages ne soient pas enterrés et, d'autre part, pour aider l'entreprise de réalisation à matérialiser sur

le terrain tous les ouvrages visibles relevant des secteurs de l'eau, des P & T et de Sonelgaz. Des citoyens ont jugé opportun de nous joindre pour exprimer leur contentement et leur satisfaction de voir les engagements des responsables et des autorités honorés, mais affichent aussi des craintes parce que les automobilistes feront certainement de la vitesse une fois l'opération achevée. «Certaines accotements de rues sont complètement squattés par les commerçants, nous dit l'un d'eux. Et dans ces conditions, les piétons seront poussés à emprunter la chaussée, une situation favorisant les accidents. Les piétons doivent changer de moeurs et d'habitudes et ce sont aussi des usagers de la route appelés

à assumer leurs responsabilités, leur devoir envers les autres utilisateurs». «Le respect du code de la route n'incombe pas uniquement aux automobilistes mais aussi aux piétons», disait un responsable de la police lors d'une table ronde animée depuis peu sur les ondes de la chaîne une de la radio nationale. Selon ce dernier, les piétons feront l'objet d'amende en cas de non-respect du code de la route.

C'est ce que devait prendre en charge la nouvelle mouture des textes, rappelle-t-il. Une campagne de sensibilisation d'envergure devrait être menée au niveau des écoles, des mosquées et autres lieux publics car les gens à Hammam-Bouhadjar ont pris le pli de marcher sur la chaussée.

## Un mieux pour les installations sportives

L'office du parc omnisports de la wilaya (OPOW) d'Aïn Témouchent a été doté d'un centre d'hébergement et de récupération des athlètes qui est en cours d'équipement, en même temps que le renforcement des autres infrastructures sportives de ce complexe, affirme mardi le directeur de la jeunesse et des sports (DJS), M. Moncef Merabet.

Réalisée sous forme de polygone renfermant des services indépendants (hébergement, récupération, loisirs, notamment), cette unité sera opérationnelle avant la fin de l'année en cours, a précisé la même source. Ses cinquante (50) lits offriront un cadre de repos idéal aux sportifs qui bénéficieront, en outre, d'un sauna, d'un hammam (bain), d'une salle de soins et de récupération. L'environnement immédiat du centre n'est pas en reste puisqu'un espace verdoyant étoffe l'endroit. Il a nécessité une enveloppe de 50 millions de dinars, équipements compris, a précisé M. Merabet.

Cette deuxième unité de l'OPOW d'Aïn Témouchent, qui s'étend sur 15 ha, sera bientôt renforcée par une troisième.

### Une nouvelle aile administrative pour l'hôpital

L'établissement hospitalier spécialisé (EHS) Dr Benzerdjeb d'Aïn Témouchent s'est doté d'une aile administrative pour un montant de 65 millions de dinars. Inauguré dimanche à l'occasion de la célébration du 55e anniversaire du déclenchement de la Révolution (1er Novembre 1954), ce projet permettra un meilleur fonctionnement de l'EHS sur le plan administratif et libérera la partie occupée jusqu'alors par l'administration au profit des services de santé.

### BLEMEN

## 12 ans de prison pour trafic de drogue

Khaled Boumediène

Deux accusés, B.F. âgé de 41 ans (originaire de Aïn M'ila), et H.A., âgé de 44 ans (originaire de Laâchache), ont été condamnés chacun par le tribunal criminel de Tlemcen, lundi en fin d'après-midi, à une peine de 12 années de prison ferme pour commercialisation et détention de drogue. Selon les faits consignés sur l'arrêt de renvoi, la genèse de cette affaire remonte au matin du 12 novembre 2007, agissant sur la base d'une information faisant état d'une transaction de stupéfiants qui devait s'effectuer entre H.A. et B.F. au niveau de Hammam Bouhanifia. Un véhicule de marque Peugeot 504, avec à son bord H.A., a été intercepté à 9 h du matin par les douaniers qui étaient aux aguets non loin du rond-point accédant à Saf-Saf (commune de Chetouane). Les 23 colis de stupéfiants étaient soi-

gneusement dissimulés sous les sièges de la voiture et auraient été acheminés par H.A. à partir de Laâchache (commune de Souani). Ils étaient destinés à être remis dans la ville de Hammam Bouhanifia au nommé B.F. (propriétaire du véhicule). Les deux mis en cause ont été arrêtés sur-le-champ et la marchandise prohibée saisie.

Lundi, en se relayant à la barre, les deux accusés ont rejeté en bloc les griefs retenus contre eux. Tout en mettant l'accent sur les ravages causés par la drogue, le représentant du ministère public a requis 20 ans de prison ferme contre les deux accusés.

Les avocats de la défense ont demandé en substance l'allègement des griefs retenus contre leurs mandants. A noter qu'au cours de ce procès qui a duré plus de sept heures, une troisième personne répondant aux initiales B.L. a été acquittée.

### SIDI-BEL-ABBÈS

## Que devient la biennale du cinéma ?

Kadiri M.

Au moment où le film «L'aide au retour» de Latrèche Mohamed est à la une un peu partout après un bref passage à Alger, nous relèverons une fois de plus que le réalisateur belababien installé en Europe est méconnu malgré son talent, et ce dans sa propre ville qui a enfanté une pléiade d'artistes de renom, à l'image de Brahim Tsaki, Kader Kada, alias Benchiha, Mustapha Chadli et autres pour demeurer dans le registre du cinéma. Le dit film du fils du populaire quartier de Calle del Sol (lire Cayassone), ou route du soleil, dans la partie sud du chef-lieu, avec son succès retentissant vu qu'il sera diffusé en décembre prochain par France 2. Et avant cela, indique notre source, il sera dans la sélection officielle des festivals de Montpellier, Toulouse et Brest. Tout ceci vient de provoquer un véritable débat, voire tout un questionnement sur la Biennale du Cinéma de Kader Kada, qui est son principal parrain avec tout un dossier ficelé remis, dit-il, à Madame la ministre de la Culture, Khalida Toumi. Ce dernier, à savoir M. Kader Kada, avait même suggéré, il y a de cela une année, le nom du commissaire de cette importante rencontre cinématographique, à savoir M. Mellak Djillali, dont le choix avait fait l'unanimité dans les sphères culturelles.

Ainsi, les efforts des réalisateurs natifs du bled viennent de provoquer de larges commentaires, fort légitimes, quand on sait qu'il y a moins d'une année, Sidi-Bel-Abbès avait abrité la 9e édition du Festival du film amazigh au sein du vieux cinéma Rio, qui aura connu plusieurs vies, celle du cinéma Moksi (des monts locaux) a laissé place à la construction d'une belle salle de cinémathèque inaugurée en 2008 et qui ne demande qu'à être exploitée vu que cette belle architecture a non seulement bonifié le cadre de vie du principal boulevard de l'armature urbaine, mais s'attend à la programmation continue de joutes cinématographiques. Quand, pour ne pas aller trop loin, l'autre grand du cinéma national, Brahim Tsaki, sera le digne ambassadeur dans la 21e édition du

Fespaco de Ouagadougou... Et quelle émotion ressent l'Algérien et le Belababien devant «Histoire d'une rencontre», qui, comme «Les enfants du vent», constituent des oeuvres maîtresses du cinéma d'auteur algérien et d'un fils des monts du Tessala.

Ces films à ce jour n'accusent aucune ride, soutiennent les spécialistes. Des oeuvres originales bourrées de trouvailles dites «cinématographiques». En un mot, Tsaki Brahim, en cette 21e édition du Fespaco, avait dominé la totalité des programmes. Et s'il est palpable qu'un effondrement de la production subsiste ces dernières décennies, des raisons existent et ceci est certain.

Les Belababiens sont en droit de voir se concrétiser le projet de la Biennale, nous rétorque-t-on sur les lieux. Kader Kada, qui est établi en France, nous a interpellé, et nous le faisons aujourd'hui, car nous sommes persuadés qu'une ouïe attentive existe tant au sein de la médiation locale qu'au niveau des décideurs.

Pour revenir au film de Latrèche Mohamed, c'est un regard tranquille d'un cinéaste, voire du scénariste, qui évoque la tentative entreprise par les gouvernements européens pour contrer le flux migratoire en inventant une formule pour «encourager» les ressortissants étrangers à retourner dans leur pays d'origine. Le film, rappellerons-nous, s'intitule «L'aide au retour». A savoir «on vous donne de l'argent pour peu que vous partiez». C'est là, résumé, l'esprit de cette formule présentée par les experts de Bruxelles. Cela a ainsi inspiré des collègues de la région de Toulouse pour écrire un petit scénario sur la base du récit d'un élève originaire du Kosovo, dont les parents ont vu une proposition de 3.500 euros offerte par l'Etat... pour démarrer une nouvelle vie dans leur pays. Mais ce pays, le Kosovo, connaît de sérieuses difficultés. Il milite depuis 1990 pour son indépendance après avoir connu déjà une purification ethnique. Nous soulignons cela pour les besoins d'un éclairage sur le film qui vient de soulever ainsi un vif intérêt vis-à-vis du projet en souffrance qu'est la biennale du cinéma.

### La caravane de Yemma Gouraya plie bagage

La semaine culturelle de la wilaya de Béjaïa a été clôturée dimanche soir à Aïn Témouchent par une soirée artistique et folklorique qui s'est déroulée en présence des autorités locales. La caravane culturelle de Yemma Gouraya a gratifié le public de la wilaya de ses meilleurs atours cinq jours durant. Des expositions, des soirées culturelles variées, entre autres, ont figuré au menu de cette activité d'échanges.

### Un camion multifonction...

Un camion multifonction destiné aux interventions en cas de catastrophe naturelle vient d'être acquis par les services de la Protection civile de la wilaya d'Aïn Témouchent.

Ce poids lourd est équipé de matériels de sauvetage en cas d'inondation ou de séisme.

### La carte Chifa à domicile

Les premières cartes de sécurité sociale Chifa seront distribuées au niveau des domiciles des personnes âgées du chef-lieu de la wilaya d'Aïn Témouchent.

Cette opération pilote verra la distribution jeudi par les agents de la caisse de 57 cartes Chifa aux domiciles de personnes âgées (nées entre 1903 et 1920).

### TIARET

## 512 logements sociaux prochainement distribués

*Toutes les habitations précaires ou menaçant ruine et dont les ex-occupants ont été relogés dans des logements neufs doivent être impérativement démolies, a instruit le wali de Tiaret, M. Bousmaha Med, lors de la réunion de la commission de recours tenue la semaine dernière au siège de la wilaya.*

El-Houari Dirmi

En effet et selon un communiqué de la cellule de communication, «toutes les habitations précaires situées dans les vieux Tiaret et dont les occupants ont été relogés dans des logements sociaux neufs doivent être démolies au plus tôt pour éviter que d'autres personnes opportunistes ne viennent les occuper à nouveau et s'imposer de facto en tant que demandeur potentiel de logement social», est-il indiqué dans le communiqué émanant du cabinet du wali.

Le chef de l'exécutif de wilaya a également ordonné d'organiser dans les prochains jours l'opération de tirage au sort au profit des bénéficiaires des 512 logements de type social locatif et dont les listes ont été rendues publiques dernièrement. «La priorité doit être accordée aux personnes handicapées moteurs et les pères de famille nombreuse», a encore ins-

truit le wali ajoutant que d'autres listes de bénéficiaires seront rendues publiques au fur et à mesure de l'achèvement et la livraison des programmes en cours de construction de logements sociaux. Les 512 logements à distribuer prochainement à leurs bénéficiaires sont situés sur la voie d'évitement sud (150), Haï Rahma (140), 151 logements implantés sur les hauteurs nord de la ville, 40 sur la route de Mechraâ-Sfa et 8 sur la route dite «Trig El-Beida».

Le communiqué de la cellule de communication indique également que trente-huit bénéficiaires ont été rayés des listes après que l'enquête eut révélé qu'ils avaient déjà bénéficié de logements ou de lots de terrain. Aussi, huit autres bénéficiaires ont été retirés provisoirement de la liste des bénéficiaires en attendant les conclusions de l'enquête approfondie réclamée par la commission de recours présidée par le chef de l'exécutif de wilaya.

## L'arbre pour stopper la désertification

Plus de six mille cent hectares de terres seront reboisées au titre de la saison agricole en cours, a révélé dernièrement le conservateur de wilaya des forêts. En effet et selon le même responsable, sur les 6.112 hectares à (re) boiser, 667 hectares le seront avec diverses espèces sylvoles tandis que 330 autres hectares seront consacrés à l'arboriculture.

Quatre mille neuf cent quinze hectares seront également consacrés à la régénération du couvert végétal dans le cadre du programme des projets de proximité de développement rural intégré, a encore indiqué le conservateur des forêts. Cette opération de re-

boisement doit, toujours selon le même responsable, contribuer en premier lieu à la protection des bassins versants contre l'érosion et la lutte contre la désertification.

Par ailleurs, 18.200 arbustes de diverses espèces seront plantés au sein de 203 établissements scolaires dont 144 écoles primaires. Encadrées par des spécialistes en la matière, des visites guidées aux zones forestières et autres pépinières seront également programmées à l'adresse des élèves des établissements scolaires pour les familiariser avec Dame nature et la culture de la défense et la protection de l'environnement.

E. H. D.

### FRENDA

## Douze blessés dans un cortège nuptial

Au moins douze personnes dont huit enfants ont été blessées dans un accident de la route survenu dimanche soir entre les localités de Frenda et Ain El-Hadid au sud de la wilaya de Tiaret. En effet, deux véhicules de tourisme faisant partie d'un cortège nuptial se sont télescopés à hauteur d'un virage très incurvé faisant douze blessés en tout dont huit enfants. Dix blessés ont été évacués vers l'hôpital «Ibn Sina» de Frenda et une enquête a été ouverte par la gen-

darmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

Selon un communiqué du commandement de groupement de la gendarmerie nationale, deux personnes ont été tuées et vingt-sept blessées dans quinze accidents de la route survenus entre le 21 et le 27 du mois d'octobre dernier. L'on indique de même source que 99 permis de conduire ont été retirés et 992 procès-verbaux d'infraction dressés.

E. H. D.

### OUED EL-ABTAL

## 20 familles relogées

Les autorités locales de la commune de Oued El-Abtal ont procédé ce dimanche 1er novembre, qui coïncide avec le 55ème anniversaire de la révolution, au relogement de 20 familles dont les habitations précaires ont été démolies, apprend-on.

A cet occasion, le chef de daïra de Oued El-Abtal a aussitôt procédé à la remise des clés à 80 autres bénéficiaires de logement à caractère social. Par ailleurs, une vingtaine de logements à caractère social locatif demeure toujours en cours de réalisation et un quota de 145 logements (RHP) n'a pas encore démarré, indique-t-on.

Abid Djebbar

### TISSEMSILT

## Le gaz pour Boukaïd et Lazharia

Le ministre de l'Energie et des Mines, M. Chakib Khelil, a procédé lundi après-midi à la mise en service de deux réseaux de distribution du gaz naturel au profit des communes montagneuses de Boukaïd et Lazharia dans la wilaya de Tissemsilt. Le réseau destiné à l'approvisionnement de la commune de Boukaïd, soit 400 foyers qui bénéficient de cette source énergétique à même d'améliorer les conditions de vie, surtout avant le début de la saison hivernale dans cette région réputée pour son climat rude de la chaîne montagneuse des Ouarsenis. Les habitants de la commune de Lazharia distante de 78 km du chef-lieu de la wilaya ont bénéficié également du gaz de ville, soit 700 foyers. Dans la ville de Tissemsilt, M. Chakib Khelil, qui effectue une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, a inauguré le nouveau siège de la direction des mines et de l'industrie, avant de donner le coup d'envoi des travaux de réalisation du siège de la direction de wilaya du groupe Sonelgaz qui sera réceptionné dans un délai de deux ans pour un coût de 300 millions de dinars.

Le ministre accompagné des deux présidents-directeurs généraux de Sonelgaz et Naftal, M. Noureddine Bouterfa et Saïd Akretch, a inauguré ensuite un transformateur électrique de 60/220 kilowatts, implanté sur la route d'Ouled Bessam au chef-lieu de wilaya. A l'occasion, des explications ont été fournies au ministre sur les projets de transformateurs et de la ligne électrique à moyenne tension destinée à alimenter le barrage de «Koudiat Rosfa» dans la commune de Beni Chaïb. M. Chakib Khelil a visité, à Tissemsilt, un dépôt de carburant (une station-service) en plus d'un centre enfûteur de bouteilles de gaz butane.

Le ministre de l'Energie et des Mines, M. Chakib Khelil, a annoncé lors de sa visite à Tissemsilt la création en Algérie d'un groupe minier à l'instar de celui de Sonatrach. Ce groupe regroupera les entreprises actives dans le domaine des mines, a indiqué le ministre lors d'une conférence de presse, animée en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tissemsilt, soulignant que les efforts seront axés



Ph. Arch.

à l'avenir sur l'augmentation et la diversification de la production minière. M. Chakib Khelil a mis l'accent à ce propos sur le rôle important dévolu à la société «ENOF», laquelle est parmi les plus grandes sociétés en Algérie qui produit des matériaux comme le baryte utilisé dans le forage des puits de pétrole. L'Algérie produit chaque année 60.000 tonnes de baryte, alors que ses besoins sont estimés à 120.000 tonnes d'où la nécessité, a-t-il dit, de développer de nouvelles mines pour accroître la production. Le ministre a signalé par ailleurs la hausse de la production aurifère en Algérie, avant de mettre en exergue le rôle de la société dans l'augmentation de la capacité productive de différentes espèces minières génératrices de nouveaux postes d'emploi.

S'agissant de la situation de son secteur dans la wilaya de Tissemsilt, le ministre a exprimé sa satisfaction quant aux efforts consentis en matière d'approvisionnement des citoyens en énergie électrique et en gaz domestique. M. Chakib Khelil a cité d'autres projets permettant de sécuriser et promouvoir l'énergie électrique notamment à l'ouest et à l'est de la wilaya avant de souligner que le taux de couverture en électricité a atteint 98 pour cent contre 58 pour cent à la fin des années 90, alors que la couverture en gaz naturel a atteint en cette fin d'année un taux de 65

pour cent. Le ministre a annoncé que 12 autres communes bénéficieront de cette prestation publique durant la période s'étalant de 2010 à 2014 pour atteindre un taux de couverture de 75 pour cent, outre l'amélioration de l'approvisionnement en électricité à partir de 2011. S'agissant de la couverture en gaz naturel, le ministre a indiqué que l'Algérie a atteint un taux de 45 pour cent et même 80 pour cent dans certaines régions du pays, alors que d'autres pays ayant des moyens en la matière n'ont réalisé que 35 pour cent du taux de couverture en gaz, avant d'ajouter également qu'aucun programme d'augmentation des prix de l'électricité n'est envisagé actuellement. Pour rappel, le ministre de l'Energie et des Mines a procédé, lors de sa visite de travail et d'inspection effectuée ce lundi dans la wilaya de Tissemsilt, à la mise en service de deux réseaux de distribution du gaz naturel au profit des communes de Boukaïd et Lazharia afin d'alimenter 1.100 foyers. Il a inauguré également un transformateur électrique sur la route d'Ouled Bessam d'une capacité de 60/220 kilowatts et le nouveau siège de la direction de l'industrie et des mines.

Le ministre a, en outre, donné le coup d'envoi du projet de construction du siège de la direction de wilaya du groupe Sonelgaz et visité un dépôt de carburant et un centre enfûteur de gaz butane.

## L'Ouarsenis, des hommes et une histoire

Abbad Miloud

Culminant à 1.999 mètres d'altitude, l'Ouarsenis, ou «Ouarsenis», un mot berbère qui signifie «rien de plus haut», apparaît comme le troisième sommet après les monts de Lalla Khadidja et le Djurdjura. Les gravures rupestres et les ruines existantes attestent que la région a été habitée depuis des temps immémoriaux, bien que sociologues et historiens soient restés muets à ce sujet. Au IIe siècle après JC., le célèbre géographe grec Ptolémée mentionnait que des populations, les Maziges et les Bantures, habitaient au sud de cette montagne. Au XIVe siècle, Ibn Khaldoun rapportait que cette région était habitée par les Beni Toudjin, expliquant également que les Zoghbas, venus de Gabès et de Tripoli, se sont installés dans cette région à la fin du XIIe siècle. Certaines tribus citées par Ibn Khaldoun existent encore de nos jours, telles les Toudjina, les Beni Tighrine, les Beni Ziten, les Beni Mengouche et les El Ousta.

Ibn Khaldoun cite également les grandes figures de la région, notamment Atia Ibn Daliten, Lokman Ibn Moâtez et Arif Ibn Yahia, ambassadeur du sultan mérinide Abou El-Hassen, qui remplit plusieurs missions auprès des Hafsides, souverains de l'Ifriquia (Tunisie), des Beni Lahmer, du sultan d'Andalousie et des Turcs qui gouvernaient l'Egypte.

Le passage dans l'Ouarsenis de Yaghmoracen et d'Ibn Toumert est également mentionné et c'est à l'occasion de ce passage qu'Ibn Toumert a découvert El Béchir El Ouancharissi dont il a fait un ami et conseiller. El Ouancharissi, juriste maghrébin, a composé deux ouvrages en droit musulman qui lui ont conféré une grande notoriété dans la région.

L'histoire contemporaine de la région est marquée par la grande résistance, au début de la colonisation, au XIXe siècle, de l'Emir Abdolkader, auquel firent allégeance plusieurs tribus importantes. C'est probablement ce qui a conduit à ériger une place forte à Taza, aujourd'hui Bordj Emir Abdelka-

der. La construction fut confiée à Mohamed Ben Allal Ould Sidi M'barek. A Taza, on raconte que la mère de l'Emir, Lalla Zahra, est enterrée dans la région.

Lors de la guerre de libération nationale, une grande figure apparaît en la personne de Bounaâma Djillali dit «Si Mohamed». Dès sa première heure, il rallia l'ALN et fit un remarquable travail d'organisation, réussissant à battre en brèche toutes les tentatives de mettre en échec la révolution grâce à son intelligence et à ses méthodes planifiées de travail face à l'affaire Kobus, la «paix des braves», etc. En 1958, il mettra également en échec l'importante opération «Couronne» déclenchée par l'armée coloniale pour tenter de venir à bout des maquis de la wilaya IV et de son prestigieux chef Bounaâma dit «Si Mohamed», grâce à la tactique de guérilla qu'il adoptera.



## LETTRES

DE

## Proximité

Un groupe de citoyens retraités - MOSTAGANEM

## Traire retraite

Ne tenant pas compte de la réelle cherté de la vie, accompagnée d'une ascendante inflation et un faible pouvoir d'achat, et de l'avis du Conseil d'administration de la CNR, Monsieur le ministre du Travail et de la sécurité sociale a décidé, sans consultation, d'appliquer un surprenant taux dérisoire de 5 % au titre de la revalorisation des pensions pour l'année 2009. Il a plongé les retraités pensionnés indifférents dans un état fort de déception, d'amertume, de découragement et de mécontentement. Si l'on compare, à l'heure actuelle, les prix pratiqués, excessifs et spéculatifs, des produits courants de consommation de première nécessité qui grimpent sans cesse, d'autres charges entre autres élevées, les redevances d'eau potable et d'électricité, habilement, frais médicaux, sont nettement incompatibles avec le niveau de vie disproportionné que les retraités, dans leur majorité pères de famille nombreuse, ne disposant pas de moyens pécuniaires, ils ne peuvent supporter, ni subvenir pour autant convenablement aux besoins familiaux compte tenu de leurs faibles pensions - beaucoup de retraités n'ont perçu à leur surprise qu'un très faible rappel à compter du 1er mai 2009 au 31 août 2009.

S'alignant sur un bon budget et de bonnes disponibilités financières de la Caisse nationale de retraite et tenant compte de ces dispositions, le Conseil d'administration dans le cadre de ses attributions, après avoir délibéré, s'est montré favorable en retenant 2 (deux) taux 7% et 12%, ce très faible taux a été maintenu, mesure impopulaire aux yeux des retraités connus pour leur sagesse et patience, qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes et de leur vie durant de très longues années au service du pays, se sentent très frustrés, ce taux se doit d'être revu et corrigé pour son relèvement.

- Nous tenons à préciser que les pensions supérieures à 20.000,00 Da ne sont pas soumises à l'exonération de l'IRG, le bénéfice d'un abattement serait la bonne voie et la plus appropriée, son application apportera un soulagement et un allègement.

- Saissant l'occasion à travers les colonnes du Quotidien, elle concerne 2 revendications aussi légitimes, portant premièrement sur l'alignement de la majoration pour conjoint à charge à 1.773,00 Da, et deuxièmement, l'actualisation des pensions pour les retraités admis avant le 1er août 1996, ces 2 recommandations ont fait l'objet de proposition à Mr le Ministre en charge, non encore solutionnées malgré les incessantes démarches et relances des instances syndicales fédérales représentant des retraités.

- Respectueusement, nous plaçons toute notre entière confiance, notre estime et fidélité destinées à la plus haute Autorité de l'Etat, en la personne de son Excellence, Président de la République, pour avoir accordé une attention particulière à l'égard des retraités, qui attendent une évidente amélioration des conditions sociales en conformité avec le pacte économique et social et de la prochaine tripartite, afin que soit examinée la situation des retraités qui ne doivent en aucun cas verser dans l'oubli et la marginalisation, ne plus être considérés comme parents pauvres de la société civile, dignement, ils espèrent afin qu'aboutissent et se concrétisent les doléances qui consistent à une prise en charge des retraités par l'augmentation des pensions et de certains avantages, tel est le vœu.

- A cet égard, nous exprimons notre reconnaissance et gratitude à Mr le Président pour sa fermeté dans ses actions menées dont il est le seul capable de prendre des décisions populaires énergiques en faveur des classes démunies, tout l'espoir est permis.

- Que les élus du Parlement et du Conseil de la nation, le Secrétaire général de l'UGTA s'impliquent davantage de leur côté, être l'interprète et le soutien des retraités dans des moments difficiles, c'est le plus grand désir exprimé.

Association «Al Moustakbal»

## Cité des 250 Logements participatifs de la commune de Sig

Nous, acquéreurs des 250 logements sociaux participatifs à Sig, wilaya de Mascara, organisés en association sous l'appellation «Association Al Moustakbal», souhaitons, par cette insertion dans votre journal, manifester notre incompréhension et une quête d'assistance des autorités et ce, en relation avec la légalité concernant précisément nos logements, acquis le 02 juin 2008.

Notre cité «250 Logements Sig» était un projet dont la réalisation a été menée à son terme par un promoteur, en l'occurrence d'ETB Tounsi-Sba, la cité en question constituée de 250 logements participatifs réalisés à Sig et comprenant toutes les commodités nécessaires à une habitation décente de nos jours, autrement dit, elle est raccordée à tous les réseaux, de celui de l'alimentation en eau potable comme celui des eaux usées (égouts), ainsi que l'électricité et des gaz de ville; tous les aménagements extérieurs ont été exécutés dont les espaces verts et la voirie y compris

toutes ses sujétions. De même qu'une équipe de maçonnerie a été dépêchée sur place après la remise des clés pour répondre à toutes les réclamations et réserves formulées par les citoyens de la cité, et sur insistance du promoteur la Sonelgaz a procédé à une vérification complète des colonnes montantes du réseau de gaz avant la pose des compteurs. En gros, notre cité est notre fierté aujourd'hui. Mise à part notre satisfaction, à nous les acquéreurs, la réception organisée par le promoteur en présence du directeur du Logement et des Equipements publics (DELPE) de la wilaya de Mascara, du secrétaire général de la wilaya ainsi que les autorités locales de la daïra et de l'APC de Sig, a montré le contentement de toutes ces dernières devant l'ouvrage réalisé et ce qui leur a permis de procéder à la remise des clés dans une ambiance de joie. Sans omettre le témoignage ce jour-là de l'ENTV. De même que lors de sa visite, Monsieur le wali n'a émis aucune réserve ou re-

marque vis-à-vis de cette réalisation.

Cependant, notre satisfaction première a été finalement tronquée de sa partie la plus importante, à savoir l'absence de nos actes de propriété notariés. Et pour cause, à ce jour, soit après seize (16) mois d'attente, délai avancé par le promoteur où il était précisé que nous recevions les actes à partir de la date de réception de nos logements, nous n'avons toujours pas obtenu les documents en question. Et, devant notre exigence et notre insistance, car nous refusons tout autre délai, le promoteur nous fait savoir que la délivrance des actes notariés est dépendante de l'établissement du certificat de conformité.

En conséquence, de ce fait et craignant de tomber dans le piège bureaucratique, nous demandons expressément l'intervention et l'assistance de Monsieur le wali, afin de débloquent cette situation et nous permettre d'obtenir nos actes de propriété, ce qui nous mettra juridiquement en règle pour nos droits.

ques-uns mais tous nous en sommes tous responsables. Depuis un siècle, on parle d'écologie, de pollution mais nous sommes inconscients, indifférents. « Il y a aussi un trou dans la couche d'ozone. Qu'est-ce que la couche d'ozone ? C'est une sorte de filtre protecteur, une sorte de lunettes noires pour la terre, s'il n'y avait pas cette couche la terre recevrait un flux important de rayons ultraviolets qui provoqueraient chez l'homme des cancers de la peau et chez beaucoup d'animaux ou d'insectes des mutations très importantes. Une disparition de la couche d'ozone entraînerait un bouleversement gigantesque dans la structure et la dynamique de l'atmosphère ». La situation ne fait qu'empirer (qu'allons-nous faire pour relever le plus grand défi de notre époque ? Qu'allons-nous dire à nos petits-enfants ?) (Une journée pour la justice planétaire, Quotidien du jeudi 22-10-09). Faisons à ce que les émissions du CO2 soient limitées et autorisées. Que chaque pays dépassant les limites des émissions autorisées sera sanctionné. Comment ? En aidant du moins les pays qui limitent ou sont au-dessous de la limite des émissions éjectées. Sachant que les pays qui limiteront les émissions

élus ne s'inquiètent pas de ce phénomène et tout le monde accepte en fermant les yeux sur ces graves dérapages. Le citoyen qui, pour la plupart du temps, a acheté sa voiture à crédit, se voit impliqué dans ces magouilles de rue auxquelles il contribue en mettant la main à la poche.

Mais ces «Rambos» des parkings sauvages ne préservent pas les automobilistes de la fourrière et dès que la voiture de police arrive, ils détalent comme des lapins et s'en lavent les mains. Ils laissent leurs pauvres victimes qui ont payé rubis sur l'ongle et qu'ils ont pourtant rassérénées auparavant d'un solennel «pas de problème, je suis là, mackach mouchik !», se débrouiller avec «houkouma». Et c'est avec «l'Autorité» qu'il faut négocier même si cette dernière se montre intransigeante. On ne badine pas avec la loi qui durcit de plus en plus quand il s'agit de stationner dans une aire interdite, et comme presque toutes les rues sont interdites, il faut beaucoup d'imagination pour tricher avec la loi.

Une «erreur» qui coûte cher. C'est pour ce genre de problème que j'ai quitté l'Algérie... je pense que je suis bien à Montréal... Si, un jour, je retourne en Algérie, c'est dans un village que je resterais... Mostéfa B. le bonjour à vous Djahida B., gérante d'une société d'aromatiques, en a fait les frais. Nous l'avons suivie dans sa galère pour récupérer sa voiture à la fourrière de la rue Béziers à Alger. C'est jeudi. Les rues grouillent de monde. Les gens vaquent à leurs occupations. Djahida est membre d'une association féminine. Elle doit rencontrer ses amies mais elle est un peu en retard. Elle tourne en rond. Au bout d'un quart d'heure, elle s'impatiente. Pas une place vide. Elle se dit finalement qu'elle n'en a pas pour longtemps et, lasse de chercher une place de parking, elle se résigne à enfreindre la loi mais, comptant sur sa bonne étoile, elle se dit que le week-end les agents de l'ordre sont plus indulgents. Ils «laissent faire». Une erreur de jugement qui va lui coûter cher et qu'elle regrettera amèrement.

Une demi-heure plus tard, sa réunion avec ses camarades terminée, elle sort mais elle a l'estomac noué. Elle a un mauvais pressentiment. Elle s'est garée dans une venelle interdite au stationnement. D'un pas nonchalant, elle essuie son front en se doutant que quelque chose est arrivé. Elle cherche des yeux désespérément sa voiture et réalise qu'elle n'est plus là. Elle accélère la cadence de ses pas et se rend compte qu'à quelques mètres, l'alarme d'un véhicule qu'elle reconnaît bien retentit non loin d'elle. Elle s'approche et assiste ébahie au passage

de la remorque qui vient d'embarquer sa Tiida Nissan. L'alarme de la voiture actionnée continue à émettre un son strident.

«C'est ma voiture, «tounouille dialla» !», s'écrie-t-elle en courant comme une dératée à la poursuite de son véhicule dont l'alarme donne l'impression qu'elle pleure parce qu'on vient de la kidnapper. Attendez ! Monsieur l'agent !. Son teint est devenu d'un seul coup blafard. Elle imagine les pires scénarios à la fourrière. «Elle sera livrée aux voleurs qui vont la désosser», pense-t-elle. En suppliant les agents, elle essaie de connaître la destination que va prendre sa voiture. «S'il vous plaît, insistez-t-elle, où la prenez-vous ?». «A la fourrière de Béziers, lui lance une voix rauque et indifférente. C'est où ça Béziers ?», interroge-t-elle inquiète. La réponse est expéditive «à côté des douanes. Tafourah !».

Elle s'empresse de héler un taxi. Sa voiture qui «crie» s'éloigne jusqu'à disparaître hors de sa vue. Un taxi s'arrête à son niveau. Elle lui indique l'adresse. Une fois arrivée, le chauffeur exige la monnaie. Elle n'a que des billets de 1.000 DA et un autre de 200 DA. D'un air exaspéré, il lui rend son billet d'argent et démarre en trombe en pestant. Elle arrive à temps. Au même moment où l'on repose sa voiture. Des automobilistes malchanceux sont là pour attendre ce qu'on appelle «la mainlevée», un document dûment signé par le commissaire chargé de l'enlèvement qui se trouve à Bab Ezzouar. Par la suite, il faut descendre jusqu'au guichet qui se trouve sous le pont du parking de Tafourah pour payer le procès et récupérer sa voiture.

En attendant, on assiste à un défilé de voitures qu'on ramène pour stationnement interdit. «Pas moins de 150 véhicules sont acheminés par jour vers la fourrière», nous dit-on. Elles ne sont récupérées qu'après le paiement de 2.500 DA d'amende. Les fourrières font recette. Les automobilistes, qui négligent leurs voitures en les laissant à la fourrière, ne les trouvent pas toujours dans l'état où ils les ont laissées.

Le mois dernier a vu les mesures d'interdiction de stationner se durcir. Les patrouilles de police qui repèrent les voitures mal garées n'hésitent pas à leur mettre les sabots.

Ces mesures soulèvent l'indignation des automobilistes qui qualifient ces dispositions d'injustes d'autant plus que rien n'est fait pour rétablir l'équilibre entre le nombre de parkings et celui du parc automobile. En attendant que l'Etat se penche sur la question, la situation continue à profiter aux «racketteurs» des parkings sauvages et des fourrières qui font le plein.

F. Z.\* - SIDI BEL-ABBÈS

## Préserveons notre planète

Nous sommes tous devant un danger que nul ne peut concevoir lorsqu'il y arrivera, pourtant il y est, nous devons nous sensibiliser devant ce fait qui ne cesse de s'évoluer par le temps. A qui revient donc la faute ? Toute personne, tout individu est responsable de cet effet de serre climatique, de cette production de gaz. Chacun de nous propage 4,7 kg d'émissions carboniques soit plus que le double des émissions acceptables. Qu'attendons-nous pour s'éveiller ? Certes, la journée du 24 octobre 2009 fut organisée par tous les peuples des pays pour prendre conscience de ce fait. « Mais, l'homme menace sa planète, il pollue l'eau, l'air, les sols et les produits qu'il consomme. Il exploite les ressources naturelles et énergétiques comme si elles étaient inépuisables, il détruit les forêts équatoriales, il élimine des milliers d'espèces vivantes d'animaux ou de plantes et l'on nous dit à présent qu'il menace le climat et que ce dernier deviendra invivable dans le prochain siècle ». Prenons conscience, ne restons pas les mains croisées, réagissons, faisons quelque chose, en fait, une injustice quelconque. Ce sont des humains qui s'accablent à créer le danger ! Ne pas dire quel-

Mostéfa B.

## Manque de parkings et problèmes de stationnement

Qui n'a pas eu de problèmes pour garer sa voiture ? Tout le monde ! semble être la réponse. Si, par malheur, à votre retour, vous ne retrouvez pas votre voiture là où vous l'avez laissée, ne paniquez surtout pas, vous la retrouverez à tous les coups à la fourrière ! Pour accompagner l'explosion du parc automobile de ces dernières années, des infrastructures qui doivent suivre n'ont pas été construites. Trouver une place en ville, relève de l'exploit. On tourne en rond pendant des heures et quand on a la chance d'en repérer une, un «gugusse» pointe le nez de nulle part pour vous faire comprendre qu'il est là pour veiller sur votre «bien». En véritable «Rambo» il ne vous laisse guère le choix : payer sinon à votre retour une désagréable surprise vous attend, vous trouverez le pare-brise de votre automobile lézardé, ou un pneu crevé au meilleur des cas. De toutes les façons, il y aura toujours quelque chose de désagréable après votre course. Du coup, les automobilistes se résignent et se laissent «racketter» parfois plusieurs fois par jour selon les déplacements qui doivent être effectués.

Une bien triste réalité car ce sont parfois de petits voyous qui se convertissent dans cette activité où des chômeurs qui ont trouvé le filon d'or. Un travail pénard. Ils se partagent le territoire comme le ferait une mafia organisée. Ils ont leur code d'honneur et leur petit business rapporte gros. Le vol est «institué» d'un accord tacite. Les autorités publiques ne bronchent pas. Les

\*Enseignante retraitée, Sidi Bel-Abbès, lectrice fidèle de votre journal «Le Quotidien».



## AÏN DEFLA

## Du nouveau pour l'Éducation



M. N.

La wilaya de Aïn Defla accentue ses efforts dans le domaine des constructions scolaires et met les bouchées doubles, pour combler le déficit accumulé depuis des décennies.

C'est ce qu'a pu constater de visu Mr Aboubakr Benbouzid, à l'issue de la visite d'inspection de son secteur lundi dans la wilaya de Aïn Defla.

Ce sont Aïn Defla, M'khatria, la localité de B'da, El-Amra, Rouina, El-Attaf et Tiberkanine, des communes toutes situées dans l'ouest de la wilaya qui ont reçu la visite de la délégation ministérielle. Partout où il a été, il a eu à inaugurer des établissements des 3 cycles. En effet, sur les 13 lycées inscrits dans le programme quinquennal en cours, 6 ont été réceptionnés, 29 CEM sont achevés sur les 42 inscrits, 19 groupes scolaires terminés sur 24 figurant au programme, soit 115 salles de classe sur 222. Pour la seule année 2009 pas moins de 13 CEM réceptionnés et 11 sont en cours de réalisation.

Selon M. Benbouzid, qui n'a pas manqué de manifester son admiration et de saluer les efforts accomplis

par la direction de l'exécutif de wilaya pour ce qui est des efforts «colossaux» investis dans le domaine de l'Éducation, faisant la comparaison avec la capitale, il a déclaré : «Ici, il a été construit 20 fois plus qu'à Alger et en 10 ans, la wilaya de Aïn Defla a construit 10 fois plus que tout ce qui a été réalisé de 1962 à 1998», ajoutant «Ici, la moyenne nationale est largement dépassée». Il a été aussi question des établissements qui fonctionnent en double vacation.

Dans la wilaya de Aïn Defla, ces établissements sont au nombre de 9, a-t-on indiqué. À ce sujet, le ministre a déclaré : «2010 sera la dernière année de la double vacation... Il ne sera plus question de faire fonctionner 2 établissements distincts dans une même structure».

Le problème du chauffage et de la climatisation a été soulevé aussi. Le wali, M. Kadhi Abdelkader, a fait valoir et soutenu que les climatiseurs sont la solution idéale et la moins onéreuse, opération mise en pratique dans la wilaya de Aïn Defla. Pour étayer son point de vue, le wali a mis en exergue l'incapacité des factotums, sous qualifiés à entretenir et mainte-

nir en bon état de service les chaudières et les conduites du système de chauffage centralisés, système qui coûte des sommes faramineuses et qui ne s'est pas avéré rentable. Le ministre qui semblait convaincu a encouragé le wali à poursuivre dans cette voie mais quand même soumettre le projet de généralisation de ce système à discussion.

Lors de cette visite, au tout début, M. Aboubakr Benbouzid a eu à présider une petite cérémonie de distribution de 5 cars de transport scolaire pour les communes d'El-Amra, Djelida, Rouina, Aïn Soltane et Tiberkanine. À ce sujet, le directeur des Administrations locales, M. Bakhti Abdelkader, a fait part de la livraison, avant le mois de décembre, de 10 autres cars. Cela fera donc, pour 2009, 37 cars soit pratiquement 1 par commune, tous acquis sur le budget de wilaya. Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur a accordé un programme d'équipements en engins roulants (bennes-tasseuses, niveleuses, rétro-chargeurs, nacelles...) pour une enveloppe se chiffrant à 116 milliards de cts, toujours selon Mr Bakhti, le D.A.L.

## BLIDA

## L'escroc se faisait passer pour un colonel

Tahar Mansour

Exploiter le malheur des gens pour leur soutirer de l'argent, se faire passer pour une personnalité militaire afin de mettre en confiance des victimes potentielles, voilà une spécialité qui fait des émules, malgré le fait que tous se font avoir, un jour ou l'autre. Cette fois, c'est à Blida que l'histoire se passe. C'est un citoyen qui vient de Chlef et qui ramène sa fille malade pour une auscultation chez un neurologue. Il arrête sa voiture devant un lavage de voiture, montre l'adresse du neurologue et demande sa route. Aussitôt, un homme assez âgé se lève et se dirige vers la voiture pour lui proposer de le guider. Il prend place dans la voiture et affirme que le spécialiste est son ami et qu'il va s'occuper de tout. Il lui fit savoir qu'il était colonel de l'ANP. Arrivé devant le cabinet médical, il demanda au père de rester dans la voiture car il allait accompagner lui-même la jeune fille et demander au médecin de s'occuper d'elle. Il ressortit quelques instants plus tard, après que la malade ait été auscultée et qu'un traitement lui ait été prescrit. Il demanda au père de lui remettre de l'argent car sa fille devra subir une opération chirurgicale. Devant l'assentiment de sa victime, il lui dit qu'ils devront se rendre ensemble à Aïn Naâdja afin qu'ils ramènent une ambulance qui servira à évacuer sa fille vers l'hôpital sus-cité une fois l'opération terminée. En cours de route, notre pseudo colonel demanda au malheureux de lui remettre la somme de

76.000 DA, c'est-à-dire le prix de l'opération, afin de régler une fois pour toutes cette formalité. Il lui fit comprendre qu'il a dû user de toute son influence pour que le médecin accepte ce prix et qu'il fallait le payer maintenant. Mis en confiance par l'aplomb de son interlocuteur, et espérant une prompt guérison pour sa fille, il lui remit l'argent. Arrivé devant la porte de l'hôpital d'Aïn Naâdja, il lui demanda de l'attendre quelques minutes, juste le temps qu'il fasse venir l'ambulance. Mais, une heure, puis deux, puis plus passèrent et le colonel ne revenait toujours pas. Après avoir demandé après lui, il dut se rendre à l'évidence et comprendre qu'il a été victime d'une escroquerie. Il retourna à Blida et déposa plainte auprès de la police. La brigade criminelle s'empara de l'affaire et ses inspecteurs eurent tôt fait d'identifier le faux colonel grâce à une partie de l'immatriculation de sa voiture et des informations données par la victime. Après son arrestation, les policiers découvrirent trois autres victimes qui ont eu maille à partir avec l'escroc, qui leur avait promis soit la location d'un hangar, soit de les aider pour l'acquisition de quelque bien. En outre, des clés ressemblant à celles de logements, un flash disk sur lequel étaient enregistrés divers documents administratifs ainsi qu'une carte de visite avec un numéro de téléphone.

Présenté au parquet de Blida, Dj.M 54 ans, repris de justice, demeurant à Blida, a été placé sous mandat de dépôt pour escroquerie et usurpation de fonction.

## BLIDA

## L'explosion d'une bouteille de gaz fait 4 blessés

Le quartier Mahdjoub Boualem, en plein centre de Blida, a vécu avant-hier, à 10h15, un fort moment de peur panique après que les passants et les habitants entendent une explosion provenant d'un salon de coiffure pour dames.

Aussitôt alertés, la Protection civile envoya des agents sur les lieux, et il s'avéra que c'était une petite bouteille de gaz qui avait explosé. À l'intérieur du salon, quatre femmes ont été brûlées, dont deux au deuxième degré, une au premier degré alors que la quatrième, elle n'eut que des brûlures superficielles. Les victimes ont été secourues sur place puis évacuées vers l'hôpital M'hamed Yazid où elles ont été prises en charge.

## Un jeune trouvé pendu

Le cadavre d'un jeune homme a été trouvé pendu à un arbre, avant-hier, à 12h30, par la brigade de gendarmerie de Zabana.

Les sapeurs-pompiers se sont rendus sur les lieux aussitôt l'alerte donnée et ont évacué la dépouille du malheureux vers la morgue de l'hôpital Frantz Fanon pour une autopsie. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie pour déterminer les causes exactes du décès.

## Un autre accident de la route

Un accident spectaculaire a eu lieu avant-hier en début d'après-midi à Blida, plus exactement au niveau du quartier Yousfi Abdelkader, quand un véhicule de marque Chevrolet a percuté un passant qui se trouvait sur le bord de la route, avant de se renverser quelques mètres plus loin.

Aussitôt alertée, la Protection civile a dépêché des agents sur place pour secourir les quatre blessés, le passant et les trois passagers de la voiture, qui ont été évacués vers les hôpitaux de Ben Boulaid et M'hamed Yazid.

## Les agressions se suivent

Il semble que les agressions diverses se soient multipliées ces derniers temps et les citoyens commencent à se demander le pourquoi de la chose. La dernière en date s'est passée il y a deux jours quand, au niveau du quartier Sidi Aïssa dans la commune de Guerrouaou, un adolescent âgé de 16 ans a été pris à partie par un groupe de jeunes portant des cagoules qui l'ont roué de coups de bâton sur la tête et blessé à la jambe à l'aide d'un couteau.

L'agression a été perpétrée devant des dizaines de passants, face à une école primaire et pas loin des cités universitaires. La victime a été transportée par un particulier vers l'hôpital M'hamed Yazid où nous apprenons qu'il a dû être opéré pour les blessures qu'il a reçues. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie de Guerrouaou pour retrouver les auteurs de cette lâche agression.

Tahar Mansour

## Horaires des prières pour Alger et ses environs

16 dhou el qida 1430				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h47	12h31	15h25	17h51	19h11



## MÉDÉA

## Une cagnotte de 63 milliards de dinars

Une dotation supplémentaire de 63 milliards de DA sera consacrée, au cours du 4e trimestre 2009, au rachat de développement à Médéa, a-t-on appris lundi de la wilaya.

Le secteur de l'Urbanisme a bénéficié, au titre de ce programme complémentaire, d'une enveloppe financière de 44 milliards de DA, destinée au parachèvement des travaux d'aménagement de trois nouveaux pôles urbains, situés respectivement à Ksar El-Boukhari, Chellalet El-Adhaoura et Azziz, indique la même source. L'aménagement de ces trois pôles urbains,

dotés de plusieurs infrastructures socio-éducatives, culturelles et de services, permettront, une fois achevés, de désengorger l'ancien tissu urbain des localités ciblées par ces projets et d'assurer un meilleur cadre de vie aux futurs résidents. La wilaya de Médéa a entamé, depuis 2006, un plan d'aménagement de nouveaux pôles urbains, au niveau d'une quinzaine de grandes villes, pour remplacer les anciennes agglomérations urbaines, dont beaucoup sont arrivées à saturation en raison du phénomène de l'urbanisation anarchique et de l'exode massif des populations

rurales, a-t-on rappelé de même source. L'autre partie de la cagnotte sera injectée, a-t-on indiqué, dans des travaux de renforcement du réseau d'adduction en eau potable pour les soixante mille habitants que compte la ville de Béni-Slimane, confrontée à des perturbations cycliques en matière d'approvisionnement en eau potable. Des subventions seront destinées, en outre, à l'achèvement de cinq structures éducatives du cycle moyen et d'une soixantaine de classes scolaires qui ont nécessité une réévaluation du coût initial du projet, a-t-on précisé de même source.

## LAGHOUAT

## Près de 60.000 ha de réserves pastorales

Une surface de près de 60.000 hectares a été retenue pour la création de réserves pastorales dans la wilaya de Laghouat, a-t-on appris lundi de la Conservation des forêts.

Visant la régénération du couvert végétal dans différentes zones disséminées à travers le territoire de la wilaya et la lutte contre le phénomène de la désertification, l'opération est scindée en deux tranches. La première, portant sur 40.000 ha, est à un taux de réalisation de 58 % et touche les communes de Aïlou, Sidi Bouzid, Sebguet, El-Ghicha, Oued Morra, M'zi, Brida et Aïn Sidi Ali.

La seconde, de 20.000 ha, dont les travaux sont à 20 %, concerne les communes d'El-Ghicha et de Aïn Sidi Ali, poursuit le Conservateur des forêts de Laghouat.

Selon le même responsable, la délimitation des réserves intervient après des études techniques et mout consultations menées avec des élus et habitants des régions rurales, en vue de répondre à leurs attentes et assurer la durée indispensable à la croissance du couvert végétal, fixée à 36 mois.

Il a ajouté que l'expérience de création de réserves, qui a donné jusqu'ici

des résultats «positifs», est accompagnée d'une mobilisation de moyens de protection rigoureux, a ajouté le responsable avant d'annoncer le lancement prochain d'opérations similaires dans d'autres régions de la wilaya. La création des réserves et la protection des aires de pacage demeurent nécessaires, notamment pour les zones vulnérables au phénomène de la désertification qui affecte 75 % du territoire de la wilaya de Laghouat, le reste étant lui-même menacé d'ensablement, a signalé le Conservateur des forêts de Laghouat.

ANNABA

## Des bâtisses qui font peur

Tayeb Zgaoula

Un autre effondrement vient d'être enregistré cette semaine, relançant la problématique du vieux bâti et la préservation du patrimoine de la vieille ville et tous les dangers qui guettent les habitants de cette vieille cité, véritable pan d'histoire de la ville de Bône ou Bouna la Musulmane sous l'Empire Othoman. Ainsi, de temps en temps, de vieilles bâtisses de la place d'Armes s'écroulent les unes

après les autres. Plusieurs effondrements ont été enregistrés au cours de ces deux dernières années provoquant même des pertes humaines.

Cette semaine encore, c'est une grande bâtisse de 3 étages de la rue Carthage, abritant plusieurs familles, qui s'est écroulée faisant pas moins de quatre blessés et semant la panique. Heureusement, il n'y a pas eu de pertes de vies humaines, nous disant quelques habitants du quartier mais ne sachant pas

leur colère sur le spectre d'autres effondrements de bâtisses au vu de l'état de la structure et à l'approche de la saison d'hiver. Devant les nombreuses promesses faites de trouver des solutions au problème, les occupants diront «A quoi serviraient les constats techniques s'ils ne sont pas suivis d'une décision de réhabilitation. Une situation où le pire risque de se produire à tout moment», indiquent quelques occupants de vieilles bâtisses de l'ancienne cité de Sidi Brahimi.

## Les habitants de la Cité du 5 Juillet protestent

Les habitants de la Cité du 5 Juillet, les autorités locales et les responsables concernés sur la dégradation du cadre de vie de leur cité, réputée il n'y a pas longtemps d'exemplaire.

En effet, selon un groupe d'habitants, depuis plusieurs mois, les habitants vivent un problème de restriction d'eau incompréhensible puisque : «Depuis la réfection du réseau de l'AEP, le problème de distribution en eau potable se pose sérieusement, l'eau se fait rare, et si elle arrive, c'est en très faible pression et tardivement, après 22 h. Alors qu'il y a trois

mois, l'eau arrivait dans les robinets à 17 heures. Aussi, une grande partie de la cité se trouve sans éclairage, à maintes reprises signalé aux services concernés de l'APC, mais en vain, diront encore les concernés ce qui, d'ailleurs, a instauré une certaine insécurité de cette cité implantée au pied de la montagne Bouganta. D'ailleurs, pas plus qu'avant-hier, des tentatives d'agression de femmes et de vols de magasins ont eu lieu. Un autre collectif de citoyens de cette cité soulève le problème de l'arrêt des travaux de chantier de l'aména-

gement des trottoirs qui perdure, disent-ils, depuis juillet passé. «Cette entreprise a commencé les travaux de pose du carrelage sur les trottoirs qui étaient pourtant bien fait en béton puis elle les a arrêtés, laissant les lieux dans un état déplorable.

Aussi, l'entreprise, qui a effectué les travaux d'AEP a plié bagages en abandonnant des containers vides, sujet de tous les maux. Une grande partie des espaces verts, fierté de toute la cité, a été rasée par les engins», concluent nos interlocuteurs visiblement en colère.

Tayeb Zgaoula

SÉTIF

## La scolarisation des enfants handicapés en question

Une journée d'études et de sensibilisation sur «la scolarisation des enfants souffrant d'une infirmité motrice cérébrale (IMC)» s'est tenue lundi à Sétif, en présence de spécialistes, de psychologues, d'orthophonistes, d'éducateurs, d'enseignants et de parents de malades. Cette rencontre, organisée par l'Association des jeunes handicapés moteurs d'origine cérébrale, vise à débattre des moyens d'assurer l'insertion de ces enfants aux besoins spécifiques dans les crèches, les établissements scolaires ainsi qu'au sein de la société, ont souligné MM. Arab Saadaoui et Mohamed Kentache, respectivement président et vice-président de l'Association. Un projet d'insertion des enfants handicapés moteurs d'origine cérébrale, sur lequel travaille actuellement l'association avec le soutien de «Handicap International», a été présenté à cette occasion.

Selon M. Kentache, ce projet, présenté «pour la première fois en Algérie», consiste à désigner des enseignants spécialisés et des psychologues au sein des écoles pour assurer l'orientation et le suivi des enfants souffrant d'IMC, et favoriser ainsi leur prise en charge et mettre fin à leur déscolarisation faute d'une insertion adaptée. La même source a également souligné que l'association ambitionne de permettre à 40 enfants en âge d'être scolarisés sur les 55 atteints d'un handicap moteur d'origine cérébrale, et 40 autres sur 300 âgés entre 6 et 9 ans non scolarisés actuellement, de pouvoir rejoindre les bancs des écoles «avant le 20 novembre prochain».

Le projet d'insertion scolaire de cette catégorie de handicapés permettra d'augmenter leur taux de scolarisation dans les écoles publiques de la wilaya de Sétif, pour porter leur nombre de 60 à 140



par an et favoriser de la sorte leur insertion sociale, a-t-elle ajouté. L'association des parents d'enfants handicapés moteurs d'origine cérébrale de la wilaya de Sétif constitue la plus ancienne association en activité dans le domaine de la prise en charge de l'enfant handicapé, rappelle-t-on. Elle a été créée en 1990 et compte actuellement 750 adhérents, en majorité des enfants handicapés bénéficiant d'activités de loisirs et d'éducation durant toute la semaine.

L'association se fixe également pour objectif de mettre à la dispo-

sition des adhérents les moyens nécessaires pour une insertion sociale réussie, grâce aux cotisations et aux dons de bienfaiteurs.

Les handicapés moteurs d'origine cérébrale sont encadrés par des éducateurs d'horizons divers, des éducatrices spécialisées, des orthophonistes, des pédagogues, des enseignants et des médecins. Ils bénéficient en outre de consultations périodiques, ainsi que d'un suivi médical et social, tandis que les parents reçoivent des conseils et des orientations pour mieux les aider.

EL-TARF

## Le foncier fait jaser

A. Ouelaa

Il va sans dire que de tous les problèmes et litiges que pourraient affronter des individus ou une institution, il y a celui du foncier. En effet, cet aspect aux conséquences parfois difficiles à supporter en cas de non assainissement, aux démarches qui n'ont rien à envier à un parcours de combattant sans oublier les démarches aux relents parfois bureaucratiques, doublés de dépit ou d'incompréhension qui mènent droit vers la justice, est en voie de règlement pour le bonheur et soulagement de ceux dont le problème du foncier auquel ils étaient confrontés commençaient sérieusement à hypothéquer leurs calculs et, par extension, leur avenir. Cela va du problème des terres que l'autoroute Est/Ouest a affecté des entreprises qui ont mis la charrue

avant les boeufs en construisant des logements ruraux sans avoir au préalable payé le terrain auprès des domaines, pour ensuite donner les actes aux bénéficiaires de ces logements et tant d'autres aléas liés à l'assainissement du foncier où les interférences et les prorogatives des uns et des autres parmi les institutions ou secteurs concernés se chevauchent à l'image de celui des forêts, l'agriculture ou les domaines.

En ce sens, c'est à bras le corps que le premier responsable de la wilaya a instruit les concernés à activer les choses en vue de régler cet épineux problème en toute transparence, et en vertu des lois qui régissent le foncier. Pour sa part, approché sur le sujet, le P/APW, M. Maizi Boubker, nous a déclaré que sur les 42.000 litiges en suspens depuis plusieurs années, 38.000 ont été réglés.

BATNA

## Les spécialistes parlent archéologie

La commission mixte réunissant des spécialistes en archéologie algériens et français a présenté lundi après-midi, à Batna, les mosaïques des demeures de Phrixus et de Hellé et celle de la «tigresse», découvertes à Tazoult (ancienne Lambaesis), à 7 km de Batna. Au cours d'une journée d'études organisée à l'occasion de cette présentation, Mme Aïcha Amina Malek, présidente du projet de recherches archéologiques de la région de Tazoult, et représentante de l'Institut national des recherches archéologiques (France), a considéré que les mosaïques des demeures de Phrixus et de Hellé «restent jusqu'à présent uniques dans leur genre dans le monde».

Elles représentent, selon elle, la légende du sacrifice raté de Phrixus et de sa soeur Hellé, enfants d'Athamas, et donnent à admirer la «toison d'or» qui apparaît «pour la 1ère fois». Cette légende, «déjà connue à travers des dessins sur des poteries et autres objets», est représentée pour la 1ère fois sur une mosaïque aussi imposante, faisant de cette découverte une première dans le monde, constituant de la sorte un joyau unique dans le monde de l'archéologie», a estimé pour sa part, Mme Sabah Ferdi, représentante du Centre national des recherches archéologiques en Algérie.

De son côté, M. Said Dahmani, membre du conseil scientifique de ce même centre, a souligné que cette découverte a orienté les spécialistes sur l'existence d'un atelier de mosaïque et, par conséquent, d'une école consacrée à cet art à Lambèse durant cette époque. C'est ainsi, a-t-il ajouté, que les habitants de cette région ont fixé pour la postérité cette légende qui remonte à la 3e ou 4e année avant Jésus-Christ. Elle raconte l'histoire d'un roi qui a voulu sacrifier ses enfants Phrixus et Hellé, pour favoriser la levée végétale des champs de blé et épargner ainsi la famine à son pays, mais les dieux lui ont remis un bélier à la toison d'or, sauvant ainsi Phrixus et Hellé, selon la légende.

Les intervenants français et algériens au cours de cette journée d'études étaient unanimes à considérer que cette mosaïque se dis-

tingue par ses couleurs chatoyantes et ses motifs représentant la végétation, et qui sont d'une précision très poussée au point d'épouser des formes très réalistes. Quant à la «tigresse», elle a été découverte dans une demeure de la ville de Lambaesis qui fut le siège des armées romaines en Afrique. Ces mosaïques, découvertes durant les années 2006 et 2007, ont permis aux recherches de s'approfondir durant cette année 2009, ont souligné les spécialistes présents à cette manifestation, notamment Florence Monier et Claire-Anne de Croyelle, qui ont fait état de la découverte de quartiers jusqu'ici inconnus de Lambèse qui fut capitale de la Numidie du 2e au 4e siècle de l'ère chrétienne. De même qu'elles ont donné des éclairages sur l'architecture, les décors et la céramique d'une «beauté exceptionnelle» de cette époque.

Les différents intervenants ont insisté sur la nécessité de faire connaître, de sauvegarder et de restaurer, le cas échéant, ces découvertes archéologiques, Mme Ferdi révélant dans ce contexte qu'un projet a été présenté au ministère de tutelle en vue de la création d'un conseil national des études et de la restauration des mosaïques en Algérie. Cette spécialiste a également souligné que le souhait des archéologues est de voir naître un Atlas des mosaïques en Algérie, plus de cinquante sites abritant de telles oeuvres ayant été recensés à travers le pays, selon elle.

Cette journée d'études a été ponctuée par une visite, en fin de journée, du site archéologique de Tazoult où les participants ont pu prendre connaissance des fouilles en cours, visiter les lieux où ont été découvertes ces trois mosaïques et s'enquérir, grâce à une intervention in situ de M. Patrick Blanc, responsable de l'atelier de conservation et de restauration du musée municipal d'Arles (France), des conditions de leur mise au jour.

Les fouilles actuellement entreprises à Tazoult entrent, rappelle-t-on, dans le cadre d'une convention de coopération entre le Centre national de recherches archéologiques algérien et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS, France).



## Mutuelle générale ferroviaire La désignation des congressistes contestée

A. El Abci

Dans une lettre adressée à la direction de la Mutuelle générale ferroviaire (MGF) et dont nous détenons une copie, les sections syndicales de la région de Constantine, qui représentent les travailleurs cheminots de 11 wilayas de l'est du pays, «condamnent et dénoncent la manière dont ont été choisis les congressistes à la prochaine assemblée électorale de cette mutuelle». Ainsi, les secrétaires généraux des sections syndicales, à l'exemple des wilayas de Skikda, de Djel, de Batna... etc. «contestent» avec virulence la composante de la liste des nouveaux congressistes et demandent «que des assemblées générales soient organisées au niveau de toutes les sections comme le précise la réglementation, chose qui n'a pas eu lieu», selon nos interlocuteurs, qui affirment «qu'au contraire, les nouveaux délégués ont été désignés dans l'opacité la plus totale» et qu'en conséquence, «ils demandent l'application de la réglementation dans toute sa rigueur». Pour preuve de leurs dires, ils citent le cas de la liste des représentants des cinq services que compte la direction régionale de Constantine, qui doivent être représentés chacun par un congressiste, mais qui, dans la réalité, ont été choisis tous d'un même service. En

outre, les protestataires déplorent cette situation où la nécessaire transparence, qui doit être la règle dans ce domaine, «soit complètement et paradoxalement absente». Ils soulignent que des correspondances de dénonciation par les sections syndicales et des bases militantes des cheminots, concernant cette situation, ont été adressées au ministre du Travail et au premier responsable de la MGF.

Questionné sur tous ces points, le directeur de la mutuelle, A. Bouguetouf, reconnaît «avoir été destinataire de motions de contestation», mais tient cependant à indiquer «qu'il n'est pas juste de dire que les élections n'ont pas été organisées au niveau des sections syndicales de base». Et d'ajouter «que des commissions électorales régionales ont été installées à Oran, Alger, Constantine et Annaba pour les préparatifs des élections des délégués de ces régions.» Et de préciser «qu'en tout état de cause, il est en possession de procès-verbaux des réunions qui ont eu lieu et des listes.» Il tient enfin à préciser que les membres du Conseil d'administration représentant la région de Constantine, en vertu de l'article 22 de la loi 90-33, du 25 décembre de l'année 1990, sont reconduits de plein droit comme leurs collègues des autres régions et ne peuvent donc faire l'objet d'élection.

## Une route dégradée et des chauffeurs de taxi en grève

Les usagers des lignes de Hamama Bouziane, Aïn Bensbaa, Ibn-Ziad, Messaoud Boudjeriou, Salah Bey, El-Menia et de la Rue des Maquisards, sont dans le désarroi, depuis deux jours car, confinés dans un semi-isolément à cause d'un arrêt de travail surprise décidé par les chauffeurs de taxi desservant ces lignes à partir de la station de l'Avenue du 20 Août, au centre-ville de Constantine.

En effet, au nombre de 200 environ, les conducteurs de taxi qui travaillent sur ces lignes ont déclenché leur mouvement pour, disent-ils, «protester contre l'état de la route de Aouinet El-Foul» qu'ils empruntent pour l'aller et le retour, impraticable au niveau du lieu-dit Terrain Amirouche, à hauteur de la mosquée de la Rue des Maquisards. «Dans cet état depuis pratiquement l'année 1985, cette route qu'empruntent journalièrement plus de 10.000 véhicules est, pour ainsi dire, impraticable et nous cause beaucoup de soucis et d'argent dépensé en réparations et changement de pièces de rechange», proteste un chauffeur de taxi qui affirme que lui et ses collègues n'ont cessé d'alerter les services de la mairie.

Celle-ci enfin vient de dépêcher une équipe technique pour vérifier sur place le bien-fondé de leurs

revendications. Sur place, il s'est avéré que c'est une conduite d'eau usée placée à cet endroit par des ouvriers chinois, travaillant pour le compte de la Seaco, qui a éclaté, déversant ses eaux qui ont fini par miner les soubassements de la route et provoquer son affaissement. La Seaco a confirmé l'information en indiquant que les travaux de creusement effectués récemment, conjointement avec les services de l'APC, ont révélé effectivement le déboîtement de la conduite et que les travaux de réparation vont être menés le plus rapidement possible. Quoiqu'il en soit, les protestataires ont déclaré qu'ils poursuivront le débrayage jusqu'à la réparation de cette route qui constitue l'un des principaux axes d'entrée et de sortie de la ville de Constantine vers la périphérie nord-ouest, ainsi que les wilayates de Mila et Jijel.

Contacté à ce sujet, le responsable du bureau local du syndicat national des taxicabiers, organisation placée sous l'égide de l'UGTA, s'est déclaré lui aussi surpris par ce mouvement déclenché sans préavis. M. Bendilmi reconnaît néanmoins que la revendication des chauffeurs de taxi est légitime «parce que cette route, dit-il, était devenue quasiment impraticable».

A. Mallem

**Horaires des prières pour Constantine et ses environs**

16 Dhou el qida 1430

El Fedjr 05h33	Dohr 12h17	Assar 15h12	Maghreb 17h38	Icha 18h57
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



## Le pont de Sidi M'cid attire la foule

Depuis le premier novembre, date d'inauguration de l'illumination du pont suspendu de Sidi M'cid, les Constantinois ne cessent d'aller admirer cet éclairage du pont. Dès la nuit tombée, on se dirige vers les lieux et plusieurs personnes ont vraiment poussé des cris d'admiration devant cette «féerie».

On s'arrête donc pour admirer et commenter ce jeu de lumières multicolores, de faisceaux lumineux indirects. A tel point, d'ailleurs, que quelques personnes rencontrées sur les lieux n'ont pas hésité à comparer le pont à... la tour Eiffel parisienne ! Toujours est-il que beaucoup d'admirateurs locaux, et même étrangers, se déplacent sur les lieux.

## Circulation infernale

Décidément, plus les jours passent et plus la circulation automobile devient infernale à Constantine. Quel que soit le lieu, des embouteillages monstres sont enregistrés particulièrement en fin de journée. Ainsi, que ce soit du côté de l'Avenue Zaamouche du côté du Chalet des Pins, de la voie express Sidi Mabrouk Boussouf, l'accès à la gare routière ouest depuis la zone industrielle, etc. tout est bloqué. Ce sont de longues processions de bus, de taxis et de voitures particulières qui attendent de pouvoir circuler. Ainsi, il a été remarqué lundi, en fin d'après-midi, que plusieurs passagers de bus à destination de la nouvelle ville Ali Mendjeli, dont le bus était bloqué depuis plus d'une demi-heure déjà, ont renoncé au déplacement et sont descendus. «On va tenter notre chance du côté de l'université, disent-ils, car on peut trouver des taxis venus de la nouvelle ville».

## Manque d'hygiène

Plusieurs citoyens qui se sont rendus, hier matin, à l'immense et tout nouveau marché de la nouvelle ville Ali Mendjeli, ont vivement exprimé leur surprise sur le manque d'hygiène constaté de visu lors de la livraison des carcasses de boeufs et de moutons aux boucheries du marché. «Arrivés dans des véhicules brinquebalants et d'une saleté repoussante, ces carcasses sont prises en charge par des porteurs aussi sales. Il n'y a aucun respect de l'hygiène et de la propreté, affirment-ils. Et c'est dans cet état que les viandes sont présentées par les nombreux bouchers à des clients, qui ignorent totalement cette procédure et achètent en toute confiance...»

## L'artiste peintre Latifa Boulfoul au CCF

L'artiste peintre Latifa Boulfoul présentera, lundi prochain, un vernissage au centre culturel français. Les œuvres de cette artiste, natif de Constantine, ont eu plusieurs distinctions comme par exemple le Prix d'honneur du Comité culturel de la ville de Constantine, en 1993, Prix d'honneur du ministère de la Culture à l'occasion du deuxième Salon national de la céramique à Alger, en 1997, médaillé au 10<sup>ème</sup> Festival international des arts plastiques de Mahares (Tunisie). Ce vernissage débutera à partir de 19 heures.

A. C.

## Hadj Premier départ vers les Lieux Saints

A. Zerzouri

Le premier contingent de 250 pèlerins s'est envolé avant-hier, aux environs de minuit, vers les Lieux Saints de l'Islam. La frénésie ayant marqué l'avant-veille de ce départ s'est estompée, et l'aéroport Med Boudiaf de Constantine a vécu sur des airs de fête tout au long de cette soirée, marquée par une organisation à la mesure de l'événement, qui a nécessité la mobilisation générale des personnels en activité à l'aéroport.

Bien sûr, il y a cette grippe porcine qui plane sur cette campagne du Hadj 2009, mais ce risque de pandémie ne semble pas affecter outre mesure nos Hadji, partis accomplir le rituel sacré en toute sérénité, croyant fort que «tout ce qui peut arriver est de la volonté de Dieu», comme ils proclament à l'unanimité. En tout cas, les autorités sanitaires, pour leur part, ont pris toutes les mesures préventives pour éviter les risques de contagion et d'infection à la grippe A.

En sus d'une vaccination de tous les pèlerins sans exception, chaque Hadji a emporté dans ses bagages 100 masques pour se prémunir contre ce mal sur les lieux du pèlerinage, nous a confié M. Bensid, directeur d'unité de l'EGSA.

## Des repas chauds pour plus de 15.000 nouveaux élèves

Le nombre d'élèves du cycle primaire bénéficiant de repas chauds dans des cantines scolaires, qui était de 63.000 en 2008-2009, passera à 78.000 au titre de l'actuelle année scolaire, soit 15.000 en plus, a-t-on appris mardi, de la direction de l'Education.

Selon M. Abdelhafid Kaouir, cadre au sein de cette structure, la wilaya de Constantine enregistre une «amélioration remarquable» en matière d'ouverture de cantines scolaires dès lors que celles-ci pourront désormais prendre en charge «environ 87 % des élèves

Ce dernier soulignera que l'organisation au niveau de l'aéroport est bien meilleure que les années précédentes, à l'exemple des formalités de voyages, accomplies avant même l'arrivée des Hadji sur les lieux de départ, et ce grâce à un dépôt de passeports des concernés au niveau des services aéroportuaires bien avant l'heure «H». Dans ce sillage, notre interlocuteur signale la mise à disposition des Hadji de nouveaux chariots de bagages, acquis récemment, ainsi que des bus mis à l'occasion en circulation sur le tarmac, permettant un transport fluide et sans gêne de la salle d'attente des départs vers l'avion. On remarque, aussi, un rajeunissement des futurs Hadji, dont l'âge avancé n'est plus légion, naguère inscrit dans les habitudes et moeurs, dira M. Bensid. «Aujourd'hui, le Hadji est en moyenne relativement jeune, assez bien portant, pouvant offrir une aide efficace aux autres pèlerins qui en auraient besoin», estime ce dernier.

Notons que 3.000 Hadji sont inscrits au départ à partir de l'aéroport Med Boudiaf de Constantine, et seront transportés par les 12 vols programmés à partir de cet aéroport, à raison d'un vol chaque trois jours.

scolarisés». Selon le directeur des Affaires éducatives et culturelles de l'Assemblée populaire communale (APC), une enveloppe financière estimée à 19 millions de DA a été décaissée par la commune de Constantine pour l'acquisition de nouveaux équipements, notamment fourneaux, tables et chaises, en faveur de 50 cantines.

Le secteur de l'Education nationale dispose, dans la wilaya de Constantine, de 236 cantines scolaires qui assurent la restauration de plus de 88.000 élèves des différents paliers de l'enseignement, a fait savoir M. Kaouir.

## Opération d'assainissement au Ciloc

A. Mallem

Les responsables du secteur urbain de Bellevue ont déclenché hier, mardi, une opération d'assainissement à la cité du Ciloc «qui va durer cinq jours, disent-ils, jusqu'à l'enlèvement total de toutes les ordures, qui s'entassaient là depuis une dizaine d'années au moins», ont déclaré les élus et les responsables techniques qui supervisaient l'opération. Cette dernière a mobilisé les moyens humains et matériels du secteur urbain et des deux directions de l'Assainissement et des Moyens généraux de la municipalité qui ont nécessité, pour ce faire, 3 engins rétro-chargeurs et 5 camions-bennes pour chargement et évacuation des déchets.

Sur les lieux des opérations, M. Souissi, vice-président de l'APC et responsable du secteur urbain, était «désappointé» et «déplorait» l'attitude de certains habitants du

Ciloc, qui avaient occasionné des désagréments aux équipes chargées des tâches d'assainissement. «Au moment où le conducteur d'un rétro-chargeur travaillait au pied d'un bâtiment à l'enlèvement des ordures, a-t-il expliqué, des locataires n'ont pas cessé de déverser des balcons toute sorte d'immondice et autres objets dangereux. «Et, fatalement, ce chauffeur a été sérieusement touché par un de ces objets, dit-il. Nous avons dû le transporter au CHU de Constantine pour examens. Heureusement, ses blessures se sont finalement révélées sans gravité. N'empêche que cette attitude de renseigne sur le manque de civisme de certains».

Ce responsable a déclaré «qu'il allait lancer un appel aux citoyens de la cité pour solliciter leur collaboration dans l'assainissement total des sites et leur aménagement en aires de jeux qui profiteront avant tout à leurs enfants».



■Vends F2 à Hai Khemisti. Superficie 66 m<sup>2</sup>. Cité calme. Bon voisinage. 5ème et dernier étage - Tél: 0772.99.83.24

■Vds Appartement F4 140 m<sup>2</sup> au 3ème étg. d'une Nuelle Résid. de 3 étg. avec interphone et jardin en devant. Endroit calme et sécurisé, à St Eugène côté Hippodrome. Libre de suite. Prix après visite - Tél: 0778.72.55.45

■MOSTA: Loue Appartement F4, bien situé, entrée individuelle, toute commodité. De Préférer, à couple sans enfant - Tél: 0770.93.97.39

■Donne en location Appartement (rez-de-chaussée d'un villa) composé d'1 chambre, Gd salon, Cuis., SDB, WC + jardin. Bien situé à St Hubert - ORAN. De préférence pour couple - Tél: 0791.14.44.67

■Loue pour Sté étrangère, nationale, F3 1er étage, sis en face Centre des Conventions Sonatrach. Refait à neuf. Equipement neuf. Zone sécurisée. Bon voisinage - Tél: 0552.68.14.05

■Vends studio. Acté. 1 pièce, Cuis., S.D. Refait à neuf. Prix 300 U ferme. Cité Grande Terre (Bât. des Coopérants) - Tél: 0772.43.07.09

■Vends Appartement F4, bien aménagé, type rieux, au 3ème étage Cité Ben Boulaid ARZEW, cité Agence - Tél: 0773.83.27.56

■Vends deux Logts. 1er à Gdyl sur la route entre Oran - Arzew, total 73 m<sup>2</sup>. 1er étg. 2 Fnc. Bât. R+2. Acté. Prix fixe 450 U. 2ème à Hai Yasmine La Tour 7ème étg. F3 / 71 m<sup>2</sup>. Acté. Prix fixe 600 U. Merci - Contacter: 0775.55.85.78

■URGENT. Vends bel Appartement F3 aménagé en F4, refait à neuf. 2ème étg., 2 Fnc. très ensoleillé. Bon voisinage, parking. Libre de suite, situé à Cité Grande Terre ORAN - Contacter: 0661.28.68.51

■Particulier loue un Appartement F3 à la Cité Hai Sabbah «CNEP» cité Commissariat - Tél: 0795.73.50.98

■Vends F3. Acté. 100 m<sup>2</sup>, 2 façades, très ensoleillé + cour et garage. Bon voisinage - Tél: 0550.52.55.12 - Hai Errahmane - MISSERGHINE

■Vends bel F3 (84 m<sup>2</sup>) 4ème et dernier étage, avec balcon et loggia, à proximité d'une école et d'un CEM, les Oliviers Maraval - ORAN - Tél: 0662.21.37.98

■Loue F4, 100 m<sup>2</sup>, meublé partiellement, rez-de-chaussée élevé, bien situé USTO ORAN. Toutes commodités et parking assuré. Prix 3 Unités/Mois - Tél: 0553.53.52.12

■Loue Apparts F2 et F3 + Immeuble R+3, avec ou sans meubles, tes commodités, garage, à Cap Falcon (Ain El Turk - ORAN). Possibilité location courte durée - Tél: 041.26.52.15 / 0773.84.67.39

■AG. HOUHOU Immobiliers. 041.58.86.24 ou 0555.444.172 - Vend: F4 Gde superficie et refait à neuf, P.O. 650 U Prolin - F4 Les Oliviers 720 U nég. Maraval - M.M. 70 m<sup>2</sup> Cité Petit 680 U nég. - Villa la CNEP Fleuries 144 m<sup>2</sup> 450 U - F2 R. à neuf côté les Palmiers 450 U

■Loue: F2 RDC Delmonte (9 000 DA) - F3 St Eugène 1er (2 U) - Immeuble de 10 appartements meublés + parking (6 voitures) Paradis-plage Ain El Turk - Villa R+2 Cité Djamel (18 U) - AG. «ABDALLAH» 44 Cavaignac - 041.41.46.65 / 0770.40.87.48

■Vends ou échange F4, 150 m<sup>2</sup>, chauffage central + climatiseur à Kiffane + 1 local 21 m<sup>2</sup> (Nouvelle cité de la Gare). Possib. échange contre villa R+1 à TLEMCEM. Interm. s'abst. - Tél: 0662.32.35.99

■TLEMCEM: Vends appartement F2 rez-de-chaussée, en plein centre-ville. Acté. Sup. 38 m<sup>2</sup>. Localisation stratégique pour commerce, alcool... etc. Prix négociable après visite - Tél: 0778.28.33.14

■Vends F3, T.B. situation, 1er étage. Acté. Lib. suite. A côté gare routière Yaghmorassen (Cité CNEP) - Tél: 0664.96.85.33

■Vends F3. Acté. Immeuble 4 étages. Parking. Bon voisinage. Situé Brunie avec Proctin - ORAN - Tél: 0773.14.18.86

■A vendre: ARZEW. Zabana: Appart F3 8ème étage, avec climatiseur citerne 2 m<sup>2</sup> litres + placard. Première main. Bon voisinage + vue sur mer - Tél: 0550.53.63.48

■Vends appartement F4, 1er étage, plein centre-ville d'Oran. Convient habitation ou profession libérale. Prix après visite - Tél: 0559.01.48.72

■A vendre F3. Acté. 3ème étage, au Bd Emir AEK, centre-ville ORAN - Tél: 0771.15.81.01 - 0554.83.02.25

■Echange Appart F4, 100 m<sup>2</sup>. Acté. Très bien ensoleillé, 1er étage, grand balcon, plein centre ORAN, contre grand Appart RDC ou petite M.M. environs Gambetta. Etudie toutes propositions - Tél: 0793.95.34.60

■Vends à Oran, Appart F4, 120 m<sup>2</sup>. 3ème étage, trois façades, mitoyen consulat USA et consulat du Maroc, très belle vue panoramique, quartier résidentiel Front de mer - ORAN - N° Part: 0556.13.19.96

■Vends F3 + cave. Acté. Cité 150 Lgts Lobel - ORAN, face stade les Castors, 1ère Cité EPLF, gardiennage J.E. N. Bon voisinage - Tél: 0661.20.68.20

■Loue bel Appartement F3, refait, meublé, 1er étage, 3 façades, Acté, face Bât. du Millénaire - Tél: 045.25.91.88 (9 H - 14 H)

■Vends Appart F3 (cuisine, SDB, cour commune) RDC, pour Habitation, Commerce, Fonction libérale. Refait à neuf. Sis à Plateau, Rue Soult Angie Rue Baghale me Mohamed N° 34 - Tél: 0797.42.63.06

■Vends très bel F4. Acté. Refait à neuf. 92 m<sup>2</sup>. 3ème étage. Parking gardiennage J.N. Cité citée à 200 Logts ES SENIA, P.O. seignants USTO - Oran - Tél: 0771.91.51.08

■Part. vend F3 1er étage, refait à neuf, falence, dalle de sol, réservoir et barreaudage, à 200 Logts ES SENIA, P.O. 400 U - P.D. 420 U ferme - Tél: 0794.55.84.01

■DEL ABDES: A vendre villa 220 m<sup>2</sup>. RC: 4 locaux + cour + garage + 1 pièce + hall + bache à eau, 1er étage: 2 pièces + 2 salons + hall + cuisine + SBW + terrasse - Tél: 0777.50.19.32

■V/ par Promesse de Vente F3 80 m<sup>2</sup> USTO 1er étage côté gyndamerie 650 F3 4ème USTO derrière Clinique Najah 600 - F3 3ème Zabana Arzew 350 - AGENCE «31+» - 0771.54.59.96 - 0554.11.77.14

■A.V. F2 RDC 30 m<sup>2</sup> - façade sur grande avenue Gambetta P.O. 350 - A.V. F3 RDC cour esp. Choupet P.O. 300 - A.V. M.M. 150 m<sup>2</sup> F4 + cour - St-Eugène P.V. 15 - AGENCE «31+» - 0771.54.59.96 - 0554.11.77.14

■AG. MON RÉVÉL. 0771.91.66.82 - V. F4 3ème loue HO-Chi-Minh. F3 1er Bd Mostaganem. F2 4ème 55 m<sup>2</sup> HLM. 2 F5 2ème, 4ème, 150 m<sup>2</sup> Résidence Djebbar Barky, F4 2ème L. M. Thidi, F4 meublé 13ème avec ascenseur Cité Peret F4 120 m<sup>2</sup> 5ème HLM. F3 RDC HLM. F3 modifié F4 6ème USTO. F7 1er 3F 200 m<sup>2</sup>

■A.V.: 1 F3, refait à neuf, 1er étg. libre de suite, sis à côté du Magasin et à la Rue de Mostaganem - Tél: 0558.12.83.80 ou 0699.33.91.02 - Courtois et intermédiaire s'abstenir

■A vendre Appart F5. Sup. 120 m<sup>2</sup>. Refait à neuf. Toutes commodités. Lieu USTO H.L.M. Double façade - Appelez au N° 0550.56.63.08 - Curieux s'abstenir S.V.P.

■A vendre un bel F3. Acté. Dar Beida (G. Tame) 10ème étg. + ascenseur récent. G2 Fnc. T. belle vue panoram. Cité Petit. Parking. Ttes Comm. P.O. 430 - Tél: 0696.71.42.27

■Loue F3 cuisine, salle de bain, RC, les Oliviers. Pour commodité. Lieu USTO H.L.M. Double façade - Appelez au N° 0550.56.63.08 - Curieux s'abstenir S.V.P.

■Vends Apparts Top: F4 140 m<sup>2</sup> - F3 120 m<sup>2</sup>. Toute Comm. Refait à neuf. Hai Sabah. Blvd Bus 11 - Tél: 0774.40.90.11

■Loue F3, 3ème étage, Hai Zitoun - Tél: 0663.98.02.65

■URGENT: A vendre un joli F2 refait à neuf, 1er étage (toutes commodités), 2 façades, ensoleillé. Bon voisinage. Pas de vis-à-vis. Cité 300 Logts (Universitaire) face BT CORDER (ADL, pas loin du nouvel Hôpital USTO) ORAN - Tél: 0778.49.97.39

■Cherche à louer pour bureau: F4 et +, 1er ou 2ème étg. Z. / d'Activité sur Gd Bd, à Choupet, Cité Petit, Maraval, Protin ou environs - Faîtes offre au 0661.31.35.44 ou 041.39.25.67 (H.B.)

■A vendre F3. Acté. Akid Loffi, 7ème étage - ORAN - Appeler au Tél: 0557.12.73.30 - 0771.66.83.30 - De 10 H à 16 H

■Cherche F3 ou petite M. Maltre à ORAN ou les environs, jusqu'à 300 U, avec Acté. Etudie toutes propositions, même LSP - Tél: 0558.61.15.90 - 0553.27.56.02

■A vendre un joli Appart F2, refait à neuf, 1er étage, à Marvali Cité des Oliviers - ORAN - Tél: 0774.73.70.93

■Vends Appart type F3. Acté. Rue Béranger, au 4ème étage avec 2 ascenseurs. 2 Ch., 1 salon, SD + toilette, cuisine + débarras. Très propre. Prix 385 U - Tél: 0556.40.41.91

■Loue F3, 1er étage, très bien aménagé, toutes commodités, pour Profession libérale. Libre de suite. Centre-ville d'Oran. Prix 300 U. Par moi négociable - Tél: 0699.99.11.62 ou 0550.05.91.62

■ORAN - V. F2 au 2ème étage Bd F. de Mer loue - Location F2 au RDC + villa Cité FORA B. Dji - F2 au RDC côté Consulat espagnol - Tél: 0771.50.19.61 - Email: agnet3113@yahoo.fr

■TLEMCEM: Vends appartement F3, 3ème étage, toutes commodités, état neuf, Cité 80 Logts Oudjida - Tél: 0555.88.30.91

■A vendre Appart F3 aménagé en F4. Acté. 3ème étage. 78 m<sup>2</sup>. Avec une cave, double façades. Cité 216 Logts USTO EPLF - ORAN - Tél: 0558.06.09.40



■A vendre Maison de Maître sup. 320 m<sup>2</sup>. Actée. RDC. Composé de 4 pièces, salon + 2 locaux. Située à Cité Petit - ORAN, côté Marché Minosas - Tél: 0792.82.23.56

■MOSTA: Loue carrosse 1.080 m<sup>2</sup> Auto-route sortie Mostaganem - Oran - Bien située. Finie 80%. 3 Niveaux. Pour Société - Tél: 0770.93.97.39

■Vds villa R+1 + 150 m<sup>2</sup> Boudjemaa + Appart F3 1er étg. Bel Air Lot 252 m<sup>2</sup> Bir El Dji 900 U + 719 m<sup>2</sup> Fernandville + 150 m<sup>2</sup> R+1 Fernandville + R+1 Belgaid manque 20% - Tél: 0770.96.29.79 - 0770.54.06.80

■MOSTAGANEM: A vendre très belle M/ M. R+2. Entrée commune et individuelle. 169 m<sup>2</sup>. S/Sol + garage. 150 m<sup>2</sup> + 2 P. 1er étg. F3. 2ème étg.: F3. Avec ttes commodités. D/Sol + marbre + falence + C.C. + Clim. - Tél: 0557.39.09.33 - Pas sérieux s'abstenir

■Loue villa, très joli quartier résidentiel aux Palmiers, superficie 430 m<sup>2</sup>. Loue villa sup. 600 m<sup>2</sup> Vieux St-Hubert - Loue Appart sup. 200 m<sup>2</sup> quartier calme à ES-SENIA - Tél: 0667.40.97.91

■A vendre M.M. 120 m<sup>2</sup>. N.C. à Bouisseville. R.C. local 120 m<sup>2</sup>. 1er étage: salon + 2 chambres + hall + cuisine + WC + SDB + veranda 2ème étage: 1 grand salon + SDB + terrasse - Tél: 0770.64.34.91

■A.V. / Ech. Maison de Maître 120 m<sup>2</sup>. 02 Pces, Cuis., garage, hall, cour, SDB. B. d'eau. Réserv. 1.000 L avec tout, dalle de sol, terrasse entourée murs + piliers avec décision par Ag. foncière. Hai Nasr près du lycée à GDVEL - Tél: 0771.64.16.25 - Prix après visite

■A louer pour Société étrangère ou nationale, 1 Immeuble de 3 étages. RDC: 3 magasins. Au centre-ville ORAN - Tél: 041.29.55.90 ou 0699.33.91.02

■A vendre Maison de Maître. Actée. Super. 264 m<sup>2</sup>. Hai Foulaouen (El Barki, près de la Poste. Intermédiaire s'abstenir. Prix après visite - Tél: 0553.74.86.21

■A vendre Maison de Maître 250 m<sup>2</sup> située à Emir Abdelkader (ex-Saint Remy) ORAN. Contient 1 Gd garage, 2 entrées, 2 Gds Sal., 2 pièces + Cuis. + Gde cour + SDB - Tél: 0773.19.23.43

■Vends villa R+2 + 2 étages, grand garage, 12 pièces, 3 cuisines, terrasse. Superficie 300 m<sup>2</sup>. Cité Protin ORAN - Tél: 0794.98.76.51 et 0793.21.37.98

■Une villa à vendre de 440 m<sup>2</sup>, deux façades, avec une piscine à Point du Jour, quartier résidentiel - 0771.39.60.37 - 0795.53.23.03

■A vendre villa de 542 m<sup>2</sup> (bâtie 266 m<sup>2</sup>) en plein centre de la ville d'Oran (St-Eugène). RDC + 1 + terrasse: 13 pièces, garage, sous-sol, jardin - Contacter Tél: 0796.19.88.69

■Vends très belle villa à Zabana MESSERGHINE N.C. 2080 / 350 m<sup>2</sup>. F2 Gd jardin + S-Sol, RDC, 1 Pcs, Gd salon style le marocain + Cuis., 2 SDB de villa + hammam arabe + Ch. central + puits. Finition de qualité - Tél: 0771.11.98.97

■Vds villa 3 Fnc. 300 m<sup>2</sup>. R+2 + buanderie. Bât. 220 m<sup>2</sup> + cour 80 m<sup>2</sup>. RDC à usage commerce. Showroom 170 m<sup>2</sup>. 2 Apparts R+1 et R+2 peuvent être transformés en Bur. conçus pour Stés étranger. Nies ou Concours. Prix après visite. Bernardville, axe routier (Bir El Dji) - Tél: 0772.83.80.80

■TLEMCEM (ex-Champs de Tir, Mansourah): Vends villa, R+2, 385 m<sup>2</sup>. Toutes commodités. Libre de suite - Tél: 0550.53.29.84

■Vends villa, RDC + 1. 325 m<sup>2</sup>. RDC: 2 garages + cuisine + 1 Pce + SDB + hall, 1er étage: 4 Pces + salon + SDB + hall - Es-Senia Kara 2 - ORAN - N° Tél: 0790.56.73.33 - De 9 H à 18 H

■A vendre belle villa de 136 m<sup>2</sup>. R+1. 4 PCS+S, garage + jardin. Cité CNEP BOUT-LELIS - Tél: 0790.55.03.31

■Part. loue villa Gd Stand, à 160 m du futur Centre des Conventions d'Oran GNL 16, bien située, accès facile sur le Bd Millénaire ORAN. 2 Faç., 5 Pces, 2 Sal., terrasse, cour, garage. Usage Habitation ou Admin. - Tél: 0772.37.02.38 / 0553.61.65.16

■V/ Villa 300 m<sup>2</sup> (sous-sol R+2) en face l'Hôpital Militaire en allant vers les Amandiers Dahlia - ORAN. Pas d'intermédiaire - N° Tél: 0550.520.141

■Vende à vendre 1.000 m<sup>2</sup>. Actée, à Pt du Jour. R+1 (Bâtie 256 m<sup>2</sup>). Quartier résidentiel - Tél: 0553.07.99.29

■041.42.75.99 - 0771.69.87.27 - 0770.35.12.91 - AG. ES SALEM loue villa Belvédère R+1 + villa Bon Accueil R+1

■Vds villa à Hai Zitoun. AIN TEMOUCHENT. Double façades. Fondations parasismiques. R+1 + 1 Gde terrasse. Garage. Gd local commun. Pt bain marbre, SDB, cuisine, 2 halls, 2 WC, 6 pièces, cour, B. à eau. Prix après visite - Tél: 0791.94.32.23

■Vends Maison de Maître R+1 et S/Sol à Hassi-Boumdia. 02 façades et 02 entrées, terrain 300 m<sup>2</sup>, surface bâtie 200 m<sup>2</sup> - Tél: 0772.06.15.47

■A.V.: N. Const. M.M. 105 m<sup>2</sup>. RDC: un Gd dépôt + 1 hall, 1er étg.: 2 P. + Sal. + Cuis. + hall + SDB + WC. 2ème étg.: 2 P. + 1 grand de terrasse + citerne + B'd'eau. Sis à côté du 17ème S. - Tél: 0552.77.10.27 / 0556.12.83.80

■TLEMCEM: Vds villa Cité Essaâda Oudjida, 140 m<sup>2</sup>. R+1 + 6 Pcs. Cuis., SDB, hammam, B. d'eau + terrasse, cour, chauffage central, portail A/gardien - Tél: 0771.64.75.81

■A louer niveau villa «les Castors» ORAN. 160 m<sup>2</sup>. Haut standing. Convient à Société + Cabinet médical ou autres - Tél: 0794.35.87.35 - 0774.57.46.33 - Curieux s'abstenir S.V.P.

■Part. loue villa R+2, 277 m<sup>2</sup>, meublée, 2 salons, 1 cuisine avec salle à manger, 6 Ch., 1 hammam, 2 SDB, cour avec jardin, une terrasse et garage. Chauffage central et climatiseurs. Quartier (Cité Protin) résidentiel et calme - A contacter: 0770.910.063

■Vds à EL-MOUHOUNNE, Hai Gourin Bachir, R+1, 120 m<sup>2</sup>. RDC: 2 Pcs + Cuis. + salle + garage + WC + douche. Fini 100%. D/Sol et falence. 1er Pcs + Cuis. + douche + terrasse avec entourage. Prix fixe 350 U - Tél: 0797.11.87.28 - 0798.66.14.39

■A vendre villa R+2 finie, 187 m<sup>2</sup>. Actée. A l'Emir Abdelkader - Située à Centastel Cour, Errahmane - ORAN - Tél: 0795.50.69.15

■Vends Maison à Ain Turk St-Germain, R+2, vue sur mer, à 100 m de la plage, comprenant 1 Pizzeria + Salon de coiffure Dames + 1 F5 + 2 F2 + 6 F1 + garage (4 voitures) + cave + bache d'eau - Tél: 0557.40.40.27 - 0550.61.60.54

■Vends Habitation. Actée. 2 façades, avec Douches publiques 20 cabines en pleine activité avec puits + 2 étages et 1 studio à la terrasse. Le tout bâti sur 234 m<sup>2</sup>. Situé grand Bd Cité Petit - Tél: 0771.05.91.39 et 0771.73.83.50 - Curieux s'abstenir

■Vends Habitation. Actée. Double façade. Sup. 781 m<sup>2</sup> avec accès sur une parallèle, avec 4 grands locaux comm. - Située sur grand Bd Cité Petit - Tél: 0771.73.83.50 et 0771.05.91.39 - Curieux s'abstenir

■Vends Maison de Maître sup. 240 m<sup>2</sup>, 2 façades, Artère principale El Mohane - ARZEW, 4 pièces, grand salon, hall, salle à manger, cuisine totalement équipée. Toutes commodités, chauffage central. Prix après visite - Tél: 0661.31.82.15

■Vends villa 300 m<sup>2</sup>, 1er étage, une terrasse, 4 Pcs, cuisine, 2 salons, 2 halls, 2 salles de bain, un jardin + garage - Contacter S.V.P. le 0792.16.41.35

■A vendre villa Nlle Const. 199 m<sup>2</sup>. R1 RDC: 2 Mag., 1 Gd hall, 1 Gd salon, 1 Gde Cuisine, 1 Hamm., 1 WC, + cour. 1er étg.: 1 Gde S. bain + WC + 4 Chbs, 1 Gd Sal., 2 halls, 1 Gde Terr. - Adr.: 28, Rue Amari Med - Boulanger - ORAN - Tél: 041.34.22.01

■Vds jolle villa R+1, Quart. Résid. au coeur d'Oran 300 m<sup>2</sup>. Actée. 07 Pcs, Cuis., équipée, 02 SDB, jardin, barbecue, B'd'eau, Chauffage. Cent. garage. 03 Voit. Prix après visite. Curieux s'abstenir - Tél: 0661.21.47.71 - 0661.16.36.42 - 0772.86.14.26 - de 09h00 à 19h00

■Vends villa R+2. 242 m<sup>2</sup>. 160 Bâti. 1 garage, 1 local, 2 salons, 2 cuisines, 3 SDB, 3 WC, 2 halls, 8 pièces, 1 buanderie, cour, jardin, terrasse. Sur large Bd (30 mètres). P.D. 4,7 négociable - Tél: 0771.54.38.46

■Vends ou échange villa R+2, nouvelle construction, jamais habitée, à Hai Bouamama sur la route ORAN - MISSERGHINE. Toutes commodités (Puits, etc.), contre appartement à ORAN - Tél: 0792.86.31.14

■TLEMCEM (ex-Champs de Tir, Mansourah): Vends villa, R+2, 385 m<sup>2</sup>. Toutes commodités. Libre de suite - Tél: 0550.53.29.84

■Vends villa, RDC + 1. 325 m<sup>2</sup>. RDC: 2 garages + cuisine + 1 Pce + SDB + hall, 1er étage: 4 Pces + salon + SDB + hall - Es-Senia Kara 2 - ORAN - N° Tél: 0790.56.73.33 - De 9 H à 18 H

■A vendre belle villa de 136 m<sup>2</sup>. R+1. 4 PCS+S, garage + jardin. Cité CNEP BOUT-LELIS - Tél: 0790.55.03.31

■Vds à ORAN (Plateau) près de la Gare, Maison de M. 237 m<sup>2</sup> Nlle Const. R+1. RC: local commun, 4 Pces, 2 Cuis., SDB. B. à eau, cour, Jard. 1er 4 Pces, 1 Cuis., SDB, salle à manger + terrasse + 1 lot terrain 57 m<sup>2</sup>. B. d'eau, plate-forme - Tél: 0794.61.10.25 - 041.30.20.57

■A vendre villa. Actée. Sup. 260 m<sup>2</sup>, finie 90%. Hai Nakhli, Bir El Dji - ORAN: 7 chambres, 1 salon, 2 salles de bain, 2 garages, jardin - Tél: 0555.25.99.74

■A vende à ORAN (Prox. Hôp. Pédiat.), villa. RDC: Unité agro-alimentaire moderne + 2 F.M. sur 604 m<sup>2</sup>. A l'étage 7 P. + 2 C. + 2 SDB, WC, Ch. central, B. d'eau 30.000 L. L'Unité de production agréée par l'UE + ISO 9001. P. Ot. 4 Mds 200 P.D. 4 Mds 500 - ABDELKRIM - Tél: 0550.19.47.75 - 0550.50.38.61

■A louer pour Sté étrangère ou autre, jolle villa meublée à 200 Logts Millénaire Bir El Dji: hall, garage, 2 Gds Sal., 4 Ch., 1 très Gde Cuis. bien équipée, SDB, 2 terrasses, 1 Pte Cuis., 1 jardin - Contacter au N°: 041.27.35.58 - 0552.53.53.90

■Vends villa sup. 242 m<sup>2</sup> dont 170 bâtie, située à Hai Louz - ORAN. Composée au RDC de 2 Gdes pièces et 1 cuisine, Gd garage pour 2 voitures, 2 WC, Gd jardin. Libre de suite, 1er étage: 18 pilliers égrés. Prix après visite - Tél: 0771.35.38.05

■ORAN. Rond-Point avant Agyl Route de Canastel: Vends R+3 haut standing, 160 m<sup>2</sup> par niveau + terrasse accessible, mitoyen au Palais des Congrès et Hôtel Médien (Sonatrach). Endroit très agréable avec belle vue sur mer, calme et sécurisé (Acte + Conformité...) - Tél: 0798.81.19.93

■Vends Immeuble R+2. 580 m<sup>2</sup>, avec hammam public + local commercial à la Rue Mostaganem, centre-ville ORAN - Tél: 0774.43.59.65

■Vente villa St-Hubert, en face INESM, 300 m<sup>2</sup>, 2 L. commerciaux, 1 garage, puits. 1er étage: 3 chambres, hall, salon, cuisine, terrasse, SDB, 2ème étage: 2 chambres, hall, terrasse - Tél: 0661.21.59.02

■A vendre carcasse de villa, superficie 290 m<sup>2</sup>, R + 2ème étage, non finie. Adresse: Messaoud Zabani - ORAN - Tél: 0771.30.55.23 ou 0792.19.58.41



■ Cherche Electricien Bâtiment haute classification avec 5 ans d'expérience minimum - Email: ams\_dz@yahoo.fr ou par Fax: 041.40.43.52

■ Cadre Administratif, 25 ans Exp. (Comptabilité, Personnel, Gestion des stocks, Caisse) disposant véhicule, cherche place en rapport ou Gérance - Tél: 041.44.46.76 ou 0773.60.78.21

■ Cherche: Personne spécialisée dans l'achat de Matériaux de construction - Infirmer homme - Chauffeur d'ambulance - 3 ans d'Exp. - Anglais parlé, Travail à BE: THIOUA - 041.48.01.22 / 0699.51.51.61

■ Homme 56 ans, Retraité d'une S. Nle, résident Mans El-Kébir, diplômé CMP1, Engins 1973 de l'E.A.G. (Ecole du Génie Militaire) + expérience, cherche emploi - Tél: 0773.72.00.29

■ Société implantée à Es-Senia cherche Secrétaire de Direction, Maitrise de l'outil informatique et expérience professionnelle exigées - Envoyer CV par Fax au 041.58.10.26

■ Restaurant à ORAN, cherche 01 Cuisinier plus 01 Aide Cuisinier. Expérience souhaitée - Tél: 0772.83.61.75

■ Sté Privée recrute: 1 Agent de Paie expérimenté, 1 T.S. en informatique expérimenté - Un(e) Aide Comptable expérimenté - Résidant tous à ORAN - Adresser CV par Fax au: 041.34.79.25

## TERRAINS

■ Vends un lot terrain de superficie de 232.10 m², bien viabilisé, entre Canastel et Belgaid et 11 m de façade. Prix fixe à U/m² - Contacter: Tél: 0775.55.85.78

■ SIDI BEL ABBES: à vendre à RAS-EL-MA - W/5.B.A. (ensemble ou séparément, 01 lot terrain à bâtir, Acté, 217.5 m², bien situé - 01 Logt F3, 1er étage, 80 m², Acté, plein centre-ville - Tél: 0791.08.15.61 et/ou 0777.43.29.16

■ A.V. terrain 1.070 m². Acté. A côté Contrôle Technique Hamouda Zone Industrielle à côté Hôtel Phoenix ES-SENIA - 0798.62.86.43

■ A vendre terrain, Acté, sup. 2.200 m², composé d'1 dépôt de 1.800 m² en charpente métallique, 2 façades, situé à la Zone Industrielle, côté Rond-Point de l'Aéroport ES-SENIA - Tél: 0770.87.44.51

■ Vends un lot terrain industriel de 17.000 m² zone industrielle d'Aghbal, façade bordure d'autoroute OUED TLELAT - ORAN - Contacter: 0771.25.20.68

■ Vends terrain, Acté, 1.620 m² avec clôture - puits et bache d'eau. Zone d'Activité El Kerma - ORAN. Curieux et courtiers s'abstenir. Prix après visite - Tél: 0792.51.68.91

■ Vends un lot de terrain à Ain Fetthah (TLEMCEM) superficie 6.724 m² dont 500 m² couverte, avec puits, électricité, à 55 m du bord de la Route Nationale Magnhia - Oran. Acte notarié - Tél: 0774.62.48.18

■ Vends 2 lots de terrain, le 1er 150 m² avec plate-forme et piliers, le 2ème 600 m² 2 façades, nu, situé le grand Boulevard Hassi - Rocher, convient pour Showroom ou autres avec Permis de construire R+2 - Tél: 0662.18.82.10 - ORAN - Prix après visite

■ A vendre un lot terrain à bâtir. Acté. Sup. 3 hectares, situé à EL BAYADOU. Très endroit lot, Nouveaux Bâtiments OPGI. Bon prix - Tél: 0773.77.87.44

■ BENI-SAF: Vends terrain urbanisable, sup. 8.700 m². Convendrait investissement (industrie, touristique...), surplombant la mer et situé en face lycée Cherif Tiemceni - Tél: 0771.43.10.82

■ Vends terrain viabilisé, sup. 36.000 m² à MOCTA DOUZ - Daira de MOHAMMADIA - W. MASCARA - Pie: 0772.82.99.92

■ Vends lot terrain. Acté. 289 m², 1 façade, et 244 m², 1 façade. Carcasse briquetée 180 m². Situés entre Canastel et Douar Belgaid - Tél: 0773.44.96.46

■ Vends 3 lots de terrain Actés à BEN-FRHA - ORAN: 240 m² doubles façades + 192 m² avec plate-forme + 110 m² en face lycée de Benfrha - Tél: 0778.37.59.98

■ Vends terrain en FRANCE (Toulouse) ou Echange - Etude toute proposition - Tél: 0779.00.26.22

## LOCAUX

■ Cherche un hangar de 1.000 m² et plus, avec Administration. Et comme option: Location et Vente - Nous contacter au: 0793.91.62.21

■ Local à vendre Avenue Sidi Chahmi - ORAN - Tél: 041.45.83.94

■ Particulier loue: un Dépôt superficie 1.500 m², à 30 m du Bd de l'ANP - Boulanger - Local Ville Nouvelle 17 m² - Tél: 0687.40.97.91

■ A HAMMAM BOUGHRARA: Loue 2 locaux commerciaux 30 m² chacun + un grand local convient quincailleur ou stockage de 150 m² au centre de Boughrara W. de TLEMCEM - Tél: 0665.59.56.40

■ A louer Cafétéria au centre-ville d'Oran à 14, Rue Mirauchaux, avec gaz, électricité, eau, compoitor, 1er étage (pour familles) - Sains matériels. Convendrait pour café, pizzeria, restaurant... etc. Toute proposition sera étudiée - Tél: 0773.70.13.20

■ Local à louer Place Gargueta en face Palais d'Or, N° 14 Docteur Benzerdjeb, C.V. d'ORAN - Tél: 0793.90.86.14

■ Vends un lot local 220 m² double façade, aménagé + sanitaires, 10, Rue de Lourmel, situé à 60 m de la Rue Larbi Ben Mhidi - Contacter 0771.25.20.68

■ Loue local 75 m² environ, double façade, avec large trottoir, équipé en eau, électricité, gaz et WC, sur Boulevard Mélinette à Paradis-plate - Téléphonez de jour au 0770.87.86.01

■ Loue 3 locaux commerciaux, 38 m², 20 m², 15 m², bien situés côté Grossiste de l'Alimentation Gle et Odes Ouefs en face Lycée Mustapha Haddam, N° 209 Castors ORAN - Tél: 0776.13.34.25 / 0790.33.24.70 / 0772.43.10.06

■ Vends: Local 14 m² Maraval (près la Mosquée Benalouch) (150 U) - Local 18 m² St Pierre (160 U) - Loue: Dépôt 180 m² Bd Millenium (3 U) - Local 34 m² (40 m de Ben Mhidi) (4 U) - 20 m² St Pierre (1 U) - 1.200 m² avec Hangar (Zone Indust. Kerma (12 U) - AG. «ABDALLAH» - 44 Cavagnac - 041.44.65.65 / 0770.40.87.48

■ Bien située à ORAN (Canastel), Pâtisserie à louer avec Matériel complet en bon état - Tél: 0777.50.97.53 / 0771.80.13.16

■ Vends un lot local commercial 1.591 m², 1.000 m² couvert, 591 m² non couvert. S'abstenir ORAN. Prix après visite. Curieux s'abstenir - Tél: 0662.18.82.10

■ Vends dépôt au centre-ville d'Oran 780 m² - Tél: 041.34.82.93 / 041.35.38.68

■ TLEMCEM: Vends dépôt au centre-ville de Tlemcen 600 m² - 041.34.82.93 / 041.35.38.68

■ Local à louer plus arrière-boutique, à Plateau près de la Gare Ferroviaire - Contacter 0550.26.90.62 - 0772.76.72.05 - ORAN

■ Vends 03 magasins: 2 sur le Bd Mascara ORAN et 1 sur la Rue Krim Med Anglie avec appartement - Tél: 0793.77.91.69 - Kader

■ A.V. local (F2) RDC, 30 m² Gde avenue Gambetta P. 350 - A.V. local plein C.V. 40 m², Rue des Lois, P. 750 - A.V. local 250 m² 2 Adda Benaouda - AGENCE «31» - 0771.54.59.96 - 0554.11.77.14

■ Possède local 100 m², cherche Locataire ou Associé. Situé au centre-ville d'Oran. Il comprend 1 grande salle + 2 arrière-boutiques + 01 souppente avec escalier + sanitaires + 2 vitrines - Tél: 0771.91.46.39

■ A vendre local de 16 m² situé à Cité HLM Gambetta - ORAN - Tél: 0778.12.87.10

■ Loue local à EL BAHYA: équipé en Tour de 3.00 m - Fraiseuse - Scie - Presse - Perceuse et Outillage complet - Tél: 0661.20.11.23

■ Loue magasin Avenue de Choupot, bien aménagé, sup. env. 15 m² - Mob.: 0550.37.97.22 à partir de 12 H

■ A vendre local commercial Rue Cavagnac N° 42, centre-ville d'Oran. Sup. 45 m² - Tél: 0774.23.29.35

■ Loue / Association local 1.400 m² dont 400 m² couvert les Amandiers ORAN - Cherche Fournisseur en PVC + Acc. Echelles tous genres. Boiserie. Plâtre et ses dérivés / Ciment - Tél: 0774.58.06.04

■ Loue local 1.000 m² dont 500 m² couverts + souppente 100 m² + 2 bureaux, toilette, douche, puits, poste Sonelgaz, entrée par Semi-Remorque. Toutes commodités. Z. d'activité Sidi Chahmi - ORAN - Tél: 0771.50.24.70 - De 9 H à 18 H

■ Loue local 90 m², 3 m 90. Etat neuf. Douche, WC, 2 lignes Téléphone, Elect, gaz. Convendrait pour Pizzeria, Banquet. Possibilité faire souppente. Situé Akid Lotfi, face Palais des Congrès Hal Khemisti - ORAN - Tél: 0774.53.21.57

■ Vds 1 Fds de Commerce Hôtel / Restau. 1 étoile, 25 Ch. à Benidrom Playa Levante + 1 Fds de Commerce Restau / Bar / Kebab à Alicante Espagne - Tél: 0770.51.76.79 / 0034.647.029.606

■ A vendre magasin, toutes commodités, 40 m² avec souppente. Convendrait à toutes activités commerciales ou libérales: 17, Rue des Lois - ORAN - Tél: 0791.27.95.60

■ TLEMCEM: Vente ou location d'un local de 110 m² (Acté, Livret foncier), hauteur de 6 m, escaliers, à Ain Karadja (Sidi Said) - Tél: 043.26.60.89

■ SIDI BEL ABBES, El Wiam: A vendre restaurant El Seiboussé 3 façades, 1er étage 300 m² en pleine activité, une cuisine, 3 salles + 2 chambres + 1 bache à eau - salle de bain + climatisation plus reconversion en salle des fêtes plus équipement et ameublement - Contacter Tél: 0557.13.31.67

■ ORAN - ARZEW. Vends 2 locaux Commerce. Actés, et en activité, composés d'arrière-boutique et sanitaire, situés au Bd Front de Mer N° 23 (face au Port d'Arzew) - Contacter: 0791.83.29.94 / 0669.13.36.31

■ A vendre local 132 m², avec toutes commodités, Ave Choupot ORAN - Tél: 0552.08.43.68 - Prix après visite

■ Propriétaire d'un local à usage Prof. situé dans un endroit Commerce. Delmonte, cherche Agent de saie (FH) en informatique avec Matériel nécessaire pour lancer activité et association - Tél: 0550.20.50.44

■ A vendre 2 locaux avec piliers au 1er 80 m² à Cité Petit - ORAN - Tél: 0771.72.15.10

■ Loue magasin Bd HAMMOU Boutéils face Cathédrale, 75 m², sanitaire, aménagé + Veste Immeuble 2 étages en plein Centre ORAN - Mob: 0770.400.146

■ Loue local 3.000 m² dont 1.800 m² bâti à Bir-El-Djir - Tél: 0559.15.32.04

## VEHICULES

■ Vends un Camion à benne double ponts (15 tonnes) marque MAZ moteur DEUTZ boite ZF pneus Tubeless. Année 2008 / W. 31 - Etat presque neuf - Tél: 0770.91.67.67 et 041.35.35.95

■ SARIL HAKIMED - Location de Voitures Neuves - Prix défiant toute concurrence - Tél: 041.40.51.07 - 0796.90.84.30 - 0790.71.60.01 - Adr: 24, Bd ADDA Benaouda - Plateau St-Michel - ORAN

■ Vends Camion BERLIT GLM 12. Année 1973. Très bon état. Prix intéressant - Tél: 0551.27.72.92

■ L.V.S. Location de voiture. Louez une voiture à partir de 1.400.00 DA, 1 jour/7 gratuit. LVS une agence à votre écoute - Tél. Port: 0775.20.38.42 - Tél. Fixe: 041.29.78.59 - Email: lvslocation@yahoo.fr

■ Vends Touareg Individual 2.5 TDI 01/07/05. Série limitée. Etat neuf. Toutes options. 30.000 Km + Semi-rigide Vaillant 5 m 20 moteur Mercury 90 CV, 4 temps - Tél: 0774.25.23.81

■ MOSTAGANEM. Vds Chariots élévateurs Fenwick et Caterpillar de 2 T à 5 tonnes. Carburant diesel électrique et gaz. TBE - Tél: 0558.16.85.86 - 0772.940.949

■ Vds Pelle Schenclines 17T super état. Année 1999. Pelle S/pneus 8T, 4 roues jumelées avec lame marque KRAMER. 2.500 h - Tél: 0558.16.85.86 - 0772.940.949

■ Vds MERCEDES E290 Turbo Diesel (Sport Line). An. 97. 1800 Km. Couleur noire 4 saisons, toute option sauf toit - 0550.43.75.24

■ EURAL SLIMANE Location de Voitures: Louez une Voiture à partir de 8.000 DA / Semaine - Mob.: 0770.60.05.34 - Mob.2: 0553.45.10.25

■ Vente 2 Bus Sonacome 70 L6, 70 places, salon 1 année 1999 et 97 en bon état + un Scanner automobile (marque Brim-bé) pour toutes les voitures - N° Tél: 0470.04.66.05

■ Société de location met à la disposition des Entreprises et Stés, des véhicules neufs, 0 Km, pour Location longue durée. Assure transport de personnel avec des fourgons neufs 12 places - Contact: 040.22.33.94 / 0553.83.45.30

■ Vends ou Ech. contre petite voiture + complément, 1 Barque Polvor 4,20 m + moteur YAMAHA 9,9 CV + Remorque SATELLITE + tout équipement pour pêche amateur à délayer par Tel. Le tout en état neuf - Tél: 0661.25.12.28

■ Vends 207 HDI 1 L 6 - L'année 2008 - Toute option - Grise Métallisée (31.000 Km) - 0795.26.77.14

■ A vendre 1 Bus ASIA URBAIN 80 places. Année 2005. En très bon état - Tél: 0790.41.91.38 - 0772.33.39.32 - Houari ORAN

## DIVERS

■ Cherche Achat: 3 Machines CARPIGIANI - 1 Turbine CARPIGIANI - 1 Pasteurisateur - Tél: 0770.40.38.18

■ Vends Remplisseuse PENCOLINI mécanique, 3.000 Pots/Heure - Tél: 0661.25.61.75

■ Vds Finisher An: 1999 marque VOGUELE Type super 1600 + Rétro-Chargeur CASE Super K An: 1990. Le tout en parfait état (importe) - Tél: 0552.201.671

■ A vendre Matériel Pressing complet - Machine BOWE 4/4 Orange et 4 autres en bon état - Accessoires - Tél: 0557.39.09.33

■ A vendre Zodiac: Type Quick Silver, année 2007, très bon état, 5 m 30, largeur 2 m 18 + un Moteur marin 40 Chevaux + Carrosserie - Tél: 0775.81.57.31

■ Achat d'un Couple de chevaux de race Poney - Veuillez contacter Mr Med: 0661.23.64.95

■ Vends Matériel allemand pour Supermarché: Étagère murale et centrale de luxe - Frigo mural 4 mètres - Tél: 0772.05.14.00

■ Vends Sardinier en activité. Année 83. L = 13 m. Larg. = 3,7 m. Tonnage = 15 T - 240 CV VOLVO. 2 Flets = 5.000 et 2.500 mailles. Avec 2 barques + Groupe élect. et Lampes - Contact: 051.51.56.66

■ Vends Chaîne complète en continu de Production industrielle de Caramel liquide. Matériel en acier inoxydable Alimentaire - Etat neuf - Origine Italie - Tél: 0699.43.28.03

■ CONSTANTINE: Loue Chambres Froides de Conservation (560 m³ x 2) et Congélation (80 m³) avec Groupe électrogène de secours 60 KVA et Camion-Frigo en option - Tél: 0795.71.92.94 - 0796.64.32.22 - Etude toutes propositions

■ A vendre: Tour 2 mètres + Rectifieuse vibrequin - Tél: 0772.75.75.17 - Ave Sidi Chami - ORAN

■ Particulier donne en location un Compresseur D45, état neuf, pour une longue durée - Contacter Tél: 0550.02.02.03

■ Vends Frigo 2 portes inox et Cuisinière 04 feux ZANNUSSI Professionnelle pour restaurant et Four Façon. - Tél: 0774.91.44.40

■ Vends Panoramique dentaire PHILIPS avec Développeuse - 0771.96.21.14

### REMERCIEMENTS

Les familles **BOUKORRA, BENABDESELEM**, très touchées par les marques de sympathie du décès de leur chère et regrettée épouse, mère, fille, sœur, belle-fille, belle-sœur, cousine

**BENABDESELAM Soraya épouse BOUKORRA, enterrée le 30 Octobre 2009.**

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournerons.

■ Prof. de Maths, longue expérience, assidue remise à niveau et cours de soutien individuels. ORAN-Centre - 4 AM, 1 AS, 2 AS, 3 AS, 1ère Année Univ. - Tél: 0661.21.50.51

■ L'Ecole Pro d'Hôtellerie agréée par l'Etat. Nouvelle Session: ORAN-Pro - Pâtis. Pro - Pizzeria - Gâteaux Tradition - Décoration florale - Bon Accueil - Carteaux - ORAN - Tél: 041.42.21.39 - 041.42.34.46

■ GINY Partner Imp/Exp. propose tous types de machines - Plastique (bouteille, préforme, jetable, sachet, tuyau...) - Agro-alimentaire (boisson, lait, yaourt...) - Photographiques (mini-lab numérique...) - Tél: 0770.56.55.30

■ Ets EL-FETH vend Matériel pour Pressing et Blanchisserie neuf ou d'occasion et pour Particuliers ou Promoteurs ANSEJ et CNAC - Téléphones: 0550.17.78.20 - 0550.17.78.62

■ Enseignant universitaire et Informaticien et Chimiste donne cours de Math. Physique, Chimie pour 1ère, 2ème, 3ème AS, 4ème Moyenne et 1ère, 2ème, 3ème AS et pour 5ème Primaire - Tél: 0792.28.97.43 - 58, Rue Mohamed Khemisti

■ A vendre Machine Laser de gravure, Masicot Polar ouvert, 1,15 m, Tirsuse Plan Regma E 405, Platine Heidelberg, Imprimante Laser A/3N, 2 Bureaux avec chaises, Bibliothèque et éléments. Etat neuf - Tél: 0771.47.68.30

■ A vendre Cylindre FRANKENTAL (70.100) Sérigraphie complet (Mini Fast) - Clark (LINDE) 2 T - RELIZANE - Tél: 0773.92.69.65 - 0661.25.63.22

■ Vds Chargeur sur pneus marque Caterpillar. Type: 950 F2. Série: 8 T K 0023. An. 1994. Pelle sur chenilles. Marque: Case Type: 14/88-LC. Série: CGG 0214735. An. 2000 - Tél: 0553.75.91.31

■ BELUX recherche Entreprise sous corps d'état - Se présenter à BELUX Bethioua aux Autoroute ORAN - MOSTAGANEM - Contact Mr FRIH. Tél: 0556.62.66.63

■ BELUX vend lot de Chutes Aluminium et Acier. Faire offre après visite à BELUX Bethioua aux Autoroute ORAN - MOSTAGANEM - Contact Mr FRIH. Tél: 0556.62.66.63

■ BELUX recherche pour les besoins de son personnel, Transporteurs aux ORAN - BETHIOUA et MOSTAGANEM - BETHIOUA - Se présenter à l'usine BELUX de Bethioua aux Autoroute ORAN - MOSTAGANEM ou contacter Mr ABDELKADER. Tél: 040.22.37.64 et 0770.89.50.06

■ URGENT: A vendre une Machine à crème 03 bras, très bon état, avec 02 Congélateurs Coffres 460 L. 01 Frigo-Comptoir bombé 2 m - 01 Porteur MORSI. 01 Réfrigérateur 2 portes - 0772.96.29.63

■ MOSTAGANEM: Vds Conteneur maritime 40 P + 2 Mini-Pelles 3T et 5T KUROTAKA. TBE - Tél: 0558.16.85.86 - 0772.940.949

■ Vente Matériel: Tour parallèle entre pointe 1 Mètre et 2 Mètres - Scie mécanique 250 mm - Perceuse à colonne - Tour à meuler - Poste à souder - Contacter 0770.85.21.16

■ A cause de changement d'activité, vends un Lot de Quincailleur. Possibilité échange avec un Véhicule - Tél: 0550.19.25.50

■ A vendre Matériel Industriel pour Cachir Hachoir, Cutter, Poussoir électrique, Four, Fumoir - Tél: 0550.19.11.98

■ Royal Technology - Vds des Micro-Ordinateurs P4 - 3 GHz HDD 80 Go / DDR1 512 Mo / Lecteur DVD / Ecran TFT 19" Acer, à 28.900 DA - Tél: 041.34.71.66 - Fax: 041.34.80.15 - 0770.94.30.17 / 0770.94.30.18

■ Prof. de Maths, longue expérience, assidue remise à niveau et cours de soutien individuels. ORAN-Centre - 4 AM, 1 AS, 2 AS, 3 AS, 1ère Année Univ. - Tél: 0661.21.50.51

■ L'Ecole Pro d'Hôtellerie agréée par l'Etat. Nouvelle Session: ORAN-Pro - Pâtis. Pro - Pizzeria - Gâteaux Tradition - Décoration florale - Bon Accueil - Carteaux - ORAN - Tél: 041.42.21.39 - 041.42.34.46

■ GINY Partner Imp/Exp. propose tous types de machines - Plastique (bouteille, préforme, jetable, sachet, tuyau...) - Agro-alimentaire (boisson, lait, yaourt...) - Photographiques (mini-lab numérique...) - Tél: 0770.56.55.30

■ Ets EL-FETH vend Matériel pour Pressing et Blanchisserie neuf ou d'occasion et pour Particuliers ou Promoteurs ANSEJ et CNAC - Téléphones: 0550.17.78.20 - 0550.17.78.62

■ Enseignant universitaire et Informaticien et Chimiste donne cours de Math. Physique, Chimie pour 1ère, 2ème, 3ème AS, 4ème Moyenne et 1ère, 2ème, 3ème AS et pour 5ème Primaire - Tél: 0792.28.97.43 - 58, Rue Mohamed Khemisti

■ A vendre Machine Laser de gravure, Masicot Polar ouvert, 1,15 m, Tirsuse Plan Regma E 405, Platine Heidelberg, Imprimante Laser A/3N, 2 Bureaux avec chaises, Bibliothèque et éléments. Etat neuf - Tél: 0771.47.68.30

■ A vendre Cylindre FRANKENTAL (70.100) Sérigraphie complet (Mini Fast) - Clark (LINDE) 2 T - RELIZANE - Tél: 0773.92.69.65 - 0661.25.63.22

■ Vds Chargeur sur pneus marque Caterpillar. Type: 950 F2. Série: 8 T K 0023. An. 1994. Pelle sur chenilles. Marque: Case Type: 14/88-LC. Série: CGG 0214735. An. 2000 - Tél: 0553.75.91.31

■ BELUX recherche Entreprise sous corps d'état - Se présenter à BELUX Bethioua aux Autoroute ORAN - MOSTAGANEM - Contact Mr FRIH. Tél: 0556.62.66.63

■ BELUX vend lot de Chutes Aluminium et Acier. Faire offre après visite à BELUX Bethioua aux Autoroute ORAN - MOSTAGANEM - Contact Mr FRIH. Tél: 0556.62.66.63

■ BELUX recherche pour les besoins de son personnel, Transporteurs aux ORAN - BETHIOUA et MOSTAGANEM - BETHIOUA - Se présenter à l'usine BELUX de Bethioua aux Autoroute ORAN - MOSTAGANEM ou contacter Mr ABDELKADER. Tél: 040.22.37.64 et 0770.89.50.06

■ URGENT: A vendre une Machine à crème 03 bras, très bon état, avec 02 Congélateurs Coffres 460 L. 01 Frigo-Comptoir bombé 2 m - 01 Porteur MORSI. 01 Réfrigérateur 2 portes - 0772.96.29.63

■ MOSTAGANEM: Vds Conteneur maritime 40 P + 2 Mini-Pelles 3T et 5T KUROTAKA. TBE - Tél: 0558.16.85.86 - 0772.940.949

■ Vente Matériel: Tour parallèle entre pointe 1 Mètre et 2 Mètres - Scie mécanique 250 mm - Perceuse à colonne - Tour à meuler - Poste à souder - Contacter 0770.85.21.16



République Algérienne Démocratique et Populaire  
Ministère des Ressources en Eau  
Société de l'Eau et de l'Assainissement d'Oran

**SEOR - SPA**

## Avis d'appel d'offres national restreint

N° 25/SEOR/2009

La Société de l'Eau et de l'Assainissement d'Oran lance un avis d'appel d'offres National Restreint pour

«**Réhabilitation du collecteur principal de Oued Tielat (lycée)**».

Le présent appel d'offres s'adresse à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de réalisation en tous corps d'état disposant d'un certificat de qualification et de classification professionnelle de catégorie 03 et plus en hydraulique en activité principale.

Le cahier des charges précisant les conditions et modalités de soumission peut être retiré à l'adresse ci-dessous contre paiement d'un montant de quatre mille dinars (4000,00 DA) par un chèque ou un virement au compte de SEOR-spa

**SEOR - SPA**  
Service Contrats et Marchés  
Cité Administrative USTO - ORAN

Les offres accompagnées des pièces réglementaires conformément aux prescriptions du cahier des charges doivent être déposées à l'adresse ci-dessus sous double enveloppe fermée et cachetée. L'enveloppe extérieure doit être anonyme et porter la mention suivante :

**Appel d'offres N° 25/SEOR/2009**

«**Réhabilitation du collecteur principal de Oued Tielat (lycée) SEOR-spa**»

«**Soumission à ne pas ouvrir**»

Chaque pli devra contenir deux (02) enveloppes distinctes, l'une relative à l'offre technique et l'autre à l'offre financière.

La date limite de dépôt des offres est fixée à vingt-cinq (25) jours à 12:00 heures à compter de la parution du premier avis dans la presse nationale. L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 14:00 heures à l'adresse indiquée ci-dessus. Cet avis est considéré comme une invitation aux soumissionnaires.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

DIRECTION GENERALE

République Algérienne Démocratique et Populaire

**BABIH**

Société de Promotion Immobilière



Dans le cadre du soutien de l'Etat aux citoyens pour l'accès aux Logements Sociaux Participatifs, La S.a.r.l BABIH lance un programme de 80 logements "formule LSP" en Semi collectif à Oran, à proximité de l'aéroport, relevant de la localité d'El Kerma.

**Conditions d'accès:** Tout citoyen n'ayant pas déjà bénéficié d'une cession d'un bien à caractère d'habitation & ne dépassant pas 72.000 DA de revenu mensuel, BENEFCIERA d'une aide Non remboursable allant jusqu'à 700.000 DA.

Pour plus d'informations, s'adresser à: Cité 790 logts, bt 619/E2 - USTO, ORAN /  
Tél: 040 22 02 81 - Fax: 041 53 81 82.

SARL BAALOUJ & FILS

PRODUCTION D'EAU MINERALE

CAPITAL SOCIAL 380.000.000,00DA

UNITE DE PRODUCTION HAMMAMET

WILAYA DE TEBESSA

TEL/FAX:00 (213)37 40 10 30 TEL.:00 (213)37 40 12 73

Youkous@gmail.com

**YOUKOUS**

ش.م.د. بعلوج وأبنائه

لانتاج المياه المعدنية

الراس المال الاجتماعي: 380.000.000,00 دج

وحدة الإنتاج الحمامات ولاية تبسة

الهاتف: 00 213 37 40 12 73

الفاكس: 037 40 10 30

### AVIS DE VENTE

La SARL BAALOUJ & FILS production d'eau minérale "YOUKOUS" met en vente une ligne complète de conditionnement d'eau plate comprenant:

-01 Redresseur de bouteille labfranchi 14 000 BPH année 1999.

-Différents convoyeurs à bandes pour bouteilles vides

-01 Redresseur de bouteille labfranchi 14 000 BPH année 2001

-01 Redresseur de bouteille labfranchi 24 000 BPH année 2004

-Plusieurs moule de différentes capacités linéaires

-01 Monobloc saremi (SIMONAZZI) A 32/32/10 boucheuse Arol

-01 Etiqueteuse à 12 têtes marque ALFAQUATRO

-01 Fardeuse SMI AF 432B

-01 Convoyeur de bouteilles pleines capacité 15 000 BPH

-01 Poseuse de poignée

-03 Machines de soufflage de bouteilles en PET 10 cavités linéaire production 10 000 BPH chacune années

2002 2002 et 2004

-01 Machine de soufflage de bouteilles en PET 08 cavités linéaire production 7 000 BPH année 1999

-01 Machine de soufflage de bouteilles en PET 07 cavités linéaire production 8 400 BPH année 2007

-01 Machine de soufflage de bouteilles en PET 02 cavités linéaire production 3 000 BPH année 1998.

Les équipements sont visible tous les jours ouvrables dans son unité de production sise à Hammamet Wilaya de TEBESSA.

Pour tout autre renseignement s'adresser à Monsieur BAALOUJ Moussa Gérant au: 06 61 69 53 45.

F:11644

République Algérienne Démocratique et Populaire

**BELRAOUTI Mohamed**

Huissier de Justice

Tour 1 Grande Terre ORAN

## Avis de Vente de deux Biens Immobiliers

Le public est informé que le 29 novembre 2009 à 9 H du matin, à la Salle des Audiences du Tribunal d'ORAN-ESSEDDIKIA, il sera procédé à la vente aux enchères publiques de deux ensembles immobiliers - Parcs - d'une superficie totale de 11.000,00 m² saisis au préjudice de la Société S.P.O.A. au bénéfice du Crédit Populaire d'Algérie Agence Haï Salam - et ce en exécution de l'Ordonnance datée du 14-1-2006 portant Saisie et Vente.

**Mise à prix: 120.000.000,00 DA**

Pour consultation du Cahier des charges, s'adresser à l'Huissier ou au Greffe du Tribunal.

L'Huissier

République Algérienne Démocratique et Populaire

**BELRAOUTI Mohamed**

Huissier de Justice

Tour 1 Grande Terre ORAN

## Avis de Vente de deux Biens Immobiliers

Le public est informé que le 29 novembre 2009 à 9 H du matin, à la Salle des Audiences du Tribunal d'ORAN-ESSEDDIKIA, il sera procédé à la vente aux enchères publiques de deux ensembles immobiliers - Parcs - d'une superficie totale de 1.600,65 m² saisis au préjudice de la Société S.P.O.A. au bénéfice du Crédit Populaire d'Algérie Agence Haï Salam - et ce en exécution de l'Ordonnance datée du 14-1-2006 portant Saisie et Vente.

**Mise à prix: 48.019.500,00 DA**

Pour consultation du Cahier des charges, s'adresser à l'Huissier ou au Greffe du Tribunal.

L'Huissier

## Superbe villa à vendre

Deux façades, grand jardin, 900 m², quartier  
résidentiel, Cité Protin, Oran.

Contacteur Mustapha : **0553.29.04.03**

Société de Promotion Immobilière  
**recrute:**

- 01 Technicien en Topographie

- 01 Assistante commerciale

- 01 Architecte

Diplôme dans la filière

Expérience professionnelle

Maîtrise l'outil informatique

Résider à Oran

Envoyer CV - Fax: 041-41-54-63

Ou par e-mail au : immojob31@yahoo.fr

A vendre

**Terrain de 1500 m²,**

acté, au bord de la mer, Daïra

Beni-Saf + villa + cave + R + 3

de 307 m² avec 3 locaux au RDC

au centre-ville d'Oran.

**0559.15.23.41**

**0771.37.81.39**

PENSÉE

**HADJ BELLAHCENE**

**KHERCHOUCHE**

Il y a cinq années que tu nous as quittés  
à jamais. Que tous ceux qui l'ont connu,  
aimé, apprécié aient une pieuse pensée  
pour lui. Il restera toujours dans le coeur et

les pensées de son épouse, ses enfants et leurs époux et  
épouses ainsi que ses petits-enfants.

Puisse Dieu Tout-Puissant lui accorder Sa Miséricorde et  
l'accueillir dans Son Vaste Paradis.

**RAHIMAK ALLAH YA EL HADJ BELLAHCENE**

Ton épouse, tes enfants, leurs époux et épouses  
ainsi que tes petits-enfants



Emirats

## Un robot parlant l'arabe pour remplacer les vendeurs



Par Ola Galal de l'AFP

Un laboratoire de l'université d'Al-Ain aux Emirats arabes unis a mis au point ce qu'il affirme être le premier robot interactif parlant l'arabe qui pourrait être produit en série pour remplacer, par exemple, les vendeurs dans les centres commerciaux.

Ce robot à l'apparence humaine a été baptisé Ibn Sina. «C'est le premier humanoïde du monde à parler l'arabe», affirme à l'AFP Nikolaos Mavridis, chercheur grec, dont l'équipe a mis au point ce robot.

«Il nous permet d'effectuer des recherches et c'est aussi un outil d'éducation parce que les étudiants aiment travailler sur lui», ajoute-t-il.

M. Mavridis, diplômé du prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT), qui anime une équipe de douze étudiants, soutient que le robot peut être facilement utilisé comme réceptionniste ou vendeur. «Il peut faire plusieurs choses par lui-même: répondre à deux questions de présentation, se connecter sur internet pour chercher une information et montrer sur son écran des produits proposés à la

vente», poursuit-il. «Nous pourrions bientôt faire de lui un réceptionniste ou un assistant vendeur dans un centre commercial. Avec une équipe de cinq (chercheurs) on peut y arriver en six mois», indique encore M. Mavridis.

«On l'a déjà mis au travail pendant une journée entière au centre commercial d'Al-Ain», une ville-oasis de l'emirat d'Abou Dhabi, se réjouit le chercheur, estimant qu'il pourrait réduire le besoin en main-d'œuvre.

Ibn Sina, haut d'environ 1,50 m, a été habillé d'une robe et d'un turban pour ressembler au vrai philosophe qui est né à Boukhara dans l'Ouzbékistan actuel. Quand il s'exprime en arabe classique, son visage change d'expression. La partie mécanique a été conçue par la firme Hanson Robotics tandis que le programme a été élaboré par M. Mavridis, qui y a travaillé avec son équipe pendant plus d'un an.

Ibn Sina peut «voir», reconnaître des objets, répondre à des questions, transcrire un discours et en assimiler le contenu, affirme M. Mavridis. Le laboratoire a été approché par nombre de sociétés qui s'intéressent au robot qu'elles veu-

lent utiliser comme réceptionniste ou vendeur, selon lui. Le projet a été financé directement par le souverain d'Abou Dhabi et président des Emirats arabes unis, cheikh Khalifa ben Zayed Al-Nahyane.

L'argent, 200.000 dollars, a été utilisé pour développer la technologie à la base de la mise au point du robot et à d'autres projets de recherche. «Au milieu de l'expansion qu'on vit ici et maintenant, il est utile d'avoir à côté de la plus haute tour du monde et de tous ces beaux bâtiments des projets scientifiques et intellectuels», souligne le chercheur grec.

«C'est pour cela qu'on a choisi Ibn Sina pour identifier notre robot, une façon de rappeler à nos étudiants les valeurs du passé et de les marier avec celles du présent», ajoute encore M. Mavridis.

Selon la société Information Data Corporation (IDC), les dépenses sur les technologies de l'information aux Emirats arabes unis doivent s'accroître de 12,4% entre 2008 et 2013 et dépasser 1,83 milliard de dollars à la fin de cette période. Le marché des technologies de l'information a déjà dépassé 1,02 milliard de dollars l'année dernière, selon l'IDC.

## Des femmes mufti à Dubaï

L'emirat de Dubaï compte former six femmes au métier de mufti au risque de soulever l'ire des cercles religieux conservateurs qui nient à la femme le droit d'émettre des avis religieux faisant autorité, rapporte mardi le quotidien The National. Selon le journal, le Dr Ahmed al-Haddad, grand mufti de Dubaï, l'une des sept composantes de la fédération des Emirats arabes unis, a annoncé un programme consistant à recruter et à former pendant plusieurs mois six femmes émiraties au métier de mufti, jus-

qu'ici réservé aux hommes. Si ces femmes finissent avec succès leur formation, selon le rite de l'islam sunnite malékite, elles pourraient être nommées muftis dès la fin de 2010. Ce serait une première, souligne le journal, selon lequel Al-Azhar, plus haute autorité de l'islam sunnite au Caire, s'oppose à ce que des femmes soient nommées muftis. Mais le Dr Haddad, cité par le journal, a noté que l'opposition d'Al-Azhar ne porte que sur le poste de Grand mufti. Les postes de muftis ordinaires qui émettent des avis religieux sur la pra-

tique de l'islam et toute autre question concernant la vie des fidèles ne sont, selon lui, pas concernés par cette interdiction. En Egypte, la première femme notaire (Maazoun), pouvant conclure les mariages religieux, avait été nommée en 2008. Ses prérogatives sont toutefois inférieures à celles de mufti.

Le Maroc forme depuis 2006 des prédicatrices, appelées «mouchridate» qui ont pour mission d'«encadrer et orienter» les fidèles, notamment dans les prisons, les hôpitaux et les écoles.

## Les soins thérapeutiques par les sangsues en vogue

Natalia Lepiochkina choie comme ses «enfants» de drôles de vers gluants élevés au sang de vache. Au-delà de son aspect peu ragoutant, la thérapie médicale à l'aide de sangsues est une pratique en vogue en Russie et elle gagne aussi du terrain en Occident.

Après avoir nourri les petites bêtes et les avoir rincées à l'eau fraîche, Mme Lepiochkina les met dans des bocaux en verre. «Elles sont contentes, elles sont rassasiées», dit tout sourire cette femme qui travaille depuis 25 ans au Centre médical international de sangsues.

Situé à Oudelnia, un village de petites maisons de bois situé à quelques kilomètres au sud-est de Moscou, l'établissement élève aujourd'hui trois millions de sangsues par an et

se présente comme le premier producteur mondial en la matière. La ferme, créée en 1937, a su profiter ces dernières années du regain d'intérêt pour les sangsues. Car, alors que cette forme de thérapie avait été abandonnée depuis des décennies en Occident et était considérée comme une pratique moyenâgeuse, chercheurs, gouvernements et mêmes stars de Hollywood ont récemment revu leurs positions sur ces petits animaux. Le très respecté American Journal of Nursing a souligné cette année que la thérapie par les sangsues connaissait une «résurgence», notamment pour traiter des patients après des actes de chirurgie plastique et reconstructrice.

En 2004, le gouvernement américain a approuvé l'usage de sangsues

comme méthode médicale, et l'actrice Demi Moore a révélé l'an dernier qu'elle avait subi une thérapie aux sangsues en Autriche pour «désintoxiquer» son sang.

«Désormais, c'est une forme scientifiquement prouvée de traitement», affirme Guennadi Nikonov, directeur de la ferme. «Les sangsues nous révèlent de plus en plus leurs secrets», ajoute-t-il, assis dans son bureau devant un mur couvert de prix d'instituts russes et européens.

«Les sangsues ont un rôle d'anti-inflammatoire, elles aident à régénérer les tissus, empêchent la formation de caillots et fluidifient le sang», explique Galina Pietrakova, médecin spécialisée dans l'hirudothérapie - autre nom pour désigner la thérapie par les sangsues - dans une clinique de Moscou.

## Le producteur de Matrix veut réaliser un film sur le prophète Mohamed

Après avoir acquis une renommée mondiale avec les aventures de Neo/Keanu Reeves dans Matrix, le producteur Barry Osborne s'attèle à un projet hautement risqué: l'adaptation à l'écran de la vie du prophète Mohamed. Osborne, qui a également participé à l'aventure du Seigneur des anneaux, compte sur un budget monstre de 150 millions de dol-

lars. Il peut dire merci à un fonds qatari. Ce qui est déjà une certitude, c'est que dans le respect des traditions, on ne verra pas le prophète à l'écran. Osborne explique que le film aura pour objectif d'être un «pont entre les cultures et d'éduquer l'audience sur les vrais fondements de l'islam». Selon Le Times, Cheikh al-Qaradawi a été embauché comme consultant sur le film.

Microsoft

## Alerte aux vers informatiques

Le groupe informatique Microsoft américain a lancé lundi une mise en garde contre l'augmentation des vers informatiques (logiciels malveillants), qui redeviennent le fléau qu'ils étaient il y a une dizaine d'années. «Nous voyons toujours de forts volumes de programmes malveillants, mais ils ne sont pas en augmentation», a affirmé à l'AFP Jeff Williams, un responsable de la sécurité informatique chez Microsoft, qui a participé au Rapport de renseignement sur la sécurité de l'éditeur de logiciels.

«Ce qui est en augmentation, c'est l'activité des vers, surtout Conficker et Taterf», a-t-il ajouté.

Ces vers sont programmés pour se multiplier et passent d'ordinateur en ordinateur en se cachant dans des applications ou en allant se loger dans des clés USB ou autres supports de stockage de données. «Regardez les gens qui jouent en ligne», a expliqué M. Williams. «Ce qu'on voit, c'est que des gens retirent un disque dur de l'ordinateur de la maison (...) et le remettent

dans un ordinateur de bureau». Ainsi ces données, potentiellement infectées, se retrouvent sur un réseau professionnel en ayant facilement déjoué les protections mises en place par l'entreprise.

Selon lui, ces pratiques appellent des mesures de sécurité permettant automatiquement de vérifier et purger de tout virus les clés USB et autres disques durs externes.

Sinon, des vers peuvent voler des données ou prendre le contrôle des ordinateurs infectés, les transformant en machines «zombies» membres d'un «botnet», un réseau d'ordinateurs malveillants au service de pirates informatiques. Le rapport de Microsoft souligne aussi l'habileté des cyber-criminels à déjouer les programmes anti-virus en exploitant les délais mis par certains internautes à actualiser leurs protections. «Il y a une fenêtre de vulnérabilité, il faut la fermer plus vite», a insisté M. Williams. Le rapport de Microsoft est appuyé sur «plusieurs milliards d'exams par jour», dans plus de 200 régions du monde.

## Il croit voir un homme armé et saute de l'avion avant le décollage

Un passager d'un vol de Cyprus Airways, croyant voir un homme armé dans l'avion, a ouvert une des portes de l'appareil en phase de décollage et sauté sur le tarmac avant de s'enfuir samedi soir à l'aéroport de Larnaca, selon des sources policières et la presse locale.

Cet homme, un Grec d'origine portugaise âgé d'une trentaine d'années, a ensuite été retrouvé sur le toit d'un hôtel des environs et interpellé, rapporte mardi le quotidien anglophone Cyprus Mail. Selon la même source, après avoir sauté de l'appareil il a abandonné son sac à dos, faisant craindre une action terroriste alors que cet incident coïncidait avec la fin de la visite à Chypre de la présidente indienne, Pratibha Devisingh Patil. Le vol à bord duquel se trouvait le jeune homme était à destination d'Athènes et comptait 157 autres passagers. Il a été retardé de deux heures.

«Il y a eu dans un premier temps

la piste d'une possible action terroriste, mais les éléments recueillis ont écarté ce risque», a indiqué à la presse le porte-parole de la police de Larnaca.

Le prévenu a été présenté lundi à un tribunal de Larnaca, devant lequel il a assuré avoir vu un individu armé en cabine. Il a été maintenu en détention et risque une inculpation pour «acte malveillant» et «entrée dans un espace interdit». La police cherche en outre à savoir comment il a pu bondir si facilement en dehors de l'appareil - qui se préparait à décoller - et s'enfuir, en dépit des mesures de sécurité existantes. Le porte-parole de Cyprus Airways, Kyriacos Kyriacou, a pour sa part annoncé des poursuites en dommages et intérêts contre le prévenu, compte tenu du préjudice causé à la compagnie nationale chypriote, qui a notamment dû payer l'hôtel à des passagers en correspondance à Athènes.

## Un obèse meurt après avoir refusé d'aller au zoo pour une radio

Un Allemand de 230 kilos est mort après avoir refusé de se rendre au zoo pour y passer une radio, l'hôpital local ne disposant pas d'un appareil de radiographie suffisamment large pour lui, rapporte mardi le quotidien Bild. Thomas Lessmann, 51 ans, s'était rendu au centre médical universitaire d'Eppendorf, à Hambourg, le 21 septembre, affirmant se sentir mal après plusieurs évanouissements. Le patient étant trop gros pour être radiographié sur place, les médecins lui avait conseillé de se rendre au zoo local qui dispose d'un appareil permettant de radiographier les animaux. Mais le patient

s'est senti humilié, selon sa veuve, Petra. «C'est comme s'ils avaient voulu se moquer de nous», a-t-elle déclaré au journal. Il est mort chez lui 13 jours plus tard, mais les causes de son décès ne sont pas connues.

L'hôpital s'est excusé de la façon expéditive avec laquelle le patient avait été dirigé vers le zoo, une porte-parole reconnaissant «qu'il est vexant pour les patients et leurs familles lorsqu'on les renvoie vers des services vétérinaires».

Mais, a-t-elle ajouté, les machines dans les hôpitaux sont prévues en général pour des personnes d'un poids maximum de 200 kilos.



## MC Oran En conquérant au 5-Juillet



M. Benboua

Toujours aussi fébrile à l'extérieur, le Mouloudia d'Oran est en train de se forger une réputation d'équipe intraitable dans son temple de Zabana, dans lequel il n'a pas cédé le moindre point jusqu'à présent. Pour rappel, la seule défaite des camarades de Benatia à domicile cette saison fut enregistrée à Bouakeul contre l'USMAN de Abdelkader Amrani (0-2). Mais force est de reconnaître que le rendement des joueurs n'a toujours pas atteint le niveau souhaité par les supporters, qui ont affiché à maintes reprises leur crainte quant à la suite du parcours. Les plus fidèles d'entre eux estiment que la phase retour s'annonce très difficile pour les hommes de Hadj Mansour, avec pas moins de dix

déplacements en dix-sept matches. Cela dit, les supporters du MCO ont raison de s'inquiéter puisque la bande du technicien palestinien a montré ses limites en dehors de ses bases cette saison, ne récoltant qu'un seul petit point depuis le début de l'exercice (0-0) à Tizi Ouzou face à la JSK. Il faut avouer que plusieurs facteurs empêchent le MCO d'exprimer pleinement son talent, la première n'étant autre que la crise financière qui affecte beaucoup de joueurs. L'encadrement technique mené par Hadj Mansour a pour sa part une autre part de responsabilité dans la stérilité de l'attaque, à laquelle il n'a trouvé aucun remède jusqu'à présent, sans oublier l'indiscipline de certains joueurs qui boudent les entraînements sans aucune impunité. Cette semaine, les Hamraoua vont

devoir effectuer un déplacement très difficile du côté de la capitale afin d'en découdre avec le MCA au stade du 05-Juillet. Etant donné que le bilan des Oranais est négatif à l'extérieur, le pronostic est défavorable à la formation du MCO, d'autant plus que l'ex-leader reste sur trois mauvais résultats (2 nuls et une défaite) et s'efforcera certainement de renouer avec le succès à domicile. Cependant, le football n'a jamais été une science exacte, et vendredi soir les camarades du keeper Hichem Mezair peuvent nous réserver une surprise à condition que les joueurs soient convaincus qu'un bon résultat à Alger est possible. Cela s'annonce plutôt bien pour la formation du président Elilam, puisque l'équipe effectuera ce déplacement au grand complet.

Ph: B. H. Karim

## ASM Oran Faute de quorum, l'AGO reportée à lundi prochain

L'assemblée générale ordinaire, tant attendue de l'ASMO, de Baghour Merouane, le président du comité de supporters, Benamar, le manager de l'ASMO, Mohamed Adjal et Bekkat Mahieddine, respectivement président et coordinateur des jeunes catégories, d'un huissier de justice, Farik Ali, et Tilmaltine et Kadri, les deux représen-

présent de la DJS. Cette AGO, prévue avant-hier pour la présentation du bilan moral et financier de l'exercice 2008/2009, a été donc reportée à lundi prochain à 17 h et au siège du club. A noter que quelques anciens dirigeants et anciens joueurs étaient présents à cette assemblée générale.

tants de la DJS. Cette AGO, prévue avant-hier pour la présentation du bilan moral et financier de l'exercice 2008/2009, a été donc reportée à lundi prochain à 17 h et au siège du club. A noter que quelques anciens dirigeants et anciens joueurs étaient présents à cette assemblée générale.

M. Z.

## Ancien joueur du MCO, de l'USMO et de l'EMO Khelifa-Chaht dit « Gallia » n'est plus

Adjal L.

Avec sa robuste constitution physique et son amour de la vie, le populaire Lahouari «Gallia» a longtemps résisté à la maladie. Mais, il y a quelques jours, il a tiré sa révérence entouré par les siens, à El-Hamri, ce quartier qu'il aimait tant. Considéré comme l'un des doyens du MCO où il a joué dès la

création de ce club en 1946, il faisait partie du groupe des anciens du Mouloudia aux côtés des Besol, Missoum, des frères Freha, des frères Zradni. Il a également porté les couleurs des clubs d'Oran tels l'USMO et l'EMO, avec le même engagement. Retraité de l'EPO, il adorait discuter football au niveau de l'ancien kiosque Hamou, au boulevard de la Soummam où

nous l'avions souvent croisé. Il nous racontait force anecdotes à propos des matches auxquels il a participé. Homme de caractère, Khelifa-Chaht Lahouari s'était retiré en raison de son état de santé. Il reste pour nous, ceux qu'on n'oublie pas, tant par leur personnalité que par leur façon de quoi qu'il en soit, c'était un homme simple et au langage franc.

## LRF Alger - Régionale Une Le trio de tête en appel

Fouad B.

Le HAC et l'USMC co-leaders et le surprenant nouveau promu l'USOA qui suit derrière avec trois longueurs de retard, seront en appel hors de leurs bases lors de cette 7e journée. Les deux chefs de file auront chacun à effectuer un examen difficile.

Les gars de Hydra seront sur le gril à El-Harrach où les attend une équipe du CRBBK avide de rebondir après son échec face aux Chérageois. Ces derniers seront eux aussi attendus de pied ferme à Boudouaou par l'Etoile locale qui espère bien retrouver tout son éclat et se relancer pour recoller au bon wagon. L'USOA, le dauphin surprise, aura fort à faire pour préserver son nouveau sta-

tut et pour cause, il sera l'hôte de son poursuivant immédiat l'IBL. Un choc de poursuivants qui ne manquera pas de piment.

Le WBAB qui a été tenu en échec en match décalé par l'ESMB sera en conquérant à Kouba pour se racheter devant le CAK qui fait du surplace. La JSEB devrait logiquement se refaire une santé avec la venue de l'OCB dernier de la classe après avoir fait l'ob-

jet d'une défalcation de trois points par la LRFA. Le CRBDB, toujours privé de son stade fétiche, recevra à Khemis El-Khechna le CMBT. Un face-à-face où chaque équipe vise la victoire pour chasser le doute. Le RCB accueillera à Reghaia l'ESB dans un match ouvert à tous les pronostics. Enfin, le CBSM, avant-dernier, aura du mal à se défendre du DRBB qui ambitionne d'aller encore de l'avant.

### Vendredi à 15 h

Kouba :	CAK	WBAB
El-Harrach :	CRBBK	HAC
El-Biar :	JSEB	OCB
Khemis El-Khechna :	CRBDB	CMBT
Boudouaou :	ESMB	USMC
Reghaia :	RCB	ESB
Bouira :	IBL	USOA
Sidi Moussa :	CBSM	DRBB

## JSB Ain Boucekif L'accession comme objectif

Kamel Lezoul

Auteur d'un parcours honorable la saison écoulée, puisque, et en dépit du manque de moyens, l'équipe chère à Boudaâ Abdelkader avait bouclé le championnat à la quatrième place, devant des équipes plus expérimentées et plus huppées financièrement. Ses résultats, encourageants, ont incité l'équipe dirigeante à revoir ses ambitions à la hausse pour la saison actuelle et qui n'est autre que l'accession en Régionale Deux, ligue de Saïda. La désignation d'un staff technique composé du duo Djerrada - Abbadi et un recrutement judicieux, avec les arrivées des transfuges de la JSMT, Bourchid, Kadari, Chahda, Achir, Yeddou ainsi que Aïdet (ex-ERM) et Besseghir (ex-MBB), ne peu-

vent que confirmer l'ambition de ce club, comme nous le soulignera son président Boudaâ AEK: «Dieu merci, tout est bien pour le moment, la reprise des entraînements s'est effectuée dans de très bonnes conditions et dans une sérénité totale. Les joueurs se donnent à fond et ne rechignent jamais à l'effort. Notre objectif principal demeure sans contexte l'accession en Régionale Deux, car j'estime qu'il est temps pour ce club de retrouver le palier supérieur. Aussi, je saisis cette occasion pour remercier le P/APC, Babouri et son staff, pour leur aide morale et financière. Aussi, mon souhait est que le championnat se déroule dans de bonnes conditions. Et je n'ai aucun doute sur ce point après le retour à la présidence de la ligue de Tialet de Belmekki».

## Handball - Nationale 1 Duel des extrêmes à Bordj El Kiffane

Ali Sadji

De retour du Cameroun où il a brillamment défendu son titre de champion d'Afrique des clubs champions, le GS Pétrolier aura l'avantage d'évoluer sur ses terres et ce, de plus, devant une équipe du MCO qui n'est pas de nature à inquiéter le leader de la poule A, lequel devrait passer une après-midi tranquille. Les Pétroliers qui comptent deux matchs en moins devraient vite reprendre le leadership en attendant d'apurer leur calendrier avec, dès le 8 novembre, un premier

match de mise à jour face à la JSE Skikda. Le CRBB, l'actuel coleader, devrait lui aussi l'emporter assez facilement face à Alger-Centre et ce à Baraki, alors que le TR Bab El Oued qui reste sur deux victoires consécutives, face à l'est vrai à deux équipes à la traîne, aura cette fois fort à faire face à un dur morceau, la JSE Skikda.

Pour sa part, le MC Saïda, devant son public, sera largement favori face à REA.

Dans la poule B, le leader, le HBC El Biar, accroché à domicile le week-end passé, aura sans doute la partie plus facile pour son second match consécutif devant son public, et ce, face à l'équipe du C. Chelghoum Laid. L'afiche de la journée aura pour cadre la ville de Bordj Bou Arreridj où les locaux du CRBBA en découdront avec le promu aux dents longues, l'AB Barika. A El-Oued, la JSK qui voyage mal aura du souci à se faire face à l'OEO, alors que la lanterne rouge, l'US Biskra, tentera devant son public de réagir face au GS Boufarik.

### Vendredi à 15 h

Poule A :	
Baraki :	CRBB - CRBEE
Zéralda :	TRBB - JSES
Saïda :	MCS - REA
B.E. Kiffane (16 h) :	GSP - MCO
Poule B :	
El Biar :	HBCB - CCL
B. B. A. :	CRBBA - ABB
Biskra :	USB - GSB
El-Oued :	OEO - JSK

## Volley-ball - Division 1A Sur un air de revanche à Chlef

Ali Sadji

A l'occasion de cette deuxième journée du championnat, tous les regards des amoureux de la balle au filet seront braqués vers la ville de Chlef, cadre de l'affiche au sommet qui mettra aux prises le POC local au Machaâl de Béjaïa. La rencontre entre ces deux grands favoris du championnat promet d'être palpitante. Sans être décisive, cette rencontre de la deuxième journée de la compétition, verra les protégés du coach Kaci tenter de battre les Chéliens chez eux

pour un double objectif, prendre une revanche et aussi un ascendant psychologique sur leur principal concurrent. Cela sera sans doute plus difficile qu'il n'en paraît car le MBB a été rajouté, en raison du départ de ses cadres qui sont allés monnayer leur talent sous d'autres cieux.

A Blida, l'USMB qui reste sur une défaite face au GSP, tentera de redresser la barre face au NRBB, alors que le WO Rouiba qui a montré de belles dispositions malgré sa défaite à Béjaïa, est en mesure, devant son public, de réussir un bon résultat face à l'ES Sétif. Le GS Pétrolier se rend pour sa part à M'sila où il n'est jamais facile de s'imposer face au RCM, alors qu'au même moment, le promu, l'O Médéa, tentera, sur ses terres, d'effacer sa défaite de Chlef, et ce, face au à l'ES Béthioua.

### Vendredi à 17 h

M'sila :	RCM	GSP
Rouiba :	WOR	ESS
Chlef :	POC	MBB
Blida :	USMB	NRBB
Médéa (17 h 30) :	OM	ESB

## Tournoi de l'UNAF Dames L'Algérie et l'Egypte se neutralisent

La sélection nationale algérienne dames de football et son homologue égyptienne ont fait match nul (1-1) lundi à Bizerte, pour le compte de la première journée du tournoi de l'UNAF qui se déroule en Tunisie jusqu'au 6 novembre. L'équipe algérienne dirigée par Azzedine Chih jouera sa seconde rencontre contre la Tunisie demain à Hammam-Sousse. Le tournoi de l'UNAF qui se déroulera sous forme d'un mini-championnat regroupant les sélections d'Algérie, d'Egypte et de Tunisie. Il se poursuivra jusqu'au 6 novembre dans les villes de Bizerte, Hammam-Sousse et Tunis.

Pour cette compétition, le sélectionneur national, Azzedine Chih, a sélectionné 20 joueuses dont 9 évoluent à l'étranger. La sélection algérienne prépare le premier tour des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2010 dont la phase finale se déroulera en Afrique du Sud. Les Algériennes, absentes de la dernière CAN, affronteront l'Egypte. Le match aller est programmé au Caire entre le 5 et 7 mars 2010, et le retour à Alger entre le 19 et le 21 mai. Le vainqueur de cette double confrontation rencontrera la Tunisie au 1er tour.

En marge du tournoi de l'UNAF, des matches amicaux seront disputés entre les sélections de Tunisie, d'Algérie et d'Egypte «B», constituées de joueuses de moins de 20 ans.

## L'Equipe nationale effectuera son stage en Italie Saâdane impose le huis clos



Kamel Mohamed

L'Equipe nationale de football se préparera à huis clos en Italie, en prévision du match contre l'Egypte, le 14 novembre prochain. A la Fédération algérienne de football, on a averti l'ensemble des médias que l'équipe nationale (staff technique et joueurs) ne seront pas accessibles durant ce stage. En d'autres termes, il n'y aura pas de conférence de presse de Saâdane ou de déclaration de joueurs avant le match contre l'Egypte. La FAF a ainsi préféré protéger l'ensemble de l'équipe de la pression extérieure, sachant que le match du 14 novembre s'apparente à une grande finale aussi bien pour le football algérien que le football égyptien. C'est à l'issue de cette rencontre palpitante que sera connue l'équipe qualifiée au Mondial sud-africain de juin 2010. La FAF a préféré domicilier le stage de l'équipe en Italie au lieu de la France, afin d'éloigner l'équipe de la forte affluence de la communauté algérienne établie en France. « En Italie, on ne risque pas de recevoir des visites de la part des autorités ou autres associations », explique-t-on à la fédération. Ainsi, à partir du 8 novembre, date du début

du stage, aucune information ne filtrera sur l'équipe nationale. « Les Egyptiens ont opté pour le black-out et personne n'a trouvé à redire. Donc, respectons la décision des responsables de la fédération et de l'Equipe nationale », indique-t-on à la FAF.

Aussi, l'importance de cette rencontre a fait que la fédération veuille isoler les joueurs de tout ce qui va se passer autour. Les plus hautes autorités des pays lancent déjà des appels aux supporters et à la presse pour privilégier la sportivité et le fair-play. C'est dire qu'à mesure que l'échéance avance, la tension monte et des risques pour que le match sorte de son cadre sportif ne sont pas à écarter. Autre rappel, l'Equipe nationale entrera en stage dès le 8 novembre, date à laquelle les joueurs locaux rejoindront le lieu de regroupement. Les joueurs évoluant dans les championnats européens devraient être au grand complet dès le lendemain. L'Equipe nationale ne rejoindra Le Caire que le 12 novembre au soir et s'entraînera une seule fois sur la pelouse du Cairo stadium. Le retour est prévu juste après la rencontre du Caire vers Alger. L'Equipe nationale effectuera ses déplacements à bord d'un avion spécial.

### France

## Nicollin fait marche arrière

Après avoir traité Benoît Pedretti de «petite tarlouze», samedi après Auxerre-Montpellier (2-1), Louis Nicollin a présenté ses excuses au joueur. Le capitaine de l'AJA les a acceptées. Le président du Montpellier Hérault Sporting Club pourrait néanmoins être sanctionné par le CNE. Cette fois, il était allé trop loin. Et s'en est rendu compte... Louis Nicollin, auteur d'une saillie verbale samedi, est revenu en arrière et s'est excusé auprès de Benoît Pedretti, qu'il avait insulté après Auxerre-Montpellier (2-1), rencontre comptant pour la 12e journée du Championnat de France de Ligue 1.

Le président du MHSC, promu en deuxième, a appelé Benoît Pedretti et a exprimé ses regrets au joueur. Dans le quotidien L'Equipe daté de lundi, l'Auxerrois a révélé la teneur de la discussion et assuré que «l'affaire est close (...). Ce sont des paroles prononcées après une rencontre et, moi aussi, j'ai déjà raconté des conneries. Il m'a dit qu'il s'était laissé emporter, que c'était à chaud. On sait que c'est

quelqu'un d'entier. Il a dit ça sous le coup de l'énervement.» Samedi soir, Loulou Nicollin avait qualifié Benoît Pedretti de «petite tarlouze»: «On va s'en occuper au retour à La Mosson. Ce monsieur n'est qu'une petite tarlouze.» Informé des dires du président montpelliérain quelques minutes plus tard, le capitaine de l'AJA avait été plus mesuré tout en regrettant un tel dérapage: «J'ai du respect pour la personne, pour ce qu'il a apporté au football français, à la ville de Montpellier. Mais entendre une insulte comme ça, c'est inexcusable». Finalement, Pedretti a excusé Nicollin. Pas sûr que le Conseil National de l'Ethique laisse passer cette affaire néanmoins. Après avoir puni Kombouaré et Gourcuff notamment, le CNE pourrait remettre le couvert et sanctionner Nicollin. Ce dernier a d'ailleurs reçu une convocation pour le 16 novembre. Pour justifier son comportement, il expliquera peut-être, comme il l'a fait dans L'Equipe, que l'on «peut se parler, se dire les choses. On est des hommes, pas des gonzesses.»

### Dopage

## Agassi comme Marion Jones ?

Andre Agassi pourrait-il aller en prison ? Si David Howman, directeur général de l'AMA, ne cite pas de sanctions possibles à la suite des aveux de l'Américain (prise de substances prohibées), il évoque le cas Marion Jones. L'athlète américaine avait menti devant un tribunal et fait de la prison.

Les aveux d'Andre Agassi, qui a écrit dans une autobiographie à paraître qu'il avait pris de la méthamphétamine en 1997 et avait menti pour éviter une suspension pour dopage, pourraient prendre une autre dimension.

Au-delà de la mauvaise conscience personnelle, et des problèmes d'image d'une des figures emblématiques du tennis, la question du mensonge devant

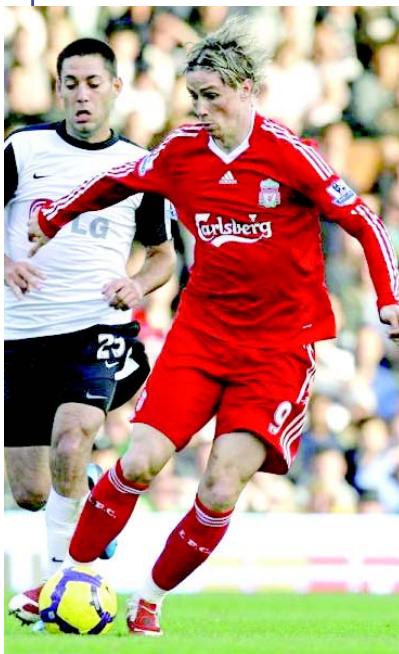
les autorités sportives et juridiques fait grossir la polémique. Sergueï Bubka, illustre membre du comité olympique, avait déclaré la semaine dernière qu'Andre Agassi devait être sanctionné.

La législation actuellement en vigueur suppose que la sanction maximale pour des cas de dopage est de huit ans, l'AMA (Agence mondiale antidopage) a dans un premier temps annoncé qu'il n'était plus de son ressort de traiter l'affaire. Avec un peu de recul, David Howman le représentant de l'agence, a pointé un fait qui pourrait changer la donne: «Il faut pousser un peu plus l'enquête à propos de deux éléments: s'il a menti - et il a avoué qu'il avait menti -, alors il a menti sous ser-

ment. Je pense que cela garantit des recherches plus approfondies et que cela pourrait concerner d'autres charges.

On connaît tous l'histoire de Marion Jones. Elle a menti à un tribunal (à propos de dopage, et a fait six mois de prison, ndr), et on ne peut pas laisser passer cela comme ça. Le second élément est qu'il avait un avocat pour le représenter: est-ce que cet avocat savait qu'il mentait? L'affaire Agassi vient donc à peine de commencer. Ce n'est peut-être pas du ressort de l'ATP, poursuit Howman pour Reuters, mais une autre agence pourrait s'y intéresser. Nous ne nous basons pas uniquement sur des bases sportives pour sanctionner le dopage.

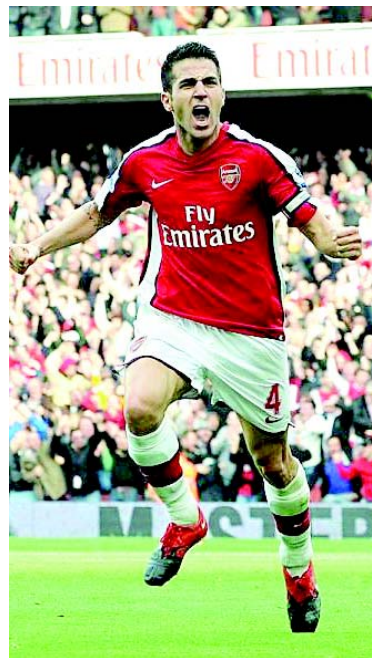
## Ligue des Champions Arsenal, Lyon et Séville y sont presque, le Barca doit réagir



Battu par Kazan au Camp Nou, Barcelone doit s'imposer en Russie pour faire le trou dans le groupe F tandis qu'Arsenal, Lyon et le FC Séville peuvent se qualifier pour les 8e de finale en cas de victoire, ce soir lors de la 4e journée de la Ligue des champions. En difficulté, les prestigieux Liverpool et Inter doivent se reprendre sous peine de mettre en péril leur avenir européen.

### O Groupe E:

Après sa victoire à Liverpool, Lyon peut entériner sa qualification en cas de nouveau succès contre les Reds à Gerland. Il ne lui resterait alors plus qu'à se battre pour le gain de la première place avec la Fiorentina, où l'OL se déplacera le 24 novembre. Les Lyonnais pourraient présenter un visage plus défensif contre Liverpool, toujours privé de Gerrard et de Fabio Aurelio et alors que Torres n'est pas au mieux de sa forme. En crise avec une seule victoire lors de ses sept derniers matches, l'équipe de Benitez a toutefois montré contre MU, le 25 octobre, qu'elle était toujours capable de sursaut d'orgueil (2-0). Pour l'instant, les adversaires se suivent tous avec trois points d'écart sur leur plus proche poursuivant et tous les scénarii restent possibles. Vainqueur spectaculaire à Debrecen lors de la dernière journée (4-3), la Fiorentina a toutefois de grandes chances de récidiver à domicile devant des Hongrois bons derniers avec zéro point.



### Aujourd'hui à 20h 45

Florentina .....	Debrecen
Lyon .....	Liverpool
Rubin Kazan .....	FC Barcelone
Dynamo Kiev .....	Inter Milan
Unirea Urziceni .....	Glasgow Rangers
FC Séville .....	Stuttgart
Arsenal .....	AZ Alkmaar
Standard Liège .....	Olympiakos

### O Groupe F:

Battu à la surprise générale par Kazan, qui lui a imposé sa première défaite de la saison, Barcelone, qui devrait s'appuyer sur Marquez, Pedro et Henry, préservés samedi contre Osasuna, a les moyens de prendre sa revanche en Russie... et surtout de se donner de l'air dans le plus serré des groupes où les trois premiers sont à égalité.

Avant de se déplacer en Catalogne, l'Inter, archi-souverain en Serie A mais dernier à un point des trois autres après ses trois nuls, à tout intérêt pour rester en course de réaliser une bonne opération à Kiev qui avait su exploiter ses erreurs défensives à l'aller. A condition que le match se déroule normalement puisque l'Ukraine est à son tour touchée par l'épidémie de grippe H1N1 qui a déjà fait de nombreux morts.

### O Groupe G:

Menant la danse avec cinq points d'avance, le FC Séville, qui reçoit Stuttgart, s'achemine tranquillement vers une qualification qui sera officielle en cas de victoire contre Stuttgart, triste 14e de son championnat et qui n'a plus marqué depuis trois matches. Une nouvelle défaite des Allemands ferait également les affaires des surprénants Roumains d'Urziceni. Un succès à domicile du Petit Poucet, actuellement 2e avec deux points d'avance sur la concurrence, devant les Rangers, leur offrirait en effet un petit matelas avant deux déplacements à Séville et Stuttgart.

### O Groupe H:

Arsenal et l'Olympiakos, qui ont fait le break sur Alkmaar et le Standard, entérineront leur qualification en cas de succès conjoints. Les deux premiers comptent en effet chacun cinq points d'avance sur leur adversaire du jour, Alkmaar pour Arsenal et le Standard pour l'Olympiakos.





**07.00** Journal télévisé  
**07.20** Sabahiat  
**10.00** Dessins animés  
**10.30** Mouatin  
Bi Darajat Wazir  
*Feuilleton arabe*  
**11.15** Taqafat  
Wa Tourath Assia  
**11.45** Min  
Niāmahou  
**12.00** Dessins animés  
**12.30** Aāl Aboubab  
El-Madina  
*Documentaire*

**13.00** Journal télévisé  
**13.45** Doumoue  
El Ward  
*Feuilleton doublé*  
**15.00** Azizi  
El-Mouchahid  
**16.30** Nadi  
Fouroussia  
**17.00** Dessins animés  
**17.30** Al-Hayat  
*Feuilleton algérien*  
**18.00** Journal télévisé amazigh  
**18.30** Moutaāt  
El-Maïda

## 19.00 Ahl El-Raya

**Feuilleton arabe**  
**19.45** Khamesse  
El-Arkan  
**20.00** Journal télévisé  
**21.00** Noua  
*Film algérien de*  
*Toualbi Ouettar*  
*Avec Ahmed*  
*Laroussi et Leila*  
*Bousbaā*  
**22.30** Documentaire  
**00.00** Journal télévisé



**09.55** Chante  
**11.00** Motus  
**11.30** Les p'tits  
Z'amours  
**12.05** Tout le  
monde veut  
prendre sa place  
**13.00** Journal  
**14.00** Toute  
une histoire  
**15.10** Un cas  
pour deux  
**16.15** Commis-  
saire Lea  
Sommer  
**17.10** Rex  
**18.00** Côté  
match du jour  
**18.10** En toutes  
lettres  
**19.00** N'oubliez  
pas les paroles  
**19.50** Météo 2  
**20.00** Journal

## 20.35 L'homme à l'envers



**Film français**  
**Avec Jean-Hugues Anglade, Hélène Fillières**  
La réintroduction du loup dans le Mercantour provoque la colère des bergers, surtout après la découverte de brebis et d'agneaux égorgés. Il semble qu'un loup d'une taille démesurée sévit dans la région, réveillant la peur ancienne du loup-garou ou d'une "Bête du Mercantour". Un jeune Canadien, spécialisé dans la défense des ours, vient observer les loups et s'attache à l'un d'eux, Augustus, vieux spécimen proche de la mort.  
**22.10** Panique dans l'oreillette  
**00.15** Journal de la nuit  
**00.35** Des mots de minuit



**12.25** 12/13 :  
Journal national  
**13.00** Côté  
cuisine  
**13.30** En course  
sur France 3  
**13.45** Inspecteur  
Derrick  
**15.00** Questions  
au gouvernement  
**16.10** Zorro  
**16.35** Slam  
**17.15** Des chiffres  
et des lettres  
**17.50** Questions  
pour un champion  
**18.30** 18:30  
aujourd'hui  
**19.00** 19/20 :  
Journal régional  
**19.28** 19/20 :  
Journal national  
**20.00** Tout le sport  
**20.10** Plus belle  
la vie

## 20.35 Des racines et des ailes



**- Gardiens des trésors d'Extrême-Orient**  
A Angkor, les chercheurs de l'Ecole française d'Extrême-Orient (EFEO) perpétuent la mémoire de leurs aînés. Un véritable devoir moral pour ces hommes, qui continuent d'occuper les avant-postes de l'archéologie ou de la conservation en dirigeant des projets d'envergure mondiale. Ainsi, jusqu'au Vietnam, ils multiplient les missions dans le but de percer le mystère de cultures inconnues.  
**22.30** Soir 3  
**22.55** Tout le sport  
**23.00** Ce soir (ou jamais !)  
**23.10** Vivre ensemble  
**00.15** Faits divers, le mag  
**01.10** Soir 3



**06.50** Debout  
les zouzous  
**08.55** Les maternelles  
**10.05** Allô Rufo  
**10.15** Fourchette  
et sac à dos  
**11.10** Pandamania  
après le tremblement  
de terre  
**12.00** Midi  
les zouzous  
**13.30** Le magazine  
de la santé  
**14.24** Les gestes  
qui rassurent  
**14.25** Allô, docteurs !  
**15.00** L'ours brun,  
roi de la forêt  
**15.30** Jangal,  
enquête  
**16.30** Un refuge  
pour les oranges-outans  
**17.25** C l'info  
**17.30** C à dire ?!

**19.45** Arte info  
**20.00** Un billet de train pour...  
**20.45** 1989, l'Elysée au pied du Mur  
**Documentaire réalisé par Patrick Barbéris**  
Le 9 novembre 1989, le Mur de Berlin tombe. Quel rôle a joué François Mitterrand dans le processus qui devait aboutir à la réunification des deux Allemagnes ? A-t-il vraiment tenté d'inverser le cours des événements ou poursuivait-il un autre dessein pour l'Europe, dont il assurait alors la présidence ? Vingt ans après, à partir d'entretiens avec les principaux acteurs et en s'appuyant sur les images d'archives de l'époque, Patrick Barbéris revient sur les coulisses de cette histoire, ses enjeux, ses rebondissements, ses tractations et ses non-dits.  
**21.55** Ronald Reagan, l'enfance d'un chef  
**22.50** Zoom Europa  
**23.35** Obaba, le village du lézard vert  
**01.20** Arte culture  
**01.35** Joseph Epstein, bon pour la légende  
**03.00** L'instinct de la musique

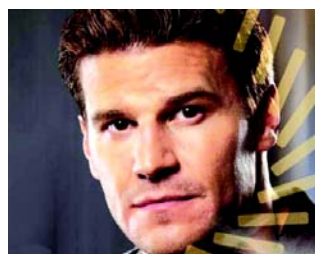
arte



TF1 20.35

## LIGUE DES CHAMPIONS

**- Lyon (Fra) / Liverpool (Ang)**  
1re phase. 4e journée. Groupe E. Deux semaines après leur superbe victoire à Anfield Road (1-2), les Lyonnais retrouvent les Reds, à Gerland, pour le compte de cette première journée des matches retour. Un nul suffit aux coéquipiers d'Anthony Réveillère et de Sidney Govou dans ce groupe E pour se qualifier pour les 8es de finale de la compétition. Les protégés de Claude Puel tenteront de poursuivre sur leur lancée et d'offrir à leurs supporters une victoire de prestige face à une équipe de Liverpool qui semble décidément prenable cette saison. Mais Steven Gerrard et Fernando Torres voudront à n'en pas douter prendre leur revanche et se relancer dans l'optique des 8es de finale. Et cela passe par un bon résultat en terre lyonnaise.



6 20.40

## BONES

**- L'aigle de sang**  
**Série américaine**  
**Avec Stephen Fry, Emily Deschanel, David Boreanaz, TJ Thyne**  
Un squelette ornant la scène lors d'un concert d'un groupe de métal norvégien s'avère être un vrai, d'origine américaine. Les scientifiques locaux renvoient les ossements aux Etats-Unis pour en établir la provenance, ne sachant s'ils ont été déterrés ou s'il s'agit des derniers restes d'une victime d'un meurtre. Pour le découvrir, Booth et Brennan enquêtent dans l'univers musical du death metal, un milieu totalement inconnu pour eux. Après avoir achevé son livre sur son expérience aux côtés de Booth et Brennan, Sweets demande à Gordon de préfacier l'ouvrage, mais celui-ci refuse : il compte en effet prendre sa retraite...



CANAL+ 20.50

## THE DUCHESS

**Film réalisé par Saul Dibb**  
**Avec Keira Knightley, Ralph Fiennes, Charlotte Rampling, Hayley Atwell**  
A la fin du XVIIIe siècle en Angleterre, Georgiana, mariée à 17 ans au puissant duc de Devonshire, séduit très vite la haute société par sa beauté et son esprit. Seul son époux reste insensible à son charme et n'attend d'elle qu'une chose : un héritier. Délaissée, blessée, elle se console auprès de son amie Bess Foster, celle-là même que le duc va prendre pour maîtresse. Georgiana s'étourdit alors dans une vie mondaine trépidante. Elle se lance dans la vie politique et soutient un jeune député, Charles Grey, dont elle tombe follement amoureuse...

# TÉLÉVISION



## 22.55 New York, section criminelle



**06.45** TFou  
**10.55** 7 à la  
maison  
**11.55** Attention  
à la marche !  
**13.00** Journal  
**13.55** Julie  
Lescaut  
**15.35** Le proc  
**17.35** Ghost  
Whisperer  
**18.25** Tournez  
manège !  
**19.10** La roue  
de la fortune  
**19.55** La  
prochaine fois,  
c'est chez moi  
**20.00** Journal  
**20.25** C'est ma  
Terre  
**20.35** Ligue  
des champions

**- Un tueur assassiné**  
**Série américaine**  
**Avec Vincent D'Onofrio, Kathryn Erbe**  
Une comptable disparaît sans laisser de traces. Goren et Eames sont chargés de l'enquête. Ils apprennent bien vite que le frère de la disparue a été assassiné deux ans plus tôt. Leurs soupçons se portent sur un homme de la mafia incarcéré pour divers délits. La découverte d'un autre cadavre change alors la donne. L'enquête se porte à un tout autre niveau et les deux inspecteurs doivent remettre en question toutes les théories qu'ils avaient élaborées jusqu'alors.  
**01.20** Preuve à l'appui



## 00.05 Enquête exclusive

**10.40** Kiditrouille  
**11.45** La petite  
maison dans  
la prairie  
**12.50** Le 12.50  
**13.05** Comprendre  
et pardonner  
**13.40** Lours  
et l'enfant  
**15.30** Lours et  
l'enfant : danger  
dans les montagnes  
**17.20** Le rêve  
de Diana  
**17.50** Un dîner  
presque parfait  
**18.50** 100% Mag  
**19.45** Le 19.45  
**20.05** Malcolm  
**20.40** Bones

**- Guyane : gendarmes français contre pilliers d'or brésiliens**  
**Présenté par Bernard de La Villardière**  
Le cours de l'or, toujours considéré comme une valeur refuge en temps de crise, est en hausse. Le moindre filon est donc soumis à la convoitise des chercheurs. La Guyane, territoire français, est le théâtre de luttes sans merci entre chercheurs d'or, dont les plus redoutables sont ceux venus du Brésil. Les gendarmes sont poussés à prendre de plus en plus de risques pour démanteler les réseaux d'orpailleurs, qui pillent les filons guyanais au cœur de la forêt amazonienne.  
**01.25** M6 Music / Les nuits de M6



## 22.35 Les rencontres de la soirée de mercredi



**10.40** NBA Time  
**12.10** Les  
Guignols de l'info  
**12.20** L'édition  
spéciale 1ère partie  
**12.45** L'édition  
spéciale  
**14.05** CJ7  
**15.30** A quoi tu  
joues ?  
**16.25** Bouquet  
final  
**18.00** Action  
discrète  
**18.15** Les  
Simpson  
**18.40** Le JT  
de Canal+  
**19.05** Le grand  
journal de Canal+  
**19.55** Les  
Guignols de l'info  
**20.10** Le grand  
journal, la suite  
**20.50** The Duchess

Ligue des champions. 1re phase. 4e journée. Au programme de la 4e journée de Champions League : Groupe E. Fiorentina / Debrecen et Lyon / Liverpool. Groupe F. Rubin Kazan / FC Barcelone et Dynamo Kiev / Inter Milan. Groupe G. Unirea Urziceni / Glasgow Rangers et FC Séville / Stuttgart. Groupe H. Arsenal / AZ Alkmaar et Standard de Liège / Olympiakos.  
**23.45** L'incroyable Hulk  
**01.35** Comme les autres



**16.30** Questions  
pour un champion  
**17.00** Qu'est-ce  
qui fait courir  
les Français ?  
**18.00** TV5MONDE,  
le journal  
**18.20** L'invité  
**18.35** Catherine  
**19.00** Les étoiles  
filantes  
**19.30** Journal (TSR)  
**20.00** Roxy  
**20.30** Journal  
(France 2)  
**21.00** L'état  
de Grace  
**23.00** TV5MONDE,  
le journal Afrique  
**23.15** Le point  
**00.10** Faibaldas  
**01.55** Kwiz



**10.10** Plus belle  
la vie  
**11.05** Urgences  
**12.55** P.J.  
**14.50** JAG  
**16.40** Derek  
**17.30** Urgences  
**18.20** La porte  
ouverte à toutes  
les fenêtres  
**18.55** Plus belle  
la vie  
**19.50** Palizzi  
**20.00** Samantha  
Oups !  
**20.35** Taratata  
**22.10** Questions  
de génération  
**23.40** La route  
du rire  
**23.50** Les défis  
du bout du monde



**11.45** Total déco  
**12.10** Rendez-vous  
avec...  
**12.35** Les vacan-  
ces de l'amour  
**13.35** STF  
**14.35** Une famille  
extra-large  
**16.15** Née  
pour danser 2  
**17.50** The  
Sentinel  
**18.45** Family Guy  
**19.40** Dragon  
Ball Z  
**20.35** Le secret  
du vol 353  
**23.55** Journal  
**00.00** Jeux actu  
**02.15** Crimes  
en série





## Climat: l'Afrique menace de se retirer des négociations

**L'**Afrique a menacé mardi de se retirer des négociations sur l'avenir du Protocole de Kyoto tant que les pays industrialisés n'annonceront au moins 40% de réduction de leurs émissions polluantes. A un mois de la conférence de Copenhague et de la conclusion d'un nouvel accord climatique, la dernière session de négociations se tient jusqu'à vendredi à Barcelone. «Les pays de l'Annexe 1 (industrialisés) doivent montrer la voie et mettre leurs chiffres sur la table», a indiqué à la presse la déléguée du Kenya, Grace Akumu, en présence des délégués d'Algérie, de Gambie et du Lesotho.

Les 53 pays de l'Union africaine, auxquels se sont joints plusieurs pays en développement dont la Bolivie et le Venezuela, attendent des pays les plus riches une réduction de 40% de leurs émissions de gaz à effet de serre en 2020 par rapport à 1990. L'incident inquiète vivement le secrétariat de la Convention climat des Nations unies (CNUCC) qui pilote les négociations climat, car si autant de pays manquaient à l'appel, les discussions ne pourraient reprendre. Les négociations se déroulent parallèlement sur deux rails: l'un pour les pays qui ont ratifié le Protocole de Kyoto, dont la première phase d'engagement expire fin 2012. L'autre est ouvert aux 192 pays signataires de la Convention.

## Le FMI vend 200 tonnes d'or à l'Inde

**L'**e FMI a donné lundi un départ tonitruant à une vente de plus de 400 tonnes d'or prévue sur plusieurs années, l'Inde achetant la moitié de ce total à un prix proche du record historique pour le métal précieux. La banque centrale indienne a acquis par tranches quotidiennes, entre le 19 et le 30 octobre, et aux cours du marché, ces 200 tonnes pour un montant avoisinant les 6,7 milliards de dollars, a annoncé le Fonds dans un communiqué. Pour le FMI, une telle demande est une aubaine. Un de ses hauts responsables a indiqué lors d'une conférence téléphonique que le cours moyen de vente devrait se situer autour des 1.045 dollars l'once, non loin du record historique de 1.070,80 dollars établi le 13 octobre. En avril 2008, quand les Etats membres du FMI lui ont demandé de se lancer dans la vente d'un huitième de ses 3.217 tonnes d'or, le Fonds tablait sur un prix de vente de 850 dollars l'once. Pour l'Inde, le montant est considérable. Il représente plus de deux tiers des 9,8 milliards de dollars d'or que la banque centrale indienne affirmait détenir fin juin.

# Le Quotidien

Édition Nationale d'Information

## Pétrole nigérian, la «tentation chinoise»



**A**vide de pétrole, la Chine fait les yeux doux au Nigeria pour convaincre le 8ème exportateur mondial de lui vendre un sixième de ses réserves prouvées. Avec un argument de poids: de l'argent frais, et beaucoup. Pourtant le Nigeria a poliment dit non. Pour l'instant... Cette boulimie pétrolière, dont il sera probablement question pendant le forum Chine-Afrique du 6 au 8 novembre à Charm el-Cheikh en Egypte, est loin de faire l'unanimité au Nigeria. Au point que tout récemment, en recevant le grand patron de Shell, Peter Voser, le président Umaru

Yar'Adua a dit à quel point son pays tenait à conserver de bonnes relations avec ses «vieux» et traditionnels partenaires. Autrement dit: les Chinois, c'est le saut dans l'inconnu.

Implantées depuis des décennies, Shell, ExxonMobil, Chevron et Total, sont engagées dans des discussions serrées avec les autorités qui veulent modifier les règles du jeu, notamment fiscales, via une nouvelle loi, la Petroleum Industry Bill (PIB), actuellement en discussion au parlement. Selon des sources du secteur, ces compagnies prévoient d'investir en

viron 23 milliards de dollars au Nigeria dans les 5 prochaines années. Mais à travers la CNOOC, la China's National Offshore Oil Corporation, Pékin a fait miroiter 30 milliards de dollars pour se garantir 6 milliards de barils nigériens. «La force des Chinois, c'est qu'ils sont prêts à mettre beaucoup de cash sur la table», résume le patron d'une multinationale. Là où le bât blesse, c'est que les sociétés chinoises lorgnent au Nigeria une vingtaine de blocs qui sont déjà attribués et/ou exploités par d'autres compagnies, notamment Shell.

## Une université norvégienne veut un boycottage d'Israël

**L'**Université norvégienne des sciences et de la technologie (NTNU) de Trondheim, la deuxième du pays, va se prononcer prochainement sur un éventuel boycottage académique d'Israël, a-t-on appris auprès d'un responsable mardi. La direction examinera le 12 novembre la lettre ouverte d'une trentaine d'universitaires qui prônent la suspension de la coopération académique et culturelle avec Israël «jusqu'à l'obtention d'une garantie qu'il sera mis un terme à l'occupation des territoires palestiniens». «Nous (...) es-

timons qu'il est temps que les institutions académiques contribuent à la pression internationale contre Israël de sorte que de vraies négociations entre Israël, les autorités démocratiques palestiniennes et la communauté internationale puissent commencer», selon ce texte. «Les universités et autres institutions israéliennes d'enseignement supérieur ont joué un rôle-clé dans la politique d'oppression», ajoutent les universitaires.

Anne Katherine Dahl, adjointe du recteur, a indiqué qu'à la suite de cette initiative, le conseil

d'administration de l'université avait décidé d'étudier une motion sur un éventuel boycottage académique. «Le conseil d'administration a jugé légitime d'examiner la question, cela ne veut pas nécessairement dire qu'il abondera dans le sens des signataires», a déclaré Mme Dahl à l'AFP. L'initiative norvégienne fait suite à des campagnes similaires lancées ces dernières années en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, suivant l'exemple du boycottage académique décrété contre l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid.

## Hillary Clinton annonce des initiatives en direction de la «société civile» musulmane

**L'**a Secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a annoncé mardi une série d'initiatives envers les sociétés civiles arabo-musulmanes, dans le cadre de la politique américaine de rapprochement avec le monde musulman. Dans un discours prononcé devant la 6e édition du Forum pour l'Avenir à Marrakech, Mme Clinton a annoncé de multiples initiatives de l'Administration américaine, citant notamment le soutien aux créateurs d'entreprise et de la création d'emplois, l'appui à l'investissement dans la technologie, le développement d'échanges éducatifs, et l'aide à l'éducation des femmes. A ce propos, Mme Clinton a annoncé la tenue début 2010 à Washington d'un sommet de l'entreprise (Entrepreneurship Summit) qui mettra, a-t-elle indiqué, en relation des «porteurs d'innovation venant de communautés musulmanes dans le monde entier avec des chefs d'entreprise américains».

«Notre objectif est d'écouter plus et de découvrir de nouvelles façons de travailler en partenaires», a-t-elle assuré. Elle a dans cette optique lancé le projet «Civil Society 2.0» destiné à «renforcer la société civile sur le terrain, en aidant à avoir accès aux technologies numériques». Le chef de la diplomatie américaine a enfin dévoilé une initiative de «dialogue interconfessionnel», qui devrait, a-t-elle dit, se traduire par des réunions semestrielles à l'échelle des gouvernements, mais aussi d'associations et du secteur privé.

## Chirac règle des comptes dans ses mémoires



**L'**ex-président français Jacques Chirac fait un portrait au vitriol de ses anciens alliés et rivaux politiques, dont Valéry Giscard d'Estaing, dans le premier tome de ses mémoires publié cette semaine et où pointe aussi son amertume à l'égard de son successeur Nicolas Sarkozy. «Chaque pas doit être un but» est le titre de ce volume de 500 pages qui sera mis en vente jeudi, moins d'une semaine après le renvoi devant la justice de M. Chirac, 76 ans, pour des emplois de complaisance présumés accordés à des proches alors qu'il était maire de Paris (1977 à 1995). L'ancien président ne revient pas sur ces faits dans le livre tiré à 230.000 exemplaires, et qui va jusqu'à 1995, avant un deuxième tome sur la période plus récente, prévu en 2010.

Il y décrit Nicolas Sarkozy, son ancien protégé, comme un homme «nerveux, pressé, avide d'agir», dont la «défection» avant la présidentielle de 1995 ne l'avait «pas laissé indifférent». Nicolas Sarkozy, à l'époque ministre du Budget, avait décidé de soutenir l'autre candidat de la droite, Edouard Balladur, alors Premier ministre. Mais s'il fait l'éloge de son mentor, l'ex-président Georges Pompidou - «plus encore qu'un père spirituel, un modèle» -, il règle des comptes avec plusieurs de ses anciens alliés politiques, qui furent aussi ses rivaux au sein de la droite française.

## EDITORIAL

Par K. Selim

### VIRTUELLEMENT DISPARUS

ce de nuit», on peut dire que rien ne va plus.

Les pétitionnaires qui protestent contre une connexion ADSL au débit souvent bien inférieur au vieux 15-15 - qui sert toujours - sont bien entendu dans leur droit. Ils ont payé un service qu'on ne leur fournit pas. Le problème est qu'ils ont beau signer la pétition, l'écho est très incertain. Eux, à force de surfer et donc de comparer, ont découvert qu'il existe des normes basiques «universelles». Et c'est au nom de ces normes basiques que les pétitionnaires de l'ADSL algérien s'estiment en droit d'exiger, non pas l'impossible, mais «un service technique compétent, de vrais ingénieurs qui soient disponibles tous les jours de la semaine et qui nous traitent comme des êtres humains».

Ce genre d'exigences, le consommateur-payeur du marché réel, au souk ou dans les services publics, les exprime souvent en rencontrant de l'autre côté du comptoir un si-

lence dédaigneux. Parfois, il reçoit la réponse indigne, insupportable: «Tu te crois où? Tu es en Algérie!». A mort donc les normes universelles: nous devons, de la démocratie aux prestations les plus banales, nous contenter de normes spécifiques. Dans la logique ambiante, les usagers protestataires de l'ADSL sont virtuels et n'ont raison que virtuellement. Ils n'existent pas. Pas plus que n'existent des consommateurs dans un pays où règne encore la vente par sommation, «à prendre ou à laisser», et où le taxieur décide de la direction qu'il doit prendre en prenant soin de vous signifier que si vous n'avez pas la monnaie, vous n'aurez pas le droit de poser le postérieur dans sa «limousine».

Enfin, ces protestataires restent encore plus réels que les abonnés de l'Eepad. Selon le ministre des TIC, Hamid Bensalah, qui ne manque pas de mérite, disons-le, l'entreprise Eepad n'a pas disparu. C'est vrai: en passant par le ravin de la Femme sauvage, on voit encore les beaux immeubles de l'Eepad. Conclusion: ce sont les clients de l'Eepad qui ont disparu corps et biens et qui n'ont même pas une existence virtuelle.

**U**ne pétition des usagers algériens mécontents d'Internet sur... Internet. Cela semble très moderne mais... vain. Dans un pays où l'on n'est jamais parvenu à créer une association de consommateurs qui atténuerait les voies de faits exercées par les brigands du commerce à tous crins qui imposent d'importer quoi et à n'importe quel prix, les Algériens qui consomment de l'Internet paraissent encore plus virtuels que ceux qui découvrent que les légumes sont chers longtemps avant le Ramadan et bien longtemps après. Alors que les responsables du secteur tiennent un discours très raisonnable sur l'importance primordiale des TIC dans l'avenir de l'économie et dans l'acquisition du savoir, la réalité est plutôt médiocre.

Quand on est abonné chez un fournisseur - qui n'a pas disparu - et que le temps qu'il faut pour ouvrir sa boîte électronique est suffisant pour faire deux omelettes et finir son café noir, on n'est pas à la fête. Quand pour avoir une connexion correcte - ce qui est différent de «bonne» ou «d'excellente» - il faut s'astreindre au «servi-